8° R
47919
(1)

S PERROUX - YVES URVOY

RENAITRE

I

LA RÉVOLUTION EN MARCHE

LIBRAIRIE DE MÉDICIS — PARIS

F. PERROUX — Y. URVOY

RENAITRE

ESSAIS — 1re Série

LA RÉVOLUTION
EN MARCHE

LIBRAIRIE DE MÉDICIS
3, Rue de Médicis — PARIS (VIe)

Sommaire

Couverture

Page de titre

PRÉFACE

AVANT-PROPOS()

- Doctrine
  - LES CONCEPTIONS FAUSSES
  - LES VAGUES DE FOND RÉVOLUTIONNAIRES
  - CONCLUSIONS PRATIQUES
  - RECETTES DE PROSPÉRITÉ

CHAPITRE I - Les grandes crises révolutionnaires

- Fausses conceptions du mot « Révolution »
- La Révolution insurrection
- La Révolution épouvantail
- La Révolution — Coup-de-force
- Les grandes crises révolutionnaires
  - LA CRISE ALEXANDRINE
  - LA CRISE ROMAINE DU PREMIER SIÈCLE AVANT
  - JÉSUS-CHRIST

LA CRISE DU IIIe SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST

LA CRISE DU Ve SIÈCLE. — FIN DE ROME

NAISSANCE DU MONDE FÉODAL

LA RÉVOLUTION DU XIIe SIÈCLE

LA RÉVOLUTION DU XVIe SIÈCLE

LA RÉVOLUTION LIBÉRALE

GÉNÉRALITÉ DU PHÉNOMÈNE

Caractères généraux

CARACTÈRE RELATIF DES RÉVOLUTIONS

LEURS EFFETS

L’AMPLEUR HISTORIQUE

LEURS CAUSES

ENSEIGNEMENTS

CHAPITRE II - Le sens de la Révolution du XXe siècle

Les origines de la Révolution du XXe siècle

Le sens de la Révolution du XXe siècle

PREMIERE ETAPE

Personnel et partis de la Troisième République

DEUXIEME ETAPE

Idéologies de l’ère libérale

TROISIEME ETAPE

Idéal abstrait des temps modernes

Retour au concret national

Retour au concret traditionnel

Retour au concret social

Retour au concret en économie

QUATRIEME ETAPE

La civilisation occidentale. — La civilisation tout court

CIVILISATION DE LA MACHINE

LA RAISON

LE CHRISTIANISME

LA CIVILISATION EN GÉNÉRAL

Conclusion - L'HOMME

CHAPITRE III - Révolution nationale Révolution populaire

I. — Un idéal unique L'opposition national-populaire

LE PROBLÈME PROLÉTARIEN

LE SENS DE LA RÉVOLUTION DU XXe SIÈCLE

II — La communauté nationale française Ce qu'est la Nation ?

HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

III. — Comment s'achèvera la communauté française Les Réformes profondes de structure

LE RETOUR DU PROLÉTARIAT CHEZ LUI

CHAPITRE IV - Mission de la France

I. — Continuité

II. — Essais d’unité politique

III. — Apostolat. — Rayonnement

IV. — Valeur universelle et synthèse

MOYEN AGE

RÉFORME

RENAISSANCE ET CLASSICISME

LIBÉRALISME

V. — Mission actuelle de la France

CHAPITRE V - Tâche révolutionnaire

Comprendre

Le cadre révolutionnaire

Nouveauté

Primat de la Révolution

Aristocratie

Conclusion

Notes

Achevé de numériser

PRÉFACE

*

Nous avons fondé en juillet 1942, en zone non occupée, le groupe « Renaître » pour travailler à ce qui nous semble la tâche capitale de notre génération, la naissance d'un monde neuf, tâche qui s'insère dans le grand événement historique de la révolution du XX^{e} siècle.

Notre groupe n'est ni une organisation, ni une association. Quel qu'en soit l'esprit, celles-ci ont pour raison d'être, ou tout au moins comme préoccupation essentielle, le groupement ou l'encadrement d'un nombre d'hommes le plus élevé possible.

La nôtre est différente. *Tant que demeurent les circonstances actuelles, notre groupe est limité à deux membres et ne recrute pas.* Nous ne sommes ni une ligne, ni un parti, nous sommes deux hommes qui sentent et qui pensent fraternellement, dont la pensée et l'action, ont eu déjà, à des degrés divers, une certaine résonnance, et qui donnent librement leur avis sur les problèmes révolutionnaires de l'heure et leur façon de concevoir les aspects que la France devra prendre dans les années qui viennent.

Notre action a un sens très délimité : Révolution, nous précisons : *Révolution Nationale communautaire.* Nous nous situons dans le courant d'aspirations confuses et de pensées tâtonnantes qui, depuis des années, a préparé la tâche révolutionnaire actuelle et qui est l'âme-de tous les événements importants de notre époque. Mais dans ce courant, nous ne voulons pas nous contenter de ressasser des généralités conformistes. Nous pensons qu'il est nécessaire de dépasser les principes généraux et d'essayer de préciser de plus en plus les caractères et les formes de la construction révolutionnaire de demain. Penser en un système de plus en plus cohérent, riche et concret les bases et les aspects de la France et de l'Europe futures, cela emporte deux conséquences :

1° *Pour le moment* notre action est purement doctrinale. C'est sur le seul plan du rayonnement des idées que nous voulons nous placer, mais sur ce plan elle a un caractère précis et concret :

a) Dans le domaine des principes, nous estimons nécessaire

d’affuter notre position et de la distinguer des autres écoles de pensée, même qui utilisent des formules proches des nôtres. En zone libre surtout, un grand nombre d’anciennes écoles ou d’anciens partis se réclament avec véhémence de la Révolution Nationale. Il n’est pas question de mettre leur sincérité en doute ; mais quand on va y voir d’un peu près, on constate que tous ne font que répéter textuellement leurs anciennes formules, et pour eux la Révolution Nationale n’est que le triomphe de leurs idées anciennes. Sous la même étiquette subsistent d’innombrables tendances disparates. D’autre part, les mêmes principes généraux peuvent aboutir à mille réalisations concrètes extrêmement différentes d’esprit, allant d’une simple société bien pensante et paternaliste, à des formes toutes nouvelles et profondément révolutionnaires, aussi bien politiques qu’économiques. Un mensonge conformiste consiste à dire que nous sommes tous d’accord sur l’essentiel. En fait, chacun n’admet qu’une interprétation : la sienne. Nous préférons, nous estimons plus franc, c’est-à-dire finalement plus efficace, de rejeter cette équivoque. Dans le sens général de la Révolution du XX^{e} siècle, subsistent et se battent sournoisement cent écoles différentes. Pour nous, c’est ce « sournoisement » que nous rejetons. Nous sommes une école de pensées parmi d’autres, parallèlement aux autres autant que possible, *contre les autres autant que nécessaire.* Toute école a nécessairement une philosophie à elle qui commande tout le reste. Il vaut mieux l’exposer franchement et nettement. Dépassant les généralités, nous préciserons de plus en plus notre position personnelle par rapport aux autres, en soulignant avec joie ce que nous avons de commun, en soulignant sans regret tout ce qui nous en sépare. Une action vraie ne se fait pas dans de pseudo-unanimités, mais en aiguisant continuellement la pointe. L’histoire montre que la progression révolutionnaire s’est toujours faite en précisant de plus en plus des points de doctrine et de tactique, précisions nouvelles qui entraînent chaque fois des scissions, mais qui entretiennent l’ardeur et l’efficacité des vraies forces créatrices.

b) Les principes ainsi creusés, précisés, et retournés sans cesse, il ne faut pas espérer qu’ils aient une véritable efficacité s’ils ne prennent pas, dès maintenant, dans les esprits d’une élite, la forme d’institutions précises et de solutions concrètes. L’action prérévolutionnaire, qui est la seule possible maintenant, ne peut

consister seulement en généralités dogmatiques. Il est nécessaire pour leur donner leur sens plein, d'essayer de se représenter les aspects concrets que la France devra prendre quand les principes diffus de la Révolution du XX^{e} siècle pourront développer leurs pleines conséquences.

2° Doctrine ne signifie pas rêverie, pur jeu d'esprit, mais *étape préliminaire nécessaire à toute action révolutionnaire* profonde et efficace. Nos recherches n'ont qu'un but, l'instauration effective, concrète, matérielle, d'un monde nouveau ; nos études ne sont tendues qu'à l'action, n'ont d'autres raisons d'être que l'action au sens le plus fort du mot. Mais il y a temps pour tout et *il y a des progressions nécessaires.* Avant d'agir il faut savoir ce que l'on veut faire, et quelques « principes » ou quelques « slogans » n'y suffisent nullement. Dans ce domaine, comme dans celui de la bâtisse on ne creuse jamais trop les fondations. Avant le temps de l'action proprement dite il faut celui de la réflexion.

Cela est encore plus vrai à notre époque où les événements nous ont bousculés et maintenant nous paralysent.

Penser une France intégralement reconstruite sur les principes de la Révolution du XX^{e} siècle, c'est penser seulement la France de demain et même d'après-demain : les conditions intérieures et extérieures actuelles, l'absence des prisonniers, la division profonde, matérielle et morale, des Français, l'atonie générale de la Nation limitent les possibilités révolutionnaires actuelles à la diffusion d'idées et à la création progressive et combien difficile d'un embryon d'esprit nouveau. La Révolution communautaire ne sera vraiment possible que quand la France aura retrouvé son unité matérielle et ses fils absents, éliminé une partie des éléments actuels de dissension et traversé vraisemblablement plusieurs soubresauts politiques et sociaux, contradictoires et violents. Cela renvoie la phase constructive à un avenir éloigné et sur un terrain déblayé par les événements.

Il est même assez superflu de se demander maintenant comment ce monde envisagé peut être réalisé. Les moyens d'action, les formes intermédiaires dépendront tellement des circonstances et ces circonstances d'événements futurs et contingents qu'il est impossible de prévoir de façon efficace, que toute discussion sur ce sujet est encore un jeu gratuit de l'esprit.

Dans l'immédiat, ce qu'il faut, c'est ajuster des principes, des vues philosophiques, des projets d'institutions, dans le double but de préparer

l’instrument idéologique de la Révolution de demain et de dégager l’élite nouvelle qui la fera. L’image précise d’un monde neuf et beau à faire naître, reliée à une doctrine cohérente, techniquement étudiée et lourde de sentiments, doit à travers les contingences futures, à travers les tempêtes et les remous, servir à guider cette élite vers le port. Les manœuvres qu’à travers des passes, entre des récifs que nous ignorons, elle aura à faire... peut-être sans nous, si nous n’y sommes plus, cela a peu d’importance. Que nos amis aient une vue claire de la France à construire, ils trouveront toujours les méthodes adaptées aux circonstances successives, qu’ils aient un idéal dans toute la force et la richesse du terme, et qu’ils soient vraiment des hommes et ils trouveront toujours le moyen d’imprimer leur empreinte à l’histoire.

La présente série d’ouvrages a pour but d’exposer ce qui nous semble le caractère et le sens de la crise historique actuelle ; les principes et quelques aspects à imposer au monde neuf qui en sortira. Ils rassemblent, groupées par six ou sept, et légèrement ajustées et remaniées, des brochures qui, sous la même devise, ont paru depuis sept mois et continuent à paraître en zone libre. Nous les faisons pour mettre au courant de cette action menée dans la moitié sud du pays nos amis connus ou inconnus de la zone nord.

Six volumes sont prévus qui paraîtront aussi vite que les difficultés matérielles actuelles le permettront.

La Révolution en marche ;
Valeurs ;
Les autres et nous
Politique ;
Economie d’hier et de demain, 1re partie ;
— — 2e partie.

TEYSSOUNAC, Villeneuve-sur-Lot ;

F. PERROUX, Y. URVOY.

Si les événements le permettent ils seront suivis à partir d’octobre d’une autre série, sous une devise nouvelle, qui donnera à la fois des études de détail poussées, sur tel ou tel point de doctrine, et des livrets de demi-vulgarisation, dûs soit à nous, soit à des amis qui reconnaissent pour leurs nos aspirations et nos vues[1].

AVANT-PROPOS[2]

*

Doctrine

Qu’est-ce qu’une doctrine, et spécialement une doctrine révolutionnaire ? Il n’est pas mauvais de préciser dans quel esprit nous l’entendons.

LES CONCEPTIONS FAUSSES

Dans les grandes crises révolutionnaires[3], quel est le rôle des idées, des doctrines ? Il nous faut secouer ici les habitudes de pensée du Français moyen, soit qu’elles viennent de son tempérament intellectualiste, soit des idéologies de l’époque qui ont fini par lui passer dans le sang.

Intellectualiste, il croit que les idées mènent le monde, que tout est simple et rationnel, et, pour lui, les idées c’est un système clair et évident, logiquement bâti, une construction esthétique à son échelle. La mystique du « Contrat social » n’a fait que l’entraîner plus loin dans cette même tendance. Une société est bâtie sur des idées, sur un plan, et il suffit de l’assentiment commun, de l’entente des citoyens pour le réaliser. On fait une révolution parce qu’on trouve qu’il y a quelque chose à changer et on décide à l’avance du dessin de la société future ; on choisit parmi les projets présentés celui qui séduit le plus et on charge les mandataires du peuple de faire cette révolution. L’idée que, dans chaque individu, la vie consciente n’est qu’une faible part de la vraie vie et que, dans la grande majorité, elle est réduite à un simple automatisme verbal, reflet de la vie collective ; que la volonté d’une collectivité et ses actes sont largement indépendants de la volonté de chacun de ses membres, qu’il y a une vie des communautés qui dépasse la vie consciente de chacun de nous et la commande en partie, que les peuples eux-mêmes peuvent être entraînés par des forces qu’ils ne commandent point, qu’ils peuvent louvoyer dans la tempête, mais non l’ignorer, tout cela entre difficilement dans la cervelle

d’un ex-électeur qui a l’habitude de refaire le monde dans la fumée des pipes.

A ces erreurs qui peuvent prendre bien des formes, des plus niaises aux plus fines, mais qui se retrouvent chez presque tous, s’en ajoute une qui vient encore des doctrines des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles : le matérialisme doctrinal, issu du libéralisme économique et du socialisme surtout marxiste. Il consiste à croire que tous les problèmes humains dépendent de la satisfaction des appétits matériels, plus techniquement d’une production toujours agrandie. Une doctrine c’est un corps de recettes, de « trucs », qui doivent assurer automatiquement la bonne marche de l’économie et par là régler tous les problèmes politiques et sociaux.

LES VAGUES DE FOND RÉVOLUTIONNAIRES[4]

Non, nous n’abaissons pas plus le rôle des idées que celui des individus, sinon que ferions-nous à essayer d’élaborer une doctrine révolutionnaire et à former des hommes, au lieu de nous asseoir sur la rive et regarder, passifs, couler le flot aveugle de l’histoire ? Nous ne croyons pas aux masses : ce sont quelques hommes qui commandent les révolutions et les idées mènent les hommes, mais les premiers d’abord, parce qu’ils sentent et comprennent le sens profond de leur époque et savent la diriger, les autres, non par des formules abstraites nées du cerveau d’un penseur, mais par l’expression des tendances totales, en majeure partie confuses, de toute la collectivité en révolution.

Dans les périodes plus calmes, il semble parfois qu’il suffit d’une analyse ingénieuse, d’une théorie, pour modifier peu à peu les points de vue, au moins d’une élite, et pour provoquer finalement des changements politiques ou sociaux effectifs. A ces moments, la pensée semble avoir un champ plus libre. Mais dans les périodes de crise révolutionnaire, les doctrinaires n’ont pas si beau jeu, car alors les collectivités entières sont entraînées par des vagues de fond et les individus doivent tenir compte de ces mouvements collectifs irrésistibles.

Quelle est l’âme de ces vagues de fond révolutionnaires ?

Ce ne sont pas, à l’origine les idées d’un penseur sur la politique et l’économie sociale, mais les aspirations de tout un peuple aux moments d’inquiétude où il se met à examiner et rejette les grands principes et les institutions sur lesquelles il a vécu pendant souvent des siècles et qui lui ont jusqu’alors semblé si évidents qu’il n’a pas songé à les discuter, quand il éprouve le besoin de jeter à bas un édifice vermoulu et de se créer un ordre nouveau.

Le sentiment confus mais pesant qu'un monde est fini et mort, et l'image confuse d'un autre à construire à neuf c'est là l'essence des grandes révolutions.

Qu'est-ce qui caractérise ce premier état, ce germe des doctrines ? Elles sont globales, elles sont collectives, elles sont d'abord affectives.

Globales. — Elles ne s'appliquent pas à un problème, à une vue doctrinale, mais à toutes les manifestations de la vie en communauté, à l'image totale de la communauté nationale. Pendant les crises révolutionnaires, ce n'est pas un problème qui se pose, c'est la société tout entière qui a besoin d'être repensée à nouveau : ce n'est pas une solution qu'on cherche, c'est l'image totale d'une structure nouvelle, d'un monde nouveau que la communauté porte en elle-même.

Collectives. — Même si très vite un homme les exprime, les incarne et les dirige, elles viennent d'abord du fond de la nation, de son inquiétude.

Affectives. — Bien plus que logiques, elles sont au début senties par la grande part des membres de la communauté, sans que nécessairement elles puissent être exprimées en termes adéquats.

Mouvement affectif spontané de la communauté, né du sentiment collectif de l'usure du monde ancien, c'est là, pour nous, l'âme des vrais mouvements révolutionnaires. Et tout travail constructif doit tenir compte de ce caractère primordial, non pour en recevoir une leçon de fatalisme, mais pour y prendre la mesure exacte et le dessin de son action.

Les grandes doctrines révolutionnaires. — Car il faut qu'il y ait, il y a nécessairement, plus ou moins élaborées selon les peuples et les temps, des doctrines, des systèmes, des idéologies révolutionnaires. Les tendances collectives ne peuvent rester longtemps au seul niveau du sentiment et des aspirations confuses ; très vite, elles s'expriment en formules progressivement reliées entre elles, situées par rapport aux systèmes d'idées déjà en cours. Les Français, plus qu'aucun autre peuple, ont besoin de réfléchir sur ces idées nouvelles et de vérifier leur « logique » par rapport à des principes considérés comme immuables et certains.

Mais malgré les apparences, ce ne sont pas ces systèmes qui créent les mouvements révolutionnaires, ils viennent seulement s'offrir comme expression des aspirations collectives. Cela ne diminue pas leur importance historique : leurs qualités de logique, leur apparente simplicité, leur référence aux thèmes sentimentaux permanents de la nation, tout cela leur donne une force propre qui leur permet de diriger dans leur sens le mouvement national qu'ils semblaient au début, seulement suivre et exprimer. Très vite, la logique interne du système, dissimulée au début, parle plus haut que l'appel sourd de la nation, et finit par imposer sa

marche aux événements. L'accaparement des tendances sentimentales libérales de la Révolution de 1789 par une philosophie bien déterminée, l'individualisme jacobin, et un système de politique bien défini, le parlementarisme, est un bel exemple, non seulement de dépassement exorbitant, mais de déviation des aspirations nationales du début de la révolution.

Un système doctrinal révolutionnaire est donc nécessaire et ses principes profonds sont d'une importance très grave. Mais quelle est sa vraie nature, voilà un point capital, car il nous dicte le caractère de notre tâche.

Il doit répondre à une double condition : en lui-même il doit être logique et s'appuyer le plus possible sur l'expérience, mais cela, suffisant pour les périodes de calme, ne l'est plus en périodes de crise ; il faut alors qu'il exprime aussi les aspirations révolutionnaires de la nation ; il vaut comme moyen d'expression d'une réalité plus profonde, d'un autre ordre, car il n'aura une vraie efficacité que si la nation y retrouve l'expression de ses sentiments profonds même inconscients. Son rayonnement, sa puissance d'action lui viennent de sa « chance » comme de son « sens » historique.

Il ne s'agit pas là de prôner une mystique révolutionnaire de l'irrationnel, de prétendre que la raison et l'enseignement de l'histoire sont inutiles dans les moments de crise révolutionnaire et qu'il suffit, pour l'action, des qualités d'un médium possédé par l'âme du peuple ou « l'esprit de la race ». Le rôle des doctrinaires n'est pas de suivre la masse, mais de la guider, et les aspirations de la nation n'ont de valeur qu'en tant qu'elles créent le climat révolutionnaire et qu'elles indiquent en gros la direction et l'esprit de l'ordre nouveau. Il est indispensable d'en tenir compte car, contre elles ou sans elles rien ne serait possible, et de plus, elles sont bonnes dans leur ordre et bien interprétées. Mais elles doivent être dépassées et le sont nécessairement, de façon plus ou moins consciente ; autant le faire lucidement en s'aidant de toute l'expérience des siècles. Le doctrinaire a, dans les aspirations de son peuple, à voir ce qui est bon, ce qui est indifférent, ce qui est artificiel, adventice ou mauvais et doit agir de façon à utiliser l'un, à profiter de l'autre, à étouffer les derniers, mais il ne peut ignorer ces aspirations et légiférer du point de vue de Sirius.

Tout en la marquant de son empreinte, c'est la voix de la nation qu'il doit traduire, et non de simples vues personnelles ; toute la valeur de son action en dépend. Il serait facile de le montrer pour les grandes doctrines révolutionnaires du passé et de notre temps.

CONCLUSIONS PRATIQUES

Que signifient pour nous ces considérations un peu austères ? Elles signifient d'abord que notre tâche n'est pas de théoriser dans l'abstrait, car le sens général, le dessin de notre enseignement, nous ne sommes pas libres de les chercher dans des constructions personnelles, ils nous sont imposés par les conditions concrètes de temps et de lieu où nous luttons.

Ensuite, que le travail doctrinal efficace ne peut actuellement être purement idéologique, mais qu'il faut que le doctrinaire sente d'abord révolutionnairement, vive lui-même la crise morale de son peuple.

Pour nous, pas de table rase d'un génie politique rebâtissant le monde sur une intuition géniale. Nous sommes des Français de 1943 ; nous voulons avec les quelques Français qui sentent la grandeur historique de l'heure, essayer de donner forme aux aspirations profondes de la nation, de trouver les réponses à ses angoisses actuelles et à ses besoins actuels.

Il ne s'agit pas pour nous de suçoter des idées. Nous ne sommes pas des spectateurs, nous ne sommes pas des penseurs, nous sommes et nous voulons susciter autour de nous des révolutionnaires, des hommes qui se sentent et se veulent participants de la tragédie de leur peuple et qui se donnent totalement à la tâche de reconstruction d'un monde neuf. Notre enseignement ne cherche pas une simple adhésion intellectuelle, mais un engagement personnel à la cause révolutionnaire. Nous ne reconnaissons pour nos amis que ceux chez qui vit déjà l'idéal révolutionnaire et qui s'appliquent à l'exprimer, à l'approfondir, à le développer jusqu'aux conséquences pratiques et à se l'assimiler à nouveau par un lent travail d'enrichissement personnel.

Notre tâche n'est pas de diffuser des « idées », si elles doivent rester des objets de curiosité, c'est-à-dire cadavres, mais d'obliger les nôtres à expliciter et réaliser l'idéal confus qu'ils doivent déjà posséder.

RECETTES DE PROSPÉRITÉ

Contre l'idéologie jacobine nous avons eu à retrouver le sens de tout ce qu'une doctrine doit prendre des aspirations confuses de la collectivité, et des impérieuses circonstances historiques, de tout ce qui, dans une doctrine, n'est pas pure idée et volonté pure.

Il nous faut maintenant, contre le matérialisme libéral et marxiste, montrer qu'une doctrine est bien autre chose qu'une technique de production, qu'une recette de prospérité matérielle.

Doctrine révolutionnaire. — Doctrine politique. Or, la politique est autre chose que la somme des intérêts matériels des membres de la nation, elle

est l’art de maintenir et de développer l’existence et le sens de la Nation, comme porteuse de valeurs supérieures aux intérêts de l’individu isolé. La politique ne prend tout son sens que par les valeurs supérieures qu’elle promeut charnellement. L’homme ne développe les possibilités toutes virtuelles qu’il tient de la nature que grâce à la société des hommes, des morts et des vivants, et cette société des hommes n’est pas pour lui une société vague et abstraite, elle est la Nation qui l’a fait et le porte, il n’atteint l’humanité que par et à travers sa Nation. Et ce qu’il en reçoit, sans qu’il s’en rende compte, c’est le développement et la matière de toutes ses facultés à commencer par les plus hautes, celles de l’esprit.

Renouvellement profond de tout le tissu de la Nation, les grandes crises révolutionnaires sont nécessairement des. crises de civilisation. Ce qui en fait le nœud, c’est que la conception générale de l’homme, de ses fins, de son bonheur, de la société, c’est que l’échelle des valeurs qui animait tous les aspects de la vie nationale, est brusquement changée et remplacée par une autre, qui, en fait, s’élaborait depuis longtemps dans l’ombre, mais que l’on ne reconnaissait pas encore.

Une doctrine révolutionnaire dont le but est de comprendre le sens de pareils événements et d’en diriger le développement, est nécessairement, elle aussi, une vue sur l’homme, sa nature, ses fins, c’est-à-dire, bien que le mot effarouche le pauvre Français de nos jours, une philosophie, une vision du monde.

Le libéralisme économique, le marxisme, ne demandent aux doctrines que d’être des formules d’organisation et de technique de la production. Mais c’est qu’en réalité, ils supposent implicitement admise toute une philosophie, qu’ils sont eux-mêmes des philosophies, l’individualisme avachi des libéraux, le matérialisme dialectique des marxistes sont bien des philosophies, et la seconde même particulièrement abstraite et austère.

Toute doctrine révolutionnaire comporte nécessairement, avouée ou cachée, une vue sur la nature et les fins de l’homme, et les aspects particuliers qu’elle expose avec complaisance : régime politique, changement social, formule économique, etc., ne sont que des conséquences pratiques de la conception supérieure centrale.

Une doctrine est donc pour nous un système complet de pensée qui traite tous les problèmes pratiques posés par la vie en société à la lumière d’une conception bien définie de l’homme, d’une échelle des valeurs.

Nous estimons plus franc et plus efficace de la reconnaître. Les points de vue philosophique comme historique seront donc aussi largement traités ici que le point de vue politique ou économique, car ils leur donnent leur vrai sens. Ce serait ne rien comprendre à notre enseignement que de

vouloir n’examiner que les volumes de « politique » ou de « technique économique » et de croire qu’on peut juger de tel ou tel sujet pris séparément du reste, parce qu’on est un homme pratique, « réaliste », etc. L’homme « pratique » qui croirait comprendre quelque chose au drame actuel en ne dépassant pas le niveau des recettes économiques, n’est qu’un pauvre type avec sa naïveté d’ignorant satisfait.

CHAPITRE I

Les grandes crises révolutionnaires[5]

*

Avant tout examen des aspects, des ressorts, des fins de la crise mondiale actuelle, il nous faut d'abord essayer d'en prendre la mesure, et de la situer dans l'histoire. Pour ce faire, c'est la notion de « révolution » qui est notre meilleur guide.

Nous nous disons en « révolution » — mieux, nous nous sentons en révolution ou plutôt en pré-révolution.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Fausses conceptions du mot « Révolution »

Pour atteindre le sens plein du mot, il faut d'abord en dépasser les conceptions courantes.

Dans le chaos d'images qu'il évoque pour la plupart des Français, on peut arriver à discerner trois grands thèmes : l'un qui prenant la Révolution dans le sens de l'idéologie libérale, représente le résidu du siècle écoulé ; l'autre n'est qu'un aspect de la mentalité conservatrice : le dernier qui est obsédé par l'exemple des révolutions contemporaines mais ne les voit que du dehors.

La Révolution insurrection

Pour les premiers, avec des nuances infinies, des plus vulgaires aux plus élaborées et aux plus savantes, une révolution c'est un soulèvement populaire.

Quand les bonnes gens disent « on souffre trop, le ravitaillement se fait

mal, si cela continue on aura la révolution », cela ne signifie que trouble sanglant provoqué par le mécontentement populaire, émeute de la misère ; c'est là le premier trait, le plus grossier mais quasi le plus voyant et le plus persistant d'un dessin que des pensées plus fortes peuvent préciser et enrichir, sans en changer la physionomie d'ensemble. Plus élaboré, il devient la conception insurrectionnelle : il y a révolution quand le « Peuple », le peuple avec un grand P, se soulève au nom de la liberté contre le pouvoir et essaye d'en instaurer un nouveau théoriquement plus démocratique, plus populaire.

Cela, c'est la conception courante, celle dont nous avons été imbibés depuis notre enfance, celle dont étaient pleines toutes les feuilles dites républicaines. Elle tient à cette mystique de gauche, qui considère comme sacrées toutes les manifestations du Peuple souverain et, comme une incarnation du mal, tout ce qui s'oppose à Sa volonté. Dans la complexité des mouvements historiques, on ne veut voir qu'un aspect : l'opposition entre les peuples et les gouvernants et on en fait un choix de valeurs : est « révolution > ce qui va dans le sens populaire, est « réaction > ou coup d'Etat ce qui va dans le sens de l'autorité, la réaction n'est qu'un accident, une lutte impuissante contre le cours de l'histoire dont les révolutions sont la véritable trame et qui va irrésistiblement vers des formes de gouvernement de plus en plus populaires, de plus en plus « libres ».

Le cœur de cette croyance est la mystique du progrès, cette notion d'un développement continu de l'histoire, à sens unique et fatal, vers un avenir indéfiniment meilleur, que ce soit politiquement ou économiquement.

Une forme voisine est la conception socialiste : elle conserve le mot de révolution pour les soulèvements populaires, mais ne le considère pas dans le sens de plus de liberté, de plus de démocratie, avec des couleurs quarante-huitardes, mais dans celui, plus précis, de remplacement au pouvoir, à la disposition des moyens de production et des biens matériels, d'une classe sociale par une autre.

En continuant encore dans la même ligne, on aboutit à la conception marxiste, qui considère l'histoire comme animée d'une volonté, d'un dessein central qui l'amène à une crise particulière, crise unique qui ouvre les temps nouveaux, les temps parfaits, où la société trouve sa forme achevée. Il y aura une révolution, la seule vraie — le grand soir — c'est-à-dire qu'après un mouvement de l'histoire, qui se fait en ligne continue, selon une loi dialectique irrésistible et fatale dont Marx a emprunté à Hegel le schéma, on va à un moment particulier, unique et privilégié, celui où les classes seront supprimées, où le prolétariat s'emparera de tous les moyens de production et instaurera le régime communiste. A partir de ce

moment, l'âme même de l'histoire sera changée, la règle de l'évolution à rythme ternaire disparaîtra et nous entrerons dans la cité socialiste qui n'aura plus d'évolution interne, puisqu'elle sera parfaite.

Sous toutes ces affabulations plus ou moins savantes, se retrouve la même imagerie d'insurrection populaire considérée comme porteuse de valeurs historiques, comme étant l'armature même de l'histoire, comme exprimant son sens profond, et ce sens, partout le même, c'est celui que donnent la notion de progrès et la vision libérale de l'homme et de la société. Mettant avant tout l'accent sur l'autonomie de l'individu, c'est-à-dire sur ce qui oppose les hommes entre eux, et à toute forme de contrainte extérieure, l'ère libérale a été amenée à diviniser la révolte, en tant que révolte, à y voir les événements historiques essentiels, ceux où affleure le mieux l'âme de l'histoire, la révélation de l'Idée, de l'Esprit, la manifestation de Dieu[6].

Cette vue de l'histoire est une pure mythologie que la pensée libérale a sécrétée pour incarner et promouvoir son idéal abstrait, pour proposer aux masses des images si simples qu'elles semblent logiques, et en même temps si chargées de sentimentalité généreuse qu'elles défient la critique, et, pour tout cela, capables d'enthousiasmer du dedans les hommes et les foules et de leur servir d'idée-force, de « mythe ».

Mythologie d'un dogme périmé, la notion insurrectionnelle des révolutions doit disparaître avec lui. Croire de plus qu'il peut y avoir au milieu de l'histoire une coupure privilégiée, un moment unique, qui change radicalement la nature de l'homme et les lois de l'histoire, c'est avoir la tête aussi peu « scientifique » que possible.

La Révolution épouvantail

La contre-épreuve de cette conception « de gauche » est celle « de droite » où révolution ne signifie que subversion, désordre, troubles sanglants — où un révolutionnaire n'est qu'un « révolté », un aventurier grossier, ou un idéologue dangereux. Une conception bourgeoise aussi répandue que la précédente considère les révolutions comme des coups de « mauvais garçons » ambitieux, ou d'exaltés qu'une police trop faible a laissé réfléchir aux principes de la vie en société, — comme des accidents, des maladies artificielles, provoquées par des agents pathogènes animés d'appétits grossiers, ou de rêveries fumeuses. La seule tâche des « politiques » est d'assainir ces plaies et de rendre au corps social sa santé, manifestée comme chacun sait, par l'ordre dans la rue et une étroite

subordination des classes dites inférieures.

Cette façon de voir n'est pas plus satisfaisante que la précédente, soit dans sa forme vulgaire qui n'est qu'un réflexe de « possédant », soit dans sa forme doctrinale qui consiste en fait à croire implicitement au caractère nécessaire et immuable de certaines formes politiques et sociales, à nier l'histoire.

La Révolution — Coup-de-force

Une autre vision révolutionnaire se rencontre enfin assez fréquemment de nos jours : elle vient du choc provoqué dans de nombreux esprits par le spectacle des révolutions contemporaines dites « fascistes ». Elles réclament avec énergie le titre de révolution, et il est difficile de le leur refuser. Cependant, elles ne correspondent, nullement à l'imagerie insurrectionnelle. Les tenants des diverses formes de doctrine libérale se tirent de cette difficulté en leur refusant le caractère révolutionnaire, ou en y cherchant les traces de mouvements populaires qui peuvent évoquer de loin les vieilles notions. Ceux qui sentent qu'il y a là quelque chose de neuf et de créateur, mais déroutés par leurs anciennes habitudes de pensées et ne jugeant que de l'extérieur, placent le caractère révolutionnaire dans les méthodes de prise de pouvoir, dans les actes violents. Et pour eux, une révolution en France serait également une « prise de pouvoir » assortie d'une action massive de « propagande » sur des « slogans » passe-partout.

Il semble qu'il y a d'autres enseignements à tirer de l'histoire lointaine comme contemporaine et que l'on peut mettre un contenu doctrinal plus riche et plus solide dans cette aspiration révolutionnaire confuse, qui est la caractéristique de notre époque.

Les grandes crises révolutionnaires

I. — CROQUIS HISTORIQUE.

Cette aspiration révolutionnaire, cette inquiétude sourde des esprits, cet appel vague mais violent à des formes nouvelles de vie en société qui sont l'âme profonde des troubles actuels, nous les retrouvons à d'autres périodes de l'histoire qui offrent entre elles assez de traits communs et constants pour représenter des exemplaires d'un même « type », des effets d'une même loi, loi historique c'est-à-dire complexe, mouvante et

approximative, loi néanmoins, capable de donner un sens au chaos des gestes humains et de servir de base à des prévisions très générales et surtout à des enseignements pratiques. C'est là, plus que dans des a-priori idéologiques ou dans une simple technique activiste qu'il nous faut chercher les vrais modèles, l'essence des crises révolutionnaires.

LA CRISE ALEXANDRINE

Le monde grec classique se termine au IV^{e} siècle avant notre ère par le bouleversement qu'a été la naissance du monde alexandrin.

Les historiens placent à son origine les conquêtes d'Alexandre, du fils d'un certain roi macédonien qui, en dix ans, a unifié la Grèce, conquis le Moyen-Orient et l'Egypte, et créé une monarchie unitaire qui englobait tout le bassin oriental de la Méditerranée et l'Asie jusqu'à l'Inde. Ils ne voient que cette personnalité fulgurante et, pour eux, la naissance du monde alexandrin est le fait d'un homme. Si on étudie d'un peu près ce qui s'est passé, on constate qu'il y a autre chose.

Avant même qu'Alexandre apparaisse et jette le monde grec sur le monde oriental, on constate déjà à l'intérieur de ce monde des cités, Athènes, Sparte, Thèbes et tant d'autres, une maturité, une vieillesse interne, une perte de vitalité et une inquiétude, comme si ce monde non seulement touchait à sa fin, mais sentait qu'il touchait à sa fin.

Il est frappant de voir combien ces années qui précédèrent Alexandre sentaient à l'avance qu'il allait venir, comme si ce grand événement de l'histoire jetait son ombre en avant. Au moment où la Grèce n'était formée que de ces petites cités, qui n'avaient même presque plus la force de se battre entre elles, ce qui avait été presque leur seule raison d'être pendant des siècles, où le vieux patriotisme local disparaissait déjà, l'orateur Isocrate osait proclamer que la Grèce devait conquérir le Proche-Orient, jusqu'à l'Halys[7] et y retrouver une nouvelle jeunesse. Sans le savoir il dictait à Alexandre sa mission historique. Sans le savoir encore il annonçait l'avenir, quand il disait dans une phrase célèbre qui enterrait la Grèce des cités et annonçait la Grèce hellénistique : « C'est la culture et non la race qui fait le Grec ».

Partout nous voyons à la fin de cette période classique des changements qui annoncent un monde nouveau. L'épopée d'Alexandre ne fait que précipiter l'éclosion de germes qui semblent déjà jetés dans l'histoire ; elle n'a été que l'expression extérieure, libre et contingente, d'une préparation interne et fatale des événements.

Même sans lui, la Grèce classique aurait tout de même disparu pour

faire place à un monde nouveau ; — les circonstances de la révolution, une partie de ses effets auraient été différents — mais il y aurait eu révolution.

Alexandre et ses conquêtes séparent deux civilisations, celle du monde grec classique et celle du monde alexandrin, marquées chacune par une structure et un idéal différents : structure politique : un empire remplaçant les vieilles cités ; structure économique : le brassage, dans des proportions nouvelles, de tout le Proche-Orient ; structure sociale : conceptions différentes de la civilisation, de l'art, de la littérature et idéal humain totalement différent.

Voilà ce qu'est une vraie révolution : cette espèce de crise profonde et longuement préparée qui marque la mort d'une civilisation et le début d'une autre.

Nous allons en retrouver au cours de l'histoire de Rome et de la France toute une série marquée des mêmes caractères.

LA CRISE ROMAINE DU PREMIER SIÈCLE AVANT JÉSUS-CHRIST

A la fin de la République, la structure politique de Rome était encore faite à l'échelle de la cité, d'une ville et de ses faubourgs, c'est-à-dire d'un gros canton. Mais ce canton avait conquis en trois cents ans presque tout le bassin méditerranéen et voyait affluer chez lui les richesses du monde. Cette structure n'était plus adaptée et la machine grinçait. De même, la vieille hiérarchie sociale des patriciens, des chevaliers et de la plèbe, sanctionnée par les formes juridiques, ne représentait plus la véritable structure de la société nouvelle, marquée en particulier par l'énorme enrichissement des chevaliers et l'afflux massif d'esclaves. La vie économique également avait changé et s'ouvrait au commerce de tout le bassin méditerranéen unifié.

Les Romains devaient vivre dans un cadre institutionnel et sur des idées venues d'autres siècles[8], et inadaptées aux conditions nouvelles, et ce déséquilibre avait amené à la fin du ne siècle avant notre ère, une profonde démoralisation, un détraquement de ce peuple de petits paysans trop vite et mal enrichis, une perte profonde de vitalité et une inquiétude sourde, tous les éléments d'une crise latente qui ne demandait qu'à éclater. Elle devait durer plus d'un demi-siècle.

Elle s'ouvre violemment par la querelle de Marius et de Sylla, mais elle aurait pu naître d'autres événements. Le point culminant en a été l'assassinat de César en 44 et elle ne s'achève pratiquement qu'en 29, quand Octave, devenu Auguste, a assis l'Empire.

Ouverte par la dictature de Sylla, elle se fermait sur l'instauration de l'Empire romain. C'était une « révolution » avec, pour résultats, la disparition de la vieille cité romaine et de la civilisation qu'elle avait élaborée ; et l'apparition de formes politiques nouvelles (l'Etat et l'Empire), d'une administration nouvelle remplaçant les « magistrats » élus de la République par des « fonctionnaires » nommés et révoqués par l'Empereur, d'un gouvernement étatique centralisé, enfin d'une civilisation nouvelle, celle du Haut-Empire, intégrant les éléments neufs qui avaient fait éclater le vieux monde républicain et mieux adaptée aux conditions nouvelles ; l'unification économique du monde méditerranéen, non pas en devenir, mais organisée, installée, dans les faits ; spirituellement, la disparition du bel et vieil idéal de dignité humaine, de fierté un peu rude, de pauvreté, d'indépendance, de ce qu'on a appelé de liberté, dans le sens de l'acceptation allègre par le citoyen des lois décrétées régulièrement par la communauté, un idéal dont l'âme était la fierté du citoyen libre et le patriotisme local. A la place l'idéal romain du Haut-Empire, malgré un vocabulaire archaïque, est nouveau et fils du pouvoir personnel et de l'opulence. Les Romains sont devenus comme nous un peuple gras ; et les hautes aspirations, quand elles subsistent, ont un objet nouveau : le perfectionnement moral de l'individu et la coupure des liens politiques. Les meilleurs Romains oublient la cité et se veulent citoyens de l'univers.

LA CRISE DU III^{e} SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST

Au bout de trois siècles, cette civilisation impériale présente des symptômes d'inquiétude comme autrefois la civilisation républicaine : crises de succession, démoralisation profonde, soulèvements aux frontières, premiers soubresauts de la crise religieuse chrétienne. Nous voyons s'ouvrir une autre révolution romaine : c'est la grande crise du III^{e} siècle.

Quand Commode, après quelques mois de règne, tombe sous le poignard en 198, il ouvre une crise qui ne se termine qu'en 285, à la prise du pouvoir de Dioclétien. Inutile d'analyser cette crise, faite des ambitions confuses de prétendants à l'Empire, aggravées d'une première vague d'invasions germaniques. En réalité, elle a été la gestation d'un monde nouveau : le Bas-Empire.

Politiquement, le Bas-Empire n'est plus romain mais oriental, il est un décalque de la monarchie perse des Parthes et des Sassanides. L'empereur n'y est plus un « princeps », le premier entre d'autres, un magistrat qui

concentre en sa personne un certain nombre de fonctions publiques ; il est devenu un monarque oriental couronné du diadème et appelé « Dieu ».

Au point de vue administratif, disparaît la réunion entre les mêmes mains du pouvoir militaire et du pouvoir politique et apparaissent nombre d'autres innovations caractéristiques.

Au point de vue économique, cette magnifique organisation du commerce méditerranéen qui a marqué le Haut-Empire s'anémie et s'effrite, la pauvreté monétaire se manifeste par le paiement de l'impôt en nature : la sclérose s'étend dans ce trop grand corps et les provinces vivent de plus en plus sur elles-mêmes.

Les traits essentiels de la vieille société s'effacent : cette forte administration centralisée et cette course aux honneurs qui faisait gravir aux jeunes romains la succession des différentes fonctions administratives et les promenait comme fonctionnaires dans les différentes provinces, l'élément d'unité qu'apportait le brassage des troupes dans tout l'Empire, et, plus que tout, le caractère profondément citadin de la vieille civilisation méditerranéenne.

La vie n'arrive plus à parcourir le vaste corps de l'Empire, il faut à un souffle plus court des corps plus débiles, les provinces. Les soldats se recrutent sur place et de père en fils ; chacun est maintenu de force dans sa classe sociale et on voit, dans l'appauvrissement général, les riches romains se fixer sur leurs terres, devenir des gentilshommes fermiers, tandis qu'achève de disparaître la petite population rurale libre qui avec la classe moyenne a le plus souffert de la crise du III^{e} siècle. La brillante civilisation citadine gréco-latine prend déjà les formes que lui donnera définitivement l'invasion barbare. Les villes se ratatinent, s'enferment dans d'étroites enceintes et jouent un rôle de plus en plus effacé[9].

Au point de vue de la pensée, de la littérature, le changement est aussi grave. Stérilité totale de la littérature et de l'art profanes et naissance d'une littérature nouvelle-la chrétienne. Au point de vue religieux, mort du vieux culte de l'Empereur et de Rome, profonde crise des consciences, et, surgissant des profondeurs, le christianisme qui, après le monothéisme solaire d'Aurélien devient par l'édit de Milan, la religion « romaine ».

Une civilisation nouvelle, une structure politique nouvelle, des formes sociales et économiques nouvelles, un type humain nouveau, voilà ce que nous voyons apparaître après cette nouvelle crise révolutionnaire du III^{e} siècle..

LA CRISE DU V^{e} SIÈCLE. — FIN DE ROME

Ce Bas-Empire était débile et n'a duré, lui, que 200 ans. A la fin, il tombe sous les coups des Barbares : mais cette invasion n'est pas un accident extérieur. Dans les dernières années du Bas-Empire, le monde romain commence à prendre la physionomie que les invasions ne feront que confirmer, et, dans la sclérose économique et politique, s'effrite et s'affaisse toujours plus.

Cette grande crise révolutionnaire a été provoquée et appelée, elle s'insère normalement dans l'histoire romaine. L'invasion des Barbares n'en a pas été la cause, une cause toute extérieure et fortuite, mais, bien plus, l'effet. Ils ont été appelés par le grand remous que faisait le naufrage de Rome.

De tout ce jeu complexe d'événements qu'ont été pendant un siècle les grandes invasions et leurs suites, de cette longue révolution sort toute une civilisation nouvelle incarnée dans des unités politiques nouvelles.

Pour la France, ce fut le royaume franc, sous ses deux aspects successifs du royaume mérovingien et de l'empire carolingien, et caractérisé par une structure politique nouvelle à allure tribale (l'autorité absolue à caractère personnel et barbare d'un chef aidé, non par une hiérarchie administrative, mais par une cour de « dévoués »), toute une structure sociale nouvelle[10], des formes nouvelles de la pensée et de l'art, un idéal humain nouveau : l'idéal barbare, la lutte, l'hydromel, le pillage, peu de travail et une très haute vertu, le développement personnel à un chef à qui on s'est donné.

NAISSANCE DU MONDE FÉODAL

Ce royaume franc qui dure cinq siècles au milieu de nombreux bouleversements, nous le voyons disparaître dans une crise nouvelle qui chevauche sur la fin du IX^{e} siècle et le début du X^{e} siècle, et d'où sort le monde féodal. Ce dernier, à certains points de vue tire les conséquences de principes posés à l'époque précédente, mais sur d'autres points innove : la notion d'Etat y a disparu mais aussi celle de roi ou d'empereur. L'idéal de dévouement au chef qui avait sous le royaume franc une forme tyrannique, prend maintenant l'aspect de relations bilatérales d'un type particulier : l'hommage du vassal et la protection du suzerain. Et ce contrat devient l'unique lien de la société nouvelle. Les relations d'homme à homme remplacent et éliminent tout ce qui pouvait subsister de la vieille armature administrative et de la notion de loi. Un type d'homme nouveau apparaît : le seigneur féodal tout différent, dans son individualisme forcené, des grands propriétaires et des grands fonctionnaires de Charlemagne.

Cette révolution, ces formes nouvelles, ne sont pas accidentelles. Elles

viennent de l'évolution même du monde carolingien, de la mort par épuisement de ses institutions et de son idéal. Partout, au cours au IX^{e} siècle se montrent les marques de sénilité d'un régime moribond et se dessine l'esquisse de formes nouvelles qui s'épanouirent dans le monde féodal. Les attaques des Normands n'ont pas été la cause profonde de l'apparition du régime féodal, elles n'ont été qu'un des événements violents, le plus voyant, qui ont provoqué la chute d'un édifice déjà branlant et permis l'apparition d'une ère où les forces de dissolution politique et de dégradation intellectuelle se déchaînent, d'une époque où l'Empire touche le fond et où quelques abbayes restent les seuls vagues ilôts de civilisation.

LA RÉVOLUTION DU XII^{e} SIÈCLE

Cette civilisation féodale, sous sa forme pure, vit deux cents ans et est profondément transformée dans la révolution du XII^{e} siècle.

Car le XII^{e} siècle a été une grande crise révolutionnaire, la plus, féconde de l'histoire de l'Europe, non pas renaissance, mais naissance de l'Occident et naissance en France, dans un esprit français et des formes françaises. Après avoir touché le fond de l'effritement politique, la société européenne remonte et repart de l'abime : l'autorité royale reparaît, principe d'unité qui commence à organiser à nouveau la poussière des petits fiefs féodaux, les villes minuscules et somnolentes depuis le III^{e} siècle renaissent et éclatent et avec elles la vie citadine réapparaît, élément d'une nouvelle structure politique, les communes, mais aussi matrice d'un type social nouveau ; si l'époque féodal a connu le chevalier et le moine, le moyen âge voit apparaître le bourgeois : le curé des villes, c'est-à-dire le bourgeois d'église, le commerçant enrichi, l'enlumineur cossu qui a déjà sa place à la Cour des rois, le juriste, c'est-à-dire le bourgeois qui a étudié le droit et qui conseille le roi contre les nobles. La naissance de ces deux éléments nouveaux : le roi et le bourgeois développent progressivement un idéal nouveau, le dévouement à la monarchie française.

Ce siècle voit la première croisade, c'est-à-dire l'apparition d'un sens européen tout nouveau et le germe de transformations profondes par contact subit entre l'Orient et l'Occident : la première ogive, les grandes chansons de geste, les premiers vrais sculpteurs de l'art européen, et la naissance de la pensée européenne dans les écoles françaises. Révolution, grande révolution d'où surgit radieuse- ment un monde neuf.

Ce moyen âge, plein de vie et de jeunesse au XII^{e} siècle a tendance, après l'apogée du XIII^{e} siècle et d'une partie du XIV^{e} siècle, à se raccornir

et se dessécher : il perd au cours du XV^e siècle ses idéals les plus profonds, et on le voit progressivement chercher à tâtons un idéal et des formes nouvelles.

LA RÉVOLUTION DU XVI^e SIÈCLE

Ces formes, ces idéals nouveaux, les historiens en signalent l'apparition en pointillé, au cours du XV^e siècle. Mais pour que ces aspirations dispersées et confuses se combinent, prennent forme, et donnent un corps de civilisation neuf, il faut une crise violente, la Révolution du XVI^e siècle.

On y voit périr les formes desséchées et mortes du moyen âge et des phénomènes aussi différents que la Renaissance venue d'Italie, la Réforme venue d'Allemagne, la découverte de l'Amérique et l'afflux d'or qu'elle provoque, converger au même effet : la création de ce monde moderne qui est encore dans certaines de ses conséquences, celui où nous vivons.

Monde nouveau politiquement, par l'apparition des nationalismes et de l'Etat moderne. Alors que le moyen âge, n'a connu que la chrétienté, le fief et une monarchie patriarcale à caractère semi-religieux et à lien personnel avec les vassaux, les temps modernes retrouvent la notion d'Etat renouvelée de l'Empire romain.

Monde nouveau économiquement : commerce européen dans les conditions très particulières qu'a connu le monde moderne, avec l'entrée en jeu du monde colonial et surtout le bouleversement provoqué par l'irruption en Europe de l'or américain[11]. Le XVI^e siècle a connu une crise économique et sociale effroyable de l'ordre de celle que nous avons vécue. Cette structure économique nouvelle, combinée avec le nationalisme neuf s'exprime en une doctrine économique nouvelle, le mercantilisme.

Monde nouveau dans le domaine de la pensée et de l'art : une forme de pensée philosophique qui a trouvé son expression dans Descartes, et les différentes formes d'idéalisme et de positivisme avoués ou inconscients, qui caractérisent les temps modernes et l'ère libérale, un art non plus social et fonctionnel comme au moyen âge, mais destiné à la délectation personnelle, art décoratif et aristocratique.

Une conception nouvelle de l'homme, un type humain nouveau auquel la France a donné le beau nom « d'honnête homme » et que Descartes appelait le « Généreux » ; totalement différent de celui du moyen âge, il trouve en lui-même ses raisons d'être et ses satisfactions : il se sent parfaitement homme, non parce qu'il s'intègre dans une société mais au contraire parce qu'il s'en distingue par des qualités personnelles. Son

premier but est de se former lui-même, de développer son caractère, d'avoir l'esprit orné, d'être un homme de société agréable. Idéal aristocratique et aussi idéal individualiste.

A la fin de cette époque, après l'apogée du XVII^{e} siècle, qui est une ère étale, comme l'avait été le XIII^{e} siècle pour le moyen âge, ces formes politiques, sociales et juridiques, littéraires même, créées dans leur fraîcheur au XVI^{e} siècle, se durcissent, s'encroûtent et vieillissent ; le XVIII^{e} siècle, vit dans l'inquiétude de formes politiques et idéologiques qu'il ne sent plus adaptées à ses vrais besoins.

LA RÉVOLUTION LIBÉRALE

On peut suivre ainsi au cours de ce siècle, la formation progressive d'un climat révolutionnaire. Il suffira en 1789, d'un accident infime, d'une crise financière comme la monarchie en avait connues bien d'autres, et de la faiblesse d'un roi de France, pour déclencher la phase violente de cette révolution libérale.

Cette révolution, nous la voyons en images d'Epinal : Mirabeau, Danton, Robespierre, les femmes marchant sur Versailles. Nous la limitons aux événements qui se sont passés entre 1789 et 1799. Elle est, en réalité, un tournant de l'histoire beaucoup plus complexe qui commence par les mouvements de pensée anglais et français du XVIII^{e} siècle ; la Révolution américaine, la Révolution française de 1789, les guerres de Napoléon, les révolutions françaises, autrichienne, italienne et espagnole de 1830 et 1848 n'en ont que des aspects ; c'est la grande révolution libérale du XVIII^{e} siècle et du XIX^{e} siècle.

Il en est sorti une civilisation nouvelle, dont la plupart des aspects ont leur origine dans des principes posés dès les Temps modernes, mais qui en tirent les conséquences ultimes et leur donnent une physionomie toute nouvelle : politiquement, la conception de l'Etat libéral et parlementaire : doctrinalement, la mise à jour complète de l'esprit individualiste, présent depuis le XVI^{e} siècle, mais refoulé jusque-là ; socialement, dans tous les pays une structure différente, avec prédominance reconnue de la bourgeoisie, et de l'argent ; économiquement, le jaillissement d'une civilisation industrielle. Une civilisation nouvelle qui, malgré des grandeurs et des aspirations généreuses est en général individualiste, matérialiste, mercantile, sordide et laide. Elle s'incarne dans un idéal humain nouveau : l'idéal du XIX siècle, ce n'a plus été le chevalier, le moine, le héros, ou le gentilhomme : Georges Ohnet l'a immortalisé, c'est

un jeune ingénieur, de préférence sortant de Polytechnique, qui a « situation » stable et qui est un beau parti.

Cette civilisation libérale, inquiète, malade à la naissance, incohérente, avec des parties de grandeur, d'aspirations puissantes, et de larges pans de petitesse et d'horreur, cette civilisation où les historiens futurs verront peut-être une forme de transition où l'individualisme doctrinal hérité du XVI^{e} siècle se heurtait profondément à la jeune machine, germe d'une nouvelle civilisation communautaire, elle contenait des principes si pernicieux qu'elle a vécu à peine un siècle et demi, et difficilement.

GÉNÉRALITÉ DU PHÉNOMÈNE

Nous avons examiné ce rythme de l'histoire, pour la Grèce, pour Rome et pour la France. Nous pourrions le faire pour les autres pays et les autres grandes branches de civilisation. En Europe, les autres nations présentent un rythme et une ligne d'ensemble analogues. Mais cela ne signifie pas que leurs crises aient lieu en même temps que les nôtres, et qu'elles aient les mêmes aspects[12]. En fait, il y a en général, indépendance dans le détail et l'heure des révolutions. Mais elles s'influencent réciproquement, et de plus, au fur et à mesure des siècles, il semble que dans l'histoire européenne, elles se généralisent et s'étendent à un nombre plus grand de nations, et même, comme partiellement la libérale, et totalement celle du XX^{e} siècle, à l'Univers entier.

Sans recommencer l'examen fait plus haut, il y a intérêt à voir rapidement comment ce rythme transposé se retrouve dans l'histoire de peuples très différents de nous.

Le tissu de l'histoire chinoise est fait de la succession des dynasties et des guerres civiles longues et violentes, qui marquent le passage de l'une à l'autre. Le mécanisme, élémentaire est simple : au cours des troubles, un partisan, parfois un conquérant étranger, réussit à éliminer les autres chefs militaires, les autres prétendants en puissance, et refait l'unité chinoise. Il restaure l'autorité centrale, rétablit une administration régulière dans tout l'Empire, et inaugure une ère de paix et de prospérité. Mais l'initiateur de génie disparu, ses successeurs, après quelques ou plusieurs générations, dégénèrent et s'assoupissent ; le pouvoir central s'affaiblit : l'administration grince : les éléments de dissociation dynastiques ou locaux, des troublés larvés apparaissent et finalement provoquent la chute de la dynastie dévirilisée dans une guerre civile, d'où sortira, après un assez long délai un nouveau chef de génie, qui refera un empire jeune, unifié et fort.

En Afrique du Nord, l'élément d'unification politique a été depuis plus de 2.000 ans, fourni, soit par un conquérant étranger, soit par une tribu demeurée jusque-là obscure dans le désert ou au fond des montagnes. Une conquête brillante subjugue les petits Etats locaux, divisés et faibles, et organise un jeune empire qui souvent déborde sur l'Espagne ou même l'Egypte. Mais la tribu souveraine, dont l'âpreté militaire et la rude et pauvre vie de montagnards ou de sahariens ont fait toute la force conquérante se dissout vite dans son triomphe. Ses membres sont dispersés comme gouverneurs ou riches fonctionnaires et finissent par se perdre dans le pays dominé. La dynastie, après l'éclat de quelques règnes brillants finit par s'effondrer dans la veulerie, les querelles dynastiques et les soulèvements de provinces. La Berbérie retourne à son anarchie naturelle, dont seul un conquérant étranger semble capable de la tirer pour longtemps.

L'Inde présente un rythme analogue, mais plus complexe, où alternent conquérants étrangers et princes de génie, qui créent tour à tour des Etats qui s'effondrent ensuite, parfois au bout de deux à trois générations seulement et séparés par des périodes d'effritement politique.

Ces croquis trop brefs sont intéressants par comparaison à notre histoire occidentale, car le mécanisme y est le même. Dans ces civilisations, comme dans la nôtre, un des rythmes de l'histoire (1) est fait de la succession de cycles historiques complets, dont chacun présente les mêmes caractères para-biologiques de jeunesse, de maturité, de décadence et de mort : tous séparés par des périodes de crise violente où naît le cycle nouveau.

Ce qui change d'une civilisation à l'autre, c'est l'élément central de chacun de ces cycles, celui qui se manifeste dans ces vies successives — en Chine : dynastie et administration, — dans l'Inde : tantôt peuple cadre, tantôt dynastie, — en Berbérie : tribu cadre, — en Occident : complexe politico-social, lié chaque fois à une conception particulière de l'homme et de la société. A l'intérieur de l'Europe, l'analyse ferait certainement apparaître des nuances répondant au caractère de chaque peuple. Pourquoi ? C'est que chacun de ces cycles est une vie nouvelle du corps national qui retrouve chaque fois un élément d'unité nouveau, les thomistes diraient une « forme » nouvelle, élément qui chaque fois s'épuise et meurt. Les crises révolutionnaires sont, dans des domaines différents et plus ou moins poussées, des crises de dissolution du corps national, et la naissance d'un nouveau germe d'unité qui refait d'éléments épars un nouveau corps vivace, mais lui aussi mortel.

Ce qui change, c'est la nature de l'intégration politique. L'Asie et

l’Afrique montrent, à des degrés divers, des sociétés dont les formes sociales et culturelles changent peu et lentement : l’élément d’unification politique y est tout extérieur, et presque sans action sur la nature et l’esprit de la société. L’Europe, au contraire, et c’est le tragique et la grandeur de son histoire et de sa mission, remet en question, à chaque crise historique non seulement un pouvoir politique extérieur, mais la structure même et l’esprit de sa société. Chez nous, société et cité s’identifient profondément et la société se modèle dans sa structure même sur l’idéal central, qui a fait naître, chaque fois, tel type de « cité ». Ailleurs les crises historiques affectent les formes politiques et laissent intacte la structure de la société. En Europe, c’est chaque fois une société nouvelle, dans la plupart de ses aspects, qui naît.

Caractères généraux

Ce croquis historique n’a pas été fait pour le plaisir de brosser une fresque décorative et ordonnée, mais pour situer l’échelle et le sens des événements que nous vivons ; car de l’examen de ces crises ressortent des enseignements qui sont pour notre époque d’un intérêt capital.

CARACTÈRE RELATIF DES RÉVOLUTIONS

Dans les conceptions révolutionnaires périmées, analysées plus haut, on mettait le plus souvent l’accent historique sur les révolutions. Les périodes de calme étaient considérées comme les résultats, comme les temps creux, les temps morts, les temps ennuyeux.

Nous devons renverser ces perspectives. Ce qui compte, avant tout dans l’Histoire, ce n’est pas les événements violents, les crises, ce sont les formes de civilisations que ces révolutions provoquent, ce n’est pas les périodes de gestation, mais les périodes de plénitude. L’histoire n’est pas faite comme se la représentent les marxistes, d’une chaîne continue, dialectique, de révolutions, mais d’une série d’êtres historiques bien déterminées, de civilisations d’un type particulier, qui imposent leur caractère dans toutes les formes de la vie commune, et les crises révolutionnaires ne sont que le passage d’une de ces civilisations à une autre. Une révolution ne prend son sens que par la civilisation qu’elle fait éclore.

LEURS EFFETS

En Europe, c’est chaque fois une société nouvelle dans presque tous ses aspects qui surgit, politiques, sociaux, intellectuels, moraux, économiques souvent, etc., et même quand certains traits de la nouvelle société semblent continuer ceux de la précédente, ils ont un aspect nouveau dû au fait qu’ils sont intégrés dans un organisme nouveau qui réagit sur eux. Les institutions féodales, par exemple, chevauchent trois périodes : ère féodale, moyen âge, temps modernes, mais elles ne se montrent à l’état pur que dans la première à qui elles doivent leur caractère essentiel : dans les deux autres, elles se survivent et sous des formes et surtout avec un esprit différents.

Le résultat nécessaire des révolutions ou mieux, leur sens et leur nature, c’est d’être la fin d’une société et d’un type de civilisation déterminés et la naissance d’une autre société nouvelle ou renouvelée dans tous ses aspects. C’est là une notion capitale qu’il est nécessaire de rappeler à des cerveaux français trop intellectualistes et analytiques, sinon trop affaiblis et trop simplistes. Si une révolution modifie certains aspects de la vie commune plus profondément que d’autres, en réalité, elle les atteint tous car ils ne sont pas des éléments indépendants. Il n’y a pas un problème politique qu’on peut résoudre dans tel esprit, un problème social qu’on traitera dans un esprit opposé, un problème économique où l’on essayera des recettes particulières, et tout cela indépendant du « for intérieur », du fond des cœurs, de la forme des esprits des citoyens. Une telle vue, outre qu’elle satisfait une tendance de notre caractère national est, en partie, le fruit des conceptions idéologiques et abstraites de l’ère libérale, qui divisent l’homme, ne voient en lui que quelques activités considérées séparément, et dans la société qu’une juxtaposition toute extérieure d’individus isolés qui ont en eux-mêmes leur raison d’être.

L’homme même porteur des valeurs spirituelles les plus hautes ne fait qu’un tout avec la société, et ses activités participent nécessairement, de façon plus ou moins étroite ou mécanique, selon leur niveau, aux formes de la vie collective.

De plus, cette vie collective elle-même n’est ni la juxtaposition d’activités indépendantes, ni la manifestation nécessaire, déterminée, d’une loi immanente, comme le voudrait le marxisme : elle est un organisme où s’interfèrent, se pénètrent et se complètent un certain idéal humain qui anime la masse des citoyens et qui est l’âme et le principe organisateur essentiel de cette société déterminée, des conditions matérielles et charnelles particulières de l’heure, et des influences extérieures. Dans un corps sain, toutes les activités matérielles et spirituelles ont une forte unité due à l’empreinte de l’idéal supérieur, elles

ne sont que les organes différenciés et adaptés à des fonctions diverses d'un même corps. Cette belle unité organique, provoquée et spiritualisée par un idéal central, caractérise la jeunesse des civilisations et le début d'une ère historique. Tandis que la maladie d'un corps national est manifestée d'abord par l'indépendance de jeu et le désaccord profond de ses activités, qui finissent par amener la décadence et la mort du corps entier de civilisation.

Il faudra alors qu'au cours d'une crise révolutionnaire, la société change d'âme et élabore à partir de ce nouveau germe de vie et d'unité, ses formes nouvelles de vie collective qui seront en même temps le germe d'une vie nouvelle des individus.

L'AMPLEUR HISTORIQUE

Ce qui caractérise encore les vraies révolutions, c'est qu'elles ne sont pas du tout à l'échelle de celles que nous avons l'habitude de considérer. Dans le langage courant, une révolution, c'est un événement violent mais limité dans le temps qui dure quelques jours, quelques mois, tout au plus quelques années ; c'est, par exemple, notre révolution de 1830 ou la révolution anglaise, la révolution américaine, qui sont des événements historiques bien précis dont nous connaissons les chefs et dont les historiens désignent les tenants et les aboutissants.

Les grandes crises révolutionnaires sont bien autre chose. Ce sont des événements complexes qui durent pendant des dizaines d'années, souvent un siècle, et qui représentent un réseau de mouvements, d'opinions, de soulèvements populaires, de guerres, de crises politiques, de périodes de calme apparent dont le sens général ne se dégage que lentement.

LEURS CAUSES

Il est nécessaire de préciser ce que l'on peut entendre par là.

Une grande révolution est un événement humain et un événement très complexe. Cela signifie qu'elle n'a pas une cause simple, au sens pur du mot. L'esprit humain éprouve le besoin de trouver partout des relations nettes de cause à effet. En fait, l'expérience ne donne que des concordances, des liaisons répétées entre certains événements, et c'est l'esprit qui y retrouve plus ou moins nettement et facilement la trace de cette notion de cause qu'il porte en lui-même. La chose est assez facile pour les sciences physiques, elle semble facile pour des événements qui mettent en jeu un très faible nombre d'hommes, elle est très difficile dans tout le domaine des sciences de la ou des sociétés humaines et il n'est pas

certain que, là, le mot « cause » signifie vraiment quelque chose.

On peut essayer de déceler des éléments distincts dans ces phénomènes sociaux et de montrer que tels phénomènes semblent bien liés d'une certaine façon à l'existence ou aux changements de tels autres, mais l'expérience montre que quand on veut en faire des causes au sens simple et absolu du mot, on perd vite pied. Cela ne signifie pas que les événements ou les actions humaines ne puissent agir sur l'histoire, ou les formes de vie en société, bien au contraire, car tout s'enchaîne, mais qu'il est impossible de délimiter et définir nettement l'effet d'une action donnée et encore moins de le prévoir clairement et infailliblement.

L'esprit humain ne peut agir sans essayer de dégager des éléments simples et clairs, des instruments conceptuels, qu'il tente de combiner selon les formes de la logique dont la notion de « cause » est une des plus importantes, mais il faut toujours se rappeler que ces « idées » ne sont pas des « choses » mais des « vues » très partielles sur les choses, qu'elle n'atteignent pas l'essence, la nature intime, le secret des choses mais les décrivent plus ou moins grossièrement du dehors ; qu'en particulier, elles peuvent signaler de loin l'existence probable d'une liaison de cause à effet mais jamais l'exprimer ni la préciser complètement ; qu'enfin, vues extérieures sur le même sujet, elles peuvent différer sans être contradictoires mais simplement parce que prises peut-être sous des jours différents.

C'est dans ce sens seul qu'on peut parler de « causes » en histoire : liaisons où l'esprit retrouve avec plus ou moins de netteté un reflet de la notion logique de cause, mais qui ne sont que des aspects enchevêtrés d'une même réalité, inaccessible en son fond à l'esprit humain. Il peut donc y avoir bien des « causes » sur des plans différents, du même événement. Elles ne s'excluent pas nécessairement, mais l'esprit peut et doit rechercher à tâtons les liaisons entre ces causes et leurs positions plus ou moins dominantes ou éclairantes[13].

On peut donc décrire chaque fois bien des « causes » des crises révolutionnaires définies plus haut. Mais il est intéressant d'essayer de dégager un aspect commun à toutes et qui semble déceler un des rouages centraux de ces grands événements périodiques.

Toutes sont marquées par le remplacement d'un système d'institutions et de formules, par un système nouveau exprimant un idéal nouveau, une nouvelle conception de l'homme et de ses fins, une nouvelle échelle de valeurs. Le nœud des événements est dans cette nouvelle table de valeurs. Mais d'où vient-elle et pourquoi ce changement brusque d'institutions ?

Dans la vie d'une société, il y a deux éléments : les relations réelles et

les constructions : Les premières sont les vrais rapports de force entre le pouvoir et le peuple[14] ; les vraies relations entre les divers éléments sociaux ; le véritable équilibre de force entre possédants et colons, ou prolétaires, ou petits et gros propriétaires ; la véritable structure de la propriété ; les moyens techniques dont dispose la société ; les façons de vivre. Tout cela combiné avec le contact de pays ou de civilisations étrangères, parfois certaines propagandes, s'exprime en un style de vie, une certaine conception de la nature de l'homme, de ses fins, du bonheur, des relations sociales et politiques, c'est-à-dire en une *échelle de valeur* définie.

Mais tout cela n'est pas la société, c'est la matière de la société. Il faut de plus que les hommes prennent conscience de ces relations, s'en fassent une idée déterminée, la situent par rapport aux valeurs morales permanentes, en fassent un système organique, l'expriment en formes juridiques et institutionnelles. Ces constructions sont un élément non artificiel certes, mais bâti et caduc. Ce sont les institutions, c'est le droit, ce sont les coutumes, ce sont les théories juridiques et économiques, ce sont en partie les formes de pensée littéraires et les systèmes philosophiques, c'est tout ce qui est construit par dessus les véritables données profondes de la société et dont la vraie raison d'être est de rendre compte de cette structure profonde, tout en essayant de lui donner un sens et de l'orienter par des principes supérieurs[15].

Au début de chacune des civilisations nouvelles, quand on sort de la crise sanglante de la naissance, ce qui donne précisément cette impression de jeunesse et de jaillissement, c'est que les formes construites viennent d'être renouvelées, répondent aux besoins du moment, et sont appliquées étroitement aux relations concrètes, les expriment fidèlement. Mais au fur et à mesure que l'histoire continue, ces dernières se modifient sans cesse, tandis que les constructions se figent en système et ne changent plus, décollant ainsi peu à peu du réel. L'échelle des valeurs, elle, « synthèse » subjective de tous les éléments réels de la vie nationale suit les changements continus de la structure profonde de la société et ne cesse de se transformer.

On pourrait représenter ce phénomène par un schéma très parlant. Les relations réelles au cours de l'Histoire seraient représentées par une courbe. En un point, départ d'une ère nouvelle, les constructions sont identiques à la courbe, mais ensuite elles continuent selon leur loi interne, qui peut être représentée par une tangente à la courbe des réalités. L'écart des réalités et des constructions va en augmentant progressivement. Il arrive un moment où les institutions, les coutumes, l'appareil juridique, les

doctrines politiques qui étaient valables deux ou trois siècles auparavant, et qui étaient élaborés pour rendre compte d'un monde neuf, ne signifient plus rien dans un monde qui a changé et qui s'est fait progressivement un idéal nouveau, une nouvelle table des valeurs.

C'est de cet écart, de cette rupture entre les réalités matérielles, sociales et spirituelles, qui ont évolué continue-ment, et les institutions et les formules idéologiques figées, que naît cette inquiétude sourde qui annonce et appelle les révolutions. C'est l'étouffement qu'un organisme vivant, qui a grandi, éprouve à se tenir enserré dans des formes qui ne correspondent plus à ses besoins actuels. Or, l'expérience prouve que les hommes ne sont pas capables de changer progressivement et d'adapter indéfiniment aux réalités leurs institutions et leurs théories. On peut le déplorer, mais l'histoire montre qu'il faut de temps en temps qu'une crise violente, malheureusement toujours sanglante, jette par terre un édifice d'institutions, de droit, de principes qui étaient des siècles auparavant le cadre sain et normal d'une civilisation alors jeune, mais qui ne correspond plus aux vrais besoins, aux vraies aspirations et aux véritables façons de sentir des nouvelles générations.

C'est le rôle des guerres civiles de balayer les restes sentimentaux du passé et d'obliger les hommes à se prononcer, non pas sur les idées vieilles de plusieurs siècles, mais sur les vérités du moment. Quand Luther afficha ses thèses, les hommes semblaient préoccupés de l'idéal du XII^{e} siècle ; trente ans plus tard, ils se prononçaient pour le vrai sens de la révolution du XVI^{e} siècle, sur la question de savoir si le sujet doit suivre l'autorité du prince et de l'Etat, plutôt que celle de l'Eglise. Le vrai sens des événements s'était alors dessiné au prix de quelques dizaines de milliers de vies humaines innocentes et inconscientes des ressorts du drame qui les écrasaient.

Les révolutions, c'est à un moment donné le retour brutal de la « construction » au « concret », c'est-à-dire de la tangente à la courbe. Sur la courbe, on voit naître alors une nouvelle tangente qui poursuit sa destinée propre. Les révolutions sont des revanches du réel, des retours au réel.

Quelques exemples éclairciront ces notions pour quelques institutions particulières. Dans la deuxième moitié du IX^{e} siècle, que signifiait l'Empereur, quand les Normands apparaissaient au coin d'un bois et venaient incendier les villages ? Du moment qu'il n'avait plus le pouvoir d'assurer l'existence vraie des siens, il perdait sa raison d'être juridique, et, dans le trouble et dans le sang, les hommes n'avaient plus qu'à se créer à eux-mêmes une nouvelle armature correspondant à leurs besoins de

l'heure. Quand la monarchie s'effondrait, il fallait chercher appui auprès de la force que l'on trouvait près de soi : le grand propriétaire qui avait une bonne tour en bois et des hommes pour le servir. La structure féodale, la naissance des pouvoirs féodaux, correspondaient à des nécessités du moment : une structure concrète nouvelle a sécrété une construction juridique qui n'en était que la description en termes de droit. De plus, cette structure exigeait des relations humaines d'un type particulier, des vertus particulières qu'on a érigées progressivement en valeurs absolues, en un type humain déterminé, le vassal loyal et guerrier : idéal qui a réagi ensuite sur mille formes de la pensée et de la civilisation en général.

Au début, le monde féodal est donc bon, nécessaire et juste, parce qu'il est voulu par les circonstances : mais ses formes juridiques et son idéal se figent en formules qui, dès le XII^{e} siècle, ne correspondent plus exactement aux réalités. Les communes, par exemple, qui étaient des formes de vie neuves et bien réelles, qui étaient l'assemblage dans des villes rajeunies et agrandies[16] d'une population nouvelle d'artisans et de bourgeois, ne trouvent pas place dans le cadre juridique et moral ancien et s'en font une par la violence. On voit naître un statut juridique nouveau où apparaissent des forces nouvelles ; les communes, d'une part, la monarchie de l'autre : et ces formes sociales nouvelles font naître à leur tour un idéal humain nouveau.

Le drame du XV^{e} siècle est qu'il se réclame d'idéals et de formes usées, qui avaient leur sens au XII^{e} siècle lorsqu'ils étaient traduits par un Saint-Bernard, notion de chrétienté, conception mystique de la société, etc., avec tout ce que cela comporte d'obéissance au Pape et de climat religieux. Or, l'autorité pontificale sur la société civile s'est effondrée depuis déjà le XIV^{e} siècle et les conciles de Bâle et de Constance ne font que consacrer cet écroulement. Déjà les doctrinaires ont posé les bases du pouvoir régalien, en face du pouvoir pontifical. Cependant, on continue à se réclamer des formules théologiques de l'époque précédente. Les. notions d'Etat, de nation, sont inconnues au Moyen Age : or, les historiens nous montrent les réalités correspondantes naissant avec tous leurs traits caractéristiques au XV^{e} siècle. Toute la civilisation du Moyen Age, qui correspondait à une pensée profondément homogène s'effrite à cette époque ; tous les traits essentiels de l'art et de la littérature des temps modernes se montrent, alors que les gens continuent à se réclamer des vieilles formules religieuses, sociales, morales, auxquelles ils ne croient plus dans le fond.

En 1791, on a décidé la suppression des corporations, mais elles étaient

déjà mortes. Les corporations sont apparues au Moyen Age, spontanément, sous différents noms, et elles correspondaient alors à une structure sociale et économique bien précise. A ce moment, elles avaient leur raison d'être ; elles exprimaient dans des textes et des institutions les nécessités du moment, mais au fur et à mesure que les siècles ont passé, elles ont été progressivement inadaptées, en raison de leur sclérose interne, de la création de techniques nouvelles, du commerce avec l'étranger ; le coup de grâce ayant été porté, au cours du XVIII^{e} siècle, par le développement des manufactures. Ainsi à la fin de ce siècle, sous leur forme ancienne, elles s'étaient de plus en plus décollées de la réalité et n'étaient plus qu'une gêne[17].

Plus profondément, une révolution est inévitable, elle est commencée quand un peuple a perdu son idéal. Quand une civilisation a perdu son âme, la foi en son idéal, elle est condamnée à mort. Il ne reste plus qu'à bâtir au mieux la suivante.

Enfin, un signe non équivoque qu'une ère historique est moribonde, est la démission de la classe ou du milieu social, où elle incarne ses valeurs. Quand la classe « dirigeante », qui donne à une civilisation son caractère et son idéal, doute de cet idéal et n'exerce plus son rôle qui est de diriger, cette civilisation est condamnée.

L'aristocratie et le roi, à la fin du XVIII^{e} siècle, ont failli à leur mission qui était de commander. En 1789, les gens qui incarnaient le régime déclinant n'avaient plus foi dans ce régime ni en leur autorité et préparaient eux-mêmes la révolution. Le serment du Jeu de Paume, ce n'est pas Mirabeau qu'il faut y voir plastronnant et prenant des airs de ténor, c'est l'attitude de Louis XVI, celle de l'héritier d'un pouvoir millénaire, qui doute, ne croit plus à sa mission et abdique. C'est Louis XVI et la noblesse qui ont ouvert la révolution libérale.

ENSEIGNEMENTS

Les conséquences de ces vues sont une double leçon d'humilité. L'existence des révolutions et leur sens général dépassent les volontés individuelles et s'imposent à elles.

Si la cause profonde des révolutions est le vieillissement naturel des formes « construites » d'une civilisation, il est bien évident que les hommes peuvent provoquer, gêner ou diriger les crises violentes qui se manifestent dans cette décomposition, ils peuvent retarder cette décomposition, ils ne peuvent l'empêcher, ni la naissance du monde qui naîtra de ces ruines.

Et ce monde neuf qui naît, quelques-uns de ses traits les plus généraux lui viennent des préparations historiques antécédentes et sont d'ailleurs préfigurés dans les mouvements de pensée qui annoncent la révolution. Les grandes crises révolutionnaires ont un sens, et ce n'est pas n'importe quelle civilisation qu'elles font naître, d'après les « idées » personnelles des chefs révolutionnaires. Elles ont une sorte d'ordre caché qui s'impose et se montre progressivement.

Au XVI^{e} siècle, par exemple, les événements apparaissent incohérents : prise de Constantinople par les Turcs en 1453, 40 ans après, découverte par Christophe Colomb de l'Amérique, 70 ans après, thèses de Luther. Tous ces événements disparates convergent cependant vers le même effet ; tout se compose dans une crise unique, la révolution du XVI^{e} siècle. L'afflux de l'or américain, les conceptions autoritaires de Luther, les conceptions démocratiques de Calvin, les conceptions anarchiques des anabaptistes qui remontaient à plus haut, l'idéal humaniste des Renaissants italiens, tout cela concourt au même résultat qui est le même type politique de l'Etat moderne, la même. structure sociale, la même forme de civilisation, et finalement le même idéal humain.

Il n'y a dans ces constatations nul fatalisme, nul déterminisme, nul dialectique historique.

Une dialectique historique considère l'histoire comme bâtie sur une armature rigide, logique, à caractère « comme mathématique » ; par exemple, la dialectique hégélienne et marxiste qui n'y voit qu'une alternance de phases qui se commandent, s'appellent, et s'enchaînent rigoureusement selon un rythme de thèse, d'antithèse et de synthèse, tel que chaque époque est contenue virtuellement dans la précédente et qu'un esprit génial pourrait arriver à la deviner à l'avance. Rien de pareil ici. Aucune dialectique dans nos crises révolutionnaires mais simplement la constatation que le développement d'un peuple ne se fait pas en ligne continue, qu'il est une succession de « formes » différentes, de civilisations différentes, et que comme toutes choses sur terre, *les civilisations sont mortelles.*

Pas d'autre loi dialectique que cette constation que la vie des peuples est faite de cycles successifs où le passage de l'un à l'autre se fait plus par remplacement que par évolution continue et qui cependant héritent de leurs aînés soit des problèmes à résoudre, soit des erreurs à corriger, soit tout un jeu d'idées ou de sentiments gardés inconsciemment tel quels, élément de continuité au milieu d'une coupure et qui impose au cycle nouveau quelques-uns de ses traits.

Mais ces cycles peuvent durer plus ou moins longtemps. Les hommes

peuvent en faire les racines plus ou moins viables, peuvent même les ranimer pour un temps quand ils commencent à vieillir ; l'expérience prouve que finalement tous finissent par s'effondrer et le passage à l'autre se fait toujours par une grave crise qui remet en cause une part importante des formes de la vie commune et des bases de la civilisation. Nous ne disons rien de plus, et cela suffit pour éclairer le caractère de la tâche réservée à notre génération. Si les hommes savaient renouveler vraiment de temps en temps leur société, il n'y aurait pas de révolution. Ils le font quelquefois, retardant ainsi les crises. L'histoire montre qu'ils ne le font jamais suffisamment.

Encore moins si possible de fatalisme et de déterminisme. Pour qu'il y ait déterminisme, il faut qu'il n'y ait pas de liberté humaine, que tous les actes de l'homme soient rigoureusement enchaînés dans une mécanique qui le dépasse. Rien de tel ici. La liberté humaine, l'exercice de la raison dominant le mécanisme matériel, le jugeant et *choisissant* entre certains actes possibles cela est l'essence même de la nature humaine[18]. Mais il faut prendre la mesure de cette liberté, elle n'est pas possibilité de faire n'importe quoi mais de choisir entre certaines éventualités présentées par la nature ou les événements. L'homme est libre de son choix, mais pas de la matière de son choix. Les circonstances lui présentent quelques alternatives. Il choisit parmi elles, et pas ailleurs. Nous avons actuellement devant nous tout un jeu d'actes à poser si nous voulons, mais nous ne pourrons, ni devenir nègres, par exemple, ni vivre au III^{e} siècle.

Chaque époque historique offre ainsi aux hommes certaines possibilités, mais de plus, elle les sollicite si on peut dire, elle les invite. Chaque homme, pris séparément, est libre de résister à cette sollicitation, mais, sur un grand nombre il cédera finalement plus ou moins d'hommes selon que la pression aura été plus ou moins forte. C'est toute la base des études statistiques humaines. Un exemple historique va éclaircir tout cela. Dans la deuxième moitié du IX^{e} siècle, on voit l'immense majorité des petits propriétaires qui formaient la masse paysanne de la France, aller trouver le riche propriétaire voisin et lui offrir un marché, il les protégera en cas de pillage par les Normands, ils pourront se réfugier dans son enceinte palissadée, avec leur famille et leurs biens, et en échange ils lui donneront chaque année, telle tête de bétail et tant de journées de travail. Chaque homme était libre de prendre cette décision et certains ne l'ont pas prise. Mais pourquoi presque tous l'ont-ils fait ? Parce que, qu'ils le veuillent ou non, les circonstances leur imposaient un choix ; et même leur conseillait par besoin ce choix. Actes individuellement libres, qui ont statistiquement un sens historique. Et l'on pourrait analyser de même la naissance des

communes, celle des corporations, leur décadence, la naissance de l'industrie moderne et du prolétariat, et tant d'autres.

Aucun fatalisme, aucun déterminisme, donc, mais le sens des limites où s'exerce notre liberté, et plus ou moins selon les tempéraments ; où la masse est finalement menée comme un troupeau, des hommes au contraire agissent et modèlent l'histoire. Dans quelle mesure ?

Il y a dans les crises révolutionnaires à la fois un cadre, une pente et une ligne générales qui finissent par s'imposer aux foules, et en même temps la possibilité pour les personnalités fortes d'utiliser les circonstances, et de les guider, mais dans ce cadre général.

Des hommes semblent mener les grandes révolutions ; mais avant tout parce qu'ils comprennent le sens des événements qu'ils vivent, parce qu'ils perçoivent eux-mêmes les aspirations profondes du peuple inquiet qui sent tomber les constructions anciennes et qui sent le besoin de nouveau mais ne sait pas dans quel sens se créera ce nouveau. Les vrais chefs révolutionnaires ne sont pas des hommes qui ont dans leur esprit bâti de toutes pièces un plan intemporel et qui tentent de l'imposer aux événements : ce sont avant tout des voyants qui sentent lucidement ce que la foule sent confusément et qui sachant exprimer clairement, en un système qui frappe les esprits, les aspirations profondes de leur peuple, prennent la tête du mouvement.

C'est d'abord une affaire de chance historique ; il y a des tempéraments adaptés ou non aux crises et au caractère de telle crise révolutionnaire et qui ont ou non la chance de vivre à ce moment. Joseph de Maistre était un tout autre penseur que Mably ou Volney par exemple et cependant ils ont guidé plus que lui la révolution de 1789, il n'y fait figure que de protestataire. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas eu la chance de naître au moment qu'il aurait fallu. A notre époque, avec son goût des structures traditionnelles, d'une autorité saine, équilibrée, humaine, mais aussi avec le sens des besoins nouveaux et celui de la grandeur, il serait tout naturellement un des grands doctrinaires de la Révolution Nationale ; il aurait son échelle historique vraie. Mais il a eu la malchance de naître à une époque où le courant de l'histoire allait contre ses tendances. Et Mably, cent cinquante ans plus tôt, sous Louis XIII, n'aurait été qu'un petit libertin obscur au lieu d'être un des tout premiers directeurs de conscience de la Révolution Libérale.

Et ceci a valeur générale. On n'est en crise révolutionnaire un vrai révolutionnaire que si l'on sent profondément soi-même les aspirations de la nation : c'est-à-dire que si, d "une part, on sent le vide causé par la fin de la civilisation antérieure, et si on aspire de tout son être vers le monde

rajeuni qui s'annonce, que si, d'autre part, on a un tempérament qui correspond aux tendances générales de la crise en cours, à l'idéal du monde neuf qu'elle engendre.

Mais, ces conditions remplies, les révolutionnaires et surtout les grands révolutionnaires agissent sur le cours des événements et pétrissent l'histoire. Non seulement ils mènent les émeutes, les guerres, les actes législatifs, à l'échelle des volontés humaines, mais ils peuvent imposer au monde qui s'élabore des traits qui viennent de leurs propres caractères ou leurs propres « idées > et qui ne sont nullement exigés par les tendances confuses de l'époque. Sentant la révolution qui est dans l'air ils finissent par l'incarner aux yeux de la foule, ils la guident et souvent la mènent dans le sens du système idéologique qu'ils ont personnellement bâti[19].

Un exemple caractéristique est la révolution de 1789. Il n'était plus possible à la fin du XVIII^{e} siècle d'éviter de graves changements politiques, intellectuels et sociaux, il n'était dans le pouvoir de personne de refaire à ce moment la monarchie de Richelieu : mais il était au pouvoir des hommes d'utiliser ce besoin de renouvellement et les tendances globales au libéralisme qui imprégnaient le peuple français pour en tirer toutes sortes de formes politiques et doctrinales. En fait, c'est un clan, à cette époque-là puissant dans le pays par suite d'une élaboration doctrinale poursuivie depuis cinquante ans et plus qui réussit à prendre la tête des aspirations révolutionnaires et diriger ce mouvement confus. Il n'était nullement écrit à l'avance dans l'histoire que c'était une certaine philosophie, la jacobine, et un certain système politique, le parlementarisme, qui mèneraient cette révolution et qui en tireraient les conséquences : on pouvait concevoir beaucoup d'autres formes finales de cette révolution qui, comme rajustement historique, était nécessaire, mais qui était libre dans ses réultats.

En résumé, révolutions nécessaires dans leur naissance, sinon dans leur date, recevant de l'histoire un certain sens, une pente, mais souples dans les formes que les hommes peuvent leur donner, à condition de comprendre eux-mêmes les nécessités de l'heure.

CHAPITRE II

Le sens de la Révolution du XX^{e} siècle[20]

*

Les événements que nous vivons sont les épisodes d'une crise analogue à celles que nous venons de décrire.

Grande crise révolutionnaire qui voit la fin d'une civilisation et tourne une page de l'histoire. *Un monde est mort qui ne reviendra jamais.* Et pour nous, Français, la question n'est pas de savoir si nous regrettons ou non ce monde mort, si nous désirons ou non le voir revenir, mais si nous sommes capables de regarder en face avec lucidité la tâche de reconstruire nous-même courageusement et allègrement le monde neuf qui naîtra.

La révolution du XX^{e} siècle ne se limite nullement à la défaite militaire française et à ses suites, les gestes violents qui la signalent commencent peut-être à la première révolution russe de 1905, avant-coureur de celle de 1918 ; la guerre de 1914 y participe par bien des côtés. Et les révolutions russe, italienne, allemande, portugaise, espagnole ; les mouvements intérieurs de beaucoup de pays : la Chine, la Turquie, le Japon, l'Amérique même avec son expérience corporative de 1934, en France les événements de 1934 et 1936, la guerre mondiale actuelle qui en est, vraisemblablement, le point culminant, tous ne sont que les épisodes d'une crise unique qu'il convient, pour bien comprendre ses aspects partiels, d'étudier d'abord en bloc et en elle-même.

Ample événement qui, comme toutes les grandes révolutions, dépasse et englobe les révolutions particulières. Il a commencé à se manifester il y a un tiers de siècle. Il y a des chances pour que nous en voyions l'apogée, nous n'en verrons peut-être pas la fin ni la forme définitive de civilisation qu'il élaborera pour deux ou trois cents ans ; mais nous aurons eu la chance historique de vivre au moment le plus passionnant de cette révolution mondiale.

Pour bien comprendre le sens de notre tâche actuelle et de celle de

demain, il est indispensable d'essayer de saisir celui de l'ensemble de la vague historique qui nous porte.

C'est illusion de croire y atteindre de façon simple et immédiate. Il n'y a pas d'explication unique et claire des événements historiques humains, à plus forte raison de ceux qui ont cette ampleur et cette complexité[21].

Toute l'Europe et une partie de l'univers ressentent depuis un quart de siècle, et plus, cette gêne profonde, cette inquiétude, qui sont le signe avant-coureur des grandes révolutions. Penseurs, comme masses populaires, sentent qu'il y a quelque chose qui ne va plus, que la civilisation même sur laquelle nous avions vécu jusque-là, est détraquée et condamnée. Comme il est impossible à un esprit humain de saisir d'ensemble une pareille crise dans ses profondeurs, comme de plus le sens des événements ne se dévoile que peu à peu, les diagnostics du mal sont variés et innombrables parce que nécessairement partiels : les partis, les écoles de pensée, les peuples se sont battus et se battent parce qu'ils donnent des explications différentes qu'ils croient opposées. Chacun a un symptôme du mal et lui donne une importance unique, en fait la *cause* de la crise. Et les tenants de « causes » différentes se considèrent comme ennemis.

L'exemple des révolutions du passé nous montre que la nôtre n'est pas économique ou politique ou morale ou intellectuelle ou religieuse, ou etc... Elle est tout cela à la fois. Elle est une crise de civilisation. Et, disant cela, il ne s'agit pas tant de trouver une « cause » nouvelle que d'insister sur le caractère organique et l'interdépendance des symptômes décelés dans tous les domaines et la « totalité » du problème. Ce sont les sociétés nationales elles-mêmes qui sont malades et leur maladie se manifeste dans tous les aspects de la vie publique comme dans les formes les plus hautes, en apparences les plus individuelles, de la vie de l'esprit.

Notre but ici n'est pas de prétendre révéler le truc qui expliquera magiquement la crise où se fait actuellement la révolution du XX^{e}siècle, mais d'essayer, en partant des observations les plus communes, ou les plus faciles, de prendre sur la complexité des événements actuels des vues de plus en plus hautes et éclairantes.

Pour essayer d'y voir clair, nous distinguerons les origines de la révolution du XX^{e} siècle et le caractère, le sens de cette révolution.

Les origines de la Révolution du XX^{e} siècle

Les origines de la révolution du XX^{e} siècle, sa cause, en prenant le mot dans son sens très général et approximatif, sont les mêmes que celles de toutes les grandes crises révolutionnaires. Une révolution est nécessaire, une révolution est ouverte quand la civilisation antérieure a fait son temps, quand elle est caduque. S'il y a une révolution du XX^{e} siècle, c'est que la civilisation de l'ère libérale est morte.

Il serait trop long de le montrer dans tous les aspects, quelques traits vont suffire pour le rappeler et particulièrement pour la France.

Dans la conception jacobine primitive, l'Etat était un organe politique : il était, dans la conception individualiste du XVIII^{e} siècle le lien extérieur et abstrait dont le rôle était d'empêcher la lutte des égoïsmes individuels et d'assurer l'ordre social : fonction uniquement politique. Or, il était devenu pour nous un organisme d'intérêts : c'était un producteur et il devait assurer des avantages matériels : il avait des chemins de fer, vendait des allumettes, était responsable si une industrie ne marchait pas, si le vin ne se vendait pas en France, si les automobiles françaises ne se vendaient pas en Espagne, etc. Une révolution interne avait totalement modifié le caractère essentiel du rouage central.

Qu'était dans son principe le régime parlementaire ? Comme Proudhon l'a fort bien défini, c'était un organe d'investigation sociale. On en a fait, contrairement aux principes les plus formels du droit constitutionnel français une représentation d'intérêts particuliers. Alors que le principe parlementaire était que chaque député représente la totalité de la nation et non une circonscription, nous avions, non pas nous, d'ailleurs, mais l'évolution nécessaire des choses, mais le vieillissement naturel de toutes les formes humaines, tout cela avait fait des parlements des syndicats contradictoires d'intérêts.

Si encore, le mécanisme de balancement entre deux grands partis qui était à l'origine du système, avait pu continuer, ce système aurait gardé une certaine raison d'être. Mais en fait il avait disparu dans l'émiettement des partis d'une part, et, d'autre part, il s'était trouvé faussé par des ingérences étrangères à l'esprit parlementaire : les trusts d'un côté, les syndicats de l'autre.

Dans les dernières années, dans un régime en théorie démocratique, on ne réussissait à faire marcher la machine gouvernementale que par les pleins pouvoirs et les décrets-lois. C'était l'acte de décès du régime parlementaire et de l'ère libérale.

Celle-ci était, de plus, bâtie autant que sur une conception politique, sur une conception économique, le « libéralisme économique ». On croyait qu'en laissant agir librement les lois « naturelles » de l'économie, c'est-à-

dire la formation des prix par le jeu de l'offre et de la demande on aboutirait automatiquement à la meilleure organisation possible de la production et de la répartition.

Non par l'action concertée des hommes mais par évolution interne, ce système a perdu en fait son rouage essentiel, son âme, la formation du prix en marché libre avec tout le mécanisme délicat d'ajustement perpétuel de l'épargne, des prix, des usines en marche, de la main-d'œuvre dont il se glorifiait. Il faut y insister : non parce que « l'étatisme » ou le « socialisme » l'a empêché de jouer, non parce que certains hommes en ont dévié le mécanisme dans le sens de leurs intérêts particuliers, mais par le progrès nécessaire et fatal des choses, le libéralisme économique est détraqué. Il supposait pour son jeu approximatif une structure économique où la concurrence joue-librement, c'est-à-dire faite de petites entreprises dont aucune n'est capable à elle seule d'influencer sensiblement les prix de la main-d'œuvre et des produits[22]. Progressivement, le groupement des entreprises, souvent leur fusion, parfois le développement exorbitant de certaines, ont détruit cette structure « atomique » et l'ont remplacée par de grands groupes économiques qui ne subissent pas les prix mais dans une très large mesure les font : une économie de monopoles. Les trusts, la concentration industrielle et les syndicalismes patronal et ouvrier, dans leur développement *naturel* ont détruit la raison d'être même de l'économie libérale. Une économie prétendument libérale ne fonctionnait qu'avec l'aide et l'intervention continue de l'Etat : douanes, contingentement, ristournes, lois économiques diverses, etc. Une théorie libérale n'était plus adaptée à une situation économique toute nouvelle[23].

Chose plus profonde et plus grave, une révolution est inévitable quand un peuple ne croit plus à sa civilisation, c'est-à-dire quand un peuple a perdu l'idéal sur lequel il a vécu pendant des siècles. C'est au moment où un peuple cesse de croire à la chevalerie, à la chrétienté, à la monarchie, à la liberté, à l'égalité ou à la fraternité, c'est à ce moment que l'heure fatale a sonné et que le régime, que ces idéals ont animé, est également condamné.

Or des Français qui croyaient encore, avec la sentimentalité de 1848, aux formules de 1789, il n'y en avait plus beaucoup et on les raillait. Nous pouvions garder des institutions républicaines, on pouvait se dire encore « passionnément républicain », on pouvait parler de « peuple », on pouvait vivre sur des formules qu'on répétait machinalement, on ne croyait plus aux idéals libéraux. Il y a eu, au siècle passé, des gamins de Paris qui se sont fait tuer sur des barricades pour la formule : « liberté, égalité, fraternité » ; il y a eu des polytechniciens qui se sont fait tuer pour la

liberté de la presse. Qui se ferait tuer maintenant pour la liberté de la presse ou pour la devise « liberté, égalité, fraternité » ?

Enfin le signe fatal est encore donné quand la classe « dirigeante » qui exprimait le sens de la civilisation déchue, cesse de croire à sa mission, à son rôle social, ne commande plus, abdique. Or la classe bourgeoise, âme de l'ère libérale, ne dirige plus. Ses meilleurs éléments sentent l'approche d'une structure sociale nouvelle et essayent de préparer la construction de cet avenir. Sa masse est tournée vers le passé, elle regrette ; symptôme mortel, elle gémit. La civilisation bourgeoise est condamnée, non pas tant parce que son élite a profité personnellement d'avantages exorbitants que parce qu'elle a démissionné de son rôle essentiel de donner des chefs.

Une civilisation qui était périmée, une civilisation dont les organes ne subsistaient en apparence que parce qu'ils étaient en réalité utilisés de façon contraire à leur but primitif ; une structure économique, en théorie libérale, mais qui ne subsistait que grâce à l'intervention étatique : une civilisation sans âme et sans idéal, une civilisation morte d'elle-même dont les formules ne correspondaient plus à rien de réel, voilà la raison essentielle de la révolution du XX^{e} siècle.

Crise nécessaire donc, qui dans ses manifestations, est marquée de l'empreinte de fortes personnalités mais qui, dans son essence, dépasse les volontés et les initiatives individuelles. Les hommes auraient pu l'avancer un peu ou la retarder, on ne voit pas comment ils auraient pu l'empêcher, c'est-à-dire continuer à faire vivre une civilisation morte, à faire marcher un cadavre. Le mal est trop profond, les remèdes viendraient trop tard.

Et les grands traits du monde nouveau se dessinent très largement.

Le sens de la Révolution du XX^{e} siècle

La France de demain sera en partie ce que nous la ferons, mais notre action n'aura d'efficacité que si elle va dans le sens actuel de l'histoire. Il y a des tendances générales dans la révolution du XX^{e} siècle. Nous pouvons les interpréter en bien ou en mal, en tirer des solutions concrètes plus ou moins bonnes ou mauvaises, mais, le voulant ou non, nous en recevons la direction de notre action.

Ces tendances qui sont le sens de la révolution actuelle, peuvent se découvrir par l'examen des événements intérieurs français et des révolutions voisines. Leur étude est d'un intérêt capital puisqu'elle nous donne la mesure et la direction de notre tâche future. Elle ne peut se faire

que par tâtonnement, par approximations successives.

Nous suivrons quatre étapes dont chacune est amenée par les précédentes mais va plus profondément au cœur du problème et en généralise les enseignements. Elles ont de plus cette particularité de remonter chacune dans le temps de plus en plus haut pour trouver le point d'insertion des problèmes en cause. Il y a là un point très important. L'essence de chaque grande crise révolutionnaire est de remettre en question tout un plan des formes de civilisation sur lesquelles a vécu l'ère antérieure. Ce serait une vue enfantine que de les considérer comme prenant alternativement le contre-pied l'une de l'autre. Cela n'a pas de sens[24]. Une civilisation nouvelle, prend le contre-pied de certains éléments de la précédente, mais la continue sur beaucoup d'autres. Ce qui est intéressant c'est de savoir ce qui chaque fois est remis en question. La suite de cette étude va montrer ce que nous entendons par là.

PREMIERE ETAPE

Personnel et partis de la Troisième République

L'homme cherche en tout une « cause ». Pour la foule, les « causes » en histoire c'est toujours l'action d'un homme ou d'un personnel et il n'est jamais possible de lui faire lever le nez de dessus ses préoccupations les plus immédiates. Aujourd'hui de même. Pour la grande majorité des Français, les événements actuels se ramènent à nos désastres militaires et à leurs conséquences matérielles, et la question est de savoir « qui » en est responsable. Pour d'autres qui essayent de voir un peu plus loin, qui se rendent compte que la défaite n'a été que la conséquence d'une maladie du corps national, il n'y a pas besoin de chercher beaucoup : le mal vient de l'action de certains partis, groupes ou organisations de l'ancien régime, et la Révolution Nationale consiste simplement à éliminer les hommes qui appartenaient à ces groupes. Il ne s'agirait que d'une cuisine intérieure pas très différente des changements de majorité qu'a connu la Troisième République et sans relation avec les événements immenses qui secouent actuellement le monde. Rester sur ce plan, au niveau de querelles partisanes de chef-lieu de canton, caractéristiques du parlementarisme, c'est se condamner à ne rien comprendre à la révolution du XX^{e} siècle.

Certes, dans le régime déchu, des partis, des groupes, des. constellations ont incarné particulièrement certaines de ses tendances les plus pernicieuses ou fait régner le plus activement ses mœurs politiques décadentes : des hommes et des partis ont exercé le pouvoir dans les

dernières décades et de ce fait portent des responsabilités lourdes et doivent être chatiés.

Mais le problème n'est pas seulement de changer quelques hommes ou un parti au pouvoir, il n'est pas, selon le vocabulaire courant, de remplacer des « pourris » par d'honnêtes gens. Tout le régime déchu et tout le personnel qui, quelles qu'en soient les étiquettes, participe à son esprit, sont également en cause. Les institutions décadentes ; que nous avons connues, l'esprit public empoisonné qu'elles ont fait régner, tout cela est condamné. Aucune révolution n'est concevable maintenant sans le balayage total du suflrage universel, du parlementarisme et de l'esprit parlementaire.

Mais si cette opération est une condition nécessaire de-la révolution en marche, elle ne constitue pas par elle-même toute la révolution. Le retour du parlementarisme serait l'obstacle le plus grave à toute renaissance française par une profonde révolution, mais son éviction, l'instauration de formes autoritaires ne sont pas la révolution, elles n'en sont qu'un aspect et pas le plus important. Au-delà des « formes » gouvernementales et administratives, il faut aller à l'esprit qui animait celles du monde déchu.

Sous les hommes, jouets autant qu'acteurs, marionnettes. autant que machinistes de la comédie d'hier, il faut retrouver l'action d'idéologies séculaires. C'est la deuxième étape que nous avons à franchir. Elle va déjà nous apporter des enseignements plus solides.

DEUXIEME ETAPE

Idéologies de l'ère libérale

Même si les principes de 1789 avaient été bons, ils seraient morts un jour comme toutes les formes antérieures de civilisation, mais, ils impliquaient de plus une conception de l'homme et de la société, antinaturelle, antisociale et, dans ses conséquences, funeste aux sociétés et aux nations. C'est la conception individualiste : l'homme doit et peut tout trouver en lui-même ; la société ne lui apporte que la protection de l'ordre public, et n'est donc qu'une forme de contrainte.

Dans toutes les questions qui touchent à l'homme et à ses relations avec la société, l'accent est toujours mis bien moins sur l'enrichissement de la personne humaine par sa participation à la vie, aux activités et aux richesses spirituelles des autres hommes et des diverses sociétés humaines que sur l'autonomie, sur ce qui sépare, ce qui retranche, ce qui isole, ce qui mutile. Cet idéal d'abstraction et d'isolement est l'âme de tous les mouvements de pensée qui ont marqué l'histoire des temps modernes et

surtout de l'ère libérale : renaissance italienne, réforme, philosophie anglaise du XVII^{e} siècle qui aboutit à son expression adéquate dans le libéralisme économique, philosophie française du XVIII^{e} siècle,..J.-J. Rousseau, socialisme, marxisme. Toutes ces doctrines et plus positivement les dernières ont tendu à dissoudre les liens sociaux et à isoler l'homme. Leur premier rôle a été de développer l'Etat et l'individu au détriment des communautés intermédiaires spontanées caractéristiques de l'ancienne société. Mais après les avoir détruites, l'individualisme a attaqué l'Etat lui-même puisque celui-ci avait perdu toute autorité : et, finalement, a détruit l'individu, puisque la qualité du type humain a été gravement atteinte.

Les philosophes français du XVIII^{e} siècle, les philosophes des « Lumières » se représentaient l'homme comme ayant individuellement, en lui-même de naissance, de plein droit, toutes ses facultés, toute sa puissance d'action, toutes ses possibilités de développement. Ils se représentaient les hommes comme des individualités toutes semblables, égales, interchangeables, fermées sur elles-mêmes, satisfaites en elles-mêmes, la société faite de leur seule juxtaposition et avec un seul principe d'unité, une seule manifestation, l'Etat : celui-ci n'ayant pour rôle que de maintenir, par la contrainte des lois, l'ordre et l'unité de la société nationale.

Donc, d'une part des individus isolés qui ont en eux-mêmes leur raison d'être, qui ne demandent à la société que l'ordre, c'est-à-dire la possibilité de se développer sur leur propre fond ; d'autre part, un Etat abstrait, inhumain, qui n'est qu'un instrument de contrainte extérieure. En simplifiant à peine, on peut dire que pour eux l'homme n'a de relations à la société que négatives : l'élément social de l'homme, ce sont les droits de l'individu, droits absolus, intemporels, préexistants à toute vie commune. Dans le contrat que Rousseau imagine dans la même ligne, les contractants ne mettent en commun que des refus.

Et ce schéma idéologique nourrissait une attitude toute pratique dont nous avons hérité : le dénigrement constant de toutes les formes d'autorité.

Le fondement de cet individualisme se trouvait dans une conception abstraite de l'homme que le XVIII^{e} siècle avait reçu du XVI^{e} et dont il tirait les conclusions logiques. Nous la retrouvons plus loin à la troisième étape. Mais certaines de ses conséquences sont de notre propos actuel. En particulier, elle prétendait bâtir la société sur des règles abstraites et générales, innées dans tout homme. Ces règles abstraites on les appelait « la raison ». La raison, tout homme l'a totalement en lui-même : par conséquent, il suffit d'en examiner les règles intemporelles pour constituer

la société nouvelle, et voir que tout l'héritage du passé est non seulement inutile mais funeste..

De plus, cette société ne devait plus avoir comme lien social que des liens abstraits : le contrat et la loi. On détruisait ainsi les anciennes communautés naturelles pour ne garder que l'Etat gardien des lois et de la fidélité aux contrats.

Quand celui-ci a été à son tour atteint, c'est-à-dire de nos jours, la société s'est effritée.

On se rendit compte d'ailleurs confusément, dès le début, du danger et l'on chercha, en compensation, à affermir cet Etat. Si nos pères en 1793 insistaient tant sur son autorité et sur le lien sentimental qu'il réclame, le patriotisme, c'est qu'ils se rendaient compte que, cela disparu, il n'y aurait plus rien. Sentant confusément la maladie qu'ils avaient mise dans le corps national, ils appuyaient instinctivement sur le remède nécessaire. Seulement ce remède était insuffisant, alors que toute la santé de l'organisme était compromise.

Le résultat de cette idéologie était de dresser l'individu contre la société considérée uniquement sous l'aspect d'une contrainte extérieure, contre toutes les formes d'autorité considérées comme des agents d'un pouvoir d'oppression et contre toutes les formes du passé national, considérées comme des formes d'obscurantisme, obstacles à la création de l'Etat rationnel de l'avenir.

Une autre idéologie du XVIII^{e} siècle, celle de J.-J. Rousseau, semble prendre sur certains points, le contre-pied, de la précédente. En réalité, elle poursuit dans le même sens. Rousseau ne considérait pas l'homme comme une goutte impersonnelle de raison, mais comme jailli du fonds vierge de la nature, comme un élément pur en lui-même et que la société corrompait. La conclusion implicite était que l'homme doit protéger sa pureté contre une société ennemie.

Il considérait encore que l'origine de la société est dans le contrat. La société a été faite, un beau jour, par un certain nombre de gaillards, tous adultes, intelligents, compétents, qui se sont assemblés pour abandonner, par un libre contrat une partie de leur liberté en faveur de l'Etat : cet Etat étant toujours l'organe extérieur, dont le seul rôle est d'assurer la paix et l'ordre public. Seulement, si la société est le fruit d'un contrat librement consenti par les hommes, je ne vois pas pourquoi nos arrières-aïeux ont eu le droit de nous engager, nous, dans cette société : si mes arrières-grands-pères ont consenti à cette société en abandonnant, en un jour de folie, une partie de leur liberté, je ne suis personnellement pas tenu par ce contrat et « je refuse la société », ce qui signifie exactement « je me refuse à la

société », j'en accepte les avantages que je considère comme tout naturels et appartenant à l'individu, mais j'en refuse les contraintes puisque c'est la société qui me les impose. D'où cette mentalité que nous avons tous respirée, d'après laquelle tous les avantages sont un droit de l'individu, mais que toutes les contraintes sont une gêne qui nous vient de la société. Conclusion que Rousseau n'a certes pas tirée mais que la foule a su tirer d'elle-même.

Nouvelle forme de l'idéologie individualiste : nouvelle forme de désintégration de la société.

Un autre aspect nous est encore donné par les doctrines économiques. Dans le libéralisme économique, nous trouvons un élément profond de désintégration sociale et nationale. L'essence idéologique de cette doctrine nous vient de penseurs anglais comme Hobbes, Locke, Bernard de Mandeville et tant d'autres.

Hobbes considère que les hommes ne sont que des bêtes mues par leurs appétits que la seule loi naturelle de la société est cette lutte de chacun pour le beafteack et qu'il faut, par suite un pouvoir supérieur pour assurer d'en haut et extérieurement l'ordre public.

Hutcheson, autre penseur anglais, a répandu l'idée déjà exprimée avant lui, que dans ce chaos, il y avait des lois qui, confusément, menaient les activités humaines, des lois naturelles de l'économie. Et le sens de ces lois fut donné par Bernard de Mandeville, dans un petit ouvrage intitulé La Fable des Abeilles, dont le soustitre anglais est caractéristique : Private Vices, public benefits (Vices privés, avantages publics). Décrivant, en théorie la société des abeilles, ils montre que les égoïsmes individuels et même ses vices aboutissent, par une bienheureuse loi d'harmonie, au bien public ; en gros que le vice de celui qui demande des produits donne du travail à l'autre et active la vie économique du pays.

C'est le concept essentiel qui a été conservé par les théoriciens de l'économie libérale : les hommes n'ont de ressort et de signification que par leurs appétits individuels : mais il y a une loi d'harmonie supérieure qui fait que le déchaînement des égoïsmes aboutit à une organisation générale, à un ordre ultime et providentiel. La conclusion nécessaire est qu'il faut à tout prix laisser jouer cette loi bienfaisante, que le libre déchaînement des égoïsmes est une nécessité sacrée, que l'ordre supérieur se fait sans la société, indépendamment de toute action de sa part, qu'elle est inutile, et peut-être nuisible si elle devient un instrument de contrainte. Le libéralisme économique ignore et rejette en fait tous les liens sociaux autres que ceux d'échange, ainsi que les formes naturelles de la société où nous vivons.

Si, refusant d'aller jusqu'à ces conséquences trop logiques et voulant garder quelques valeurs non économiques, la notion de justice par exemple, on essaye de conserver la société, et même, instruit par l'expérience, de la faire servir un peu à assurer cet ordre économique meilleur qu'on rêve, on est amené à penser qu'elle n'a de valeur que pour satisfaire aux appétits matériels de l'homme, pour aider la production, exactement pour l'organiser au mieux et que par suite, si on arrive à concevoir des formes de société qui remplissent mieux ce but et satisfassent mieux aux nécessités techniques de production, il faut les adopter. C'est le passage naturel au socialisme, fils légitime ou mieux, frère jumeau du libéralisme.

L'évolution logique l'a amené et il continue sur la même pente. Il rejette la théorie centrale de la formation des prix en marché libre, mais il porte l'accent sur la conception matérialiste des liens sociaux. Il en fait même la base de toute sa doctrine et pense que si l'on arrive à produire indéfiniment des biens matériels on arrivera du même coup à éliminer tous les problèmes politiques et sociaux. A la limite, c'est l'idéologie marxiste qui se figure que, dans la cité industrielle future, le jour où les machines produiront tout ce que les hommes peuvent souhaiter, il n'y aura plus besoin de contrainte ni donc d'Etat. Le but final du marxisme c'est la suppression pratique de tous les liens sociaux quels qu'ils soient[25] par le développement du machinisme.

Et nous voyons ainsi le cheminement de cette idéologie née dans le cerveau de bourgeois du XVII^{e} siècle : si l'Etat n'est qu'une contrainte et ne sert qu'à assurer l'ordre, si la seule valeur est dans l'individu isolé, si cet individu n'a qu'un moteur : son intérêt matériel, le jour où le progrès permettra de satisfaire tous ses appétits, il n'y aura plus besoin de contrainte extérieure pour assurer l'ordre, et l'Etat, qui n'a pas d'autre rôle, disparaîtra.

Le marxisme sous sa forme révolutionnaire, n'est que la conclusion logique des idéologies bourgeoises françaises et anglaises des XVII^{e} siècle et XVIII^{e} siècle. Il n'est pas le contre-pied du libéralisme, il en intègre au contraire toutes les tendances profondes, il en est la fleur ultime.

L'idéologie jacobine a dressé l'homme-individu contre toutes les formes d'autorité et finalement contre l'Etat, contrainte extérieure et artificielle. J.-J. Rousseau dresse l'homme contre la société, puisque la société est le mal et que l'homme isolé est le bien. Il aboutit d'autre part à l'isoler encore plus puisque l'homme, ayant fait la société, peut s'en retirer. L'économie libérale dresse encore mieux l'homme contre la société,

puisque celle-ci est en fait inutile, et que même si elle assure un rôle économique bien réduit, pour toutes ses autres activités l'homme est seul et ne relève que de lui-même. Enfin, l'idéologie socialiste, et surtout marxiste, enseigne à haïr la société nationale dans ses formes traditionnelles, simple forme d'oppression capitaliste, condamnée par l'évolution historique : elle lui fait haïr la forme actuelle de la nation, comme un obstacle à l'établissement de la société socialiste et elle lui fait haïr une partie des membres de cette société nationale en qui elle voit des ennemis de sa société future.

Le résultat de toutes ces idéologies a été la désintégration plus ou moins poussée des corps sociaux, d'abord des groupes subordonnés et finalement de l'Etat et de la Nation elle-même.

Ceci était vrai pour presque tous les pays à des degrés divers, mais particulièrement chez nous et nous avons vu à quel état de déchéance les effets de cette décomposition nationale nous avaient menés. Il nous suffit de nous rappeler le beau spectacle que notre pays a donné, en juin 1940, pour voir les conséquences de ce processus interne de désagrégation nationale qui devait libérer l'individu et n'a réussi qu'à le dégrader. L'attaque allemande n'a pas effrité la France, elle l'était déjà et la défaite a seulement révélé le mal. Si la France est tombée instantanément en poussière, c'est que déjà elle n'était que poussière.

Un des problèmes majeurs de l'heure est ainsi posé. Dans tous les pays et ce sera aussi la tâche de la France, on cesse de mettre l'accent sur ce qui divise les hommes, mais au contraire on le met sur ce qui crée et soutient la société humaine.

En politique, prenant le contre-pied de l'individualisme dissolvant, on essaye de refaire des nations organiques et fortes, de réintégrer les individus à leur communauté nationale.

En économie, prenant le contre-pied du libéralisme, on tâche de faire servir l'économie aux besoins et aux fins de la communauté nationale, c'est-à-dire, à la fois, contre les intérêts privés au bien de l'ensemble des citoyens, et, au-dessus des seuls besoins matériels, à des valeurs politiques et morales et si possible spirituelles.

Donc à bien des points de vue, la révolution du XX^{e} siècle est une réaction contre certains aspects de la révolution libérale. Il y a là un de ses traits les plus importants. Mais n'y voir qu'une contre-révolution, que la « revanche de 1789 », que l'élimination de deux siècles d'histoire, qu'une simple opération négative et limitée à la négation, à cette asepsie locale, c'est la mutiler — et donc la fausser radicalement[26].

Les problèmes en cause sont plus vastes et leur insertion historique

remonte plus haut.

TROISIEME ETAPE

Idéal abstrait des temps modernes

Ces idéologies individualistes qui ont été le ressort de la révolution libérale et de sa séquelle, ne sont que la conséquence, la conclusion logique de principes posés dès la révolution du XVI^{e} siècle, à l'origine des Temps Modernes, principes qui n'ont achevé de manifester leur nocivité qu'après des siècles mais qui sous-tendaient la forme de pensée héritée de la Renaissance et de la Réforme. Il nous faut remonter jusque-là pour découvrir l'origine de nombreux caractères de la révolution actuelle.

Il y a déjà longtemps, un russe, Berdiaeff, a reconnu dans les premiers symptômes de la révolution du XX^{e} siècle un « nouveau moyen âge ». Il y a là, à condition de bien la comprendre, une vue d'une admirable lucidité. Notre époque n'a pas à retourner au moyen âge, à restaurer des formes et des institutions médiévales, mais elle a, réagissant contre de fausses conceptions, qui ont vicié la civilisation des temps modernes et de l'ère libérale, à retrouver des règles de santé sociale et un idéal humain, sur lesquels la civilisation du moyen âge, malgré tous ses défauts, a déjà essayé de se bâtir et qui doivent permettre à la nôtre d'élever les formes et les institutions les plus neuves et les plus hardies sur des fondations saines et solides. —

Les temps modernes et libéraux se sont posés contre cette conception médiéviale de l'homme et du monde, se sont faits contre elle. Or, leur conception à eux s'est révélée pernicieuse. En réagissant contre elle, c'est l'âme de la conception médiévale que nous retrouvons, mais une âme qui aura à s'élaborer un corps tout neuf, adapté aux conditions nouvelles. C'est dans cette perspective que cette « âme » du moyen âge va nous aider à deviner celle du monde naissant et à comprendre du dedans la nature de notre tâche actuelle.

Le moyen âge avait le sens du réel, du concret, de l'Etre, et avait un génie synthétique (deux aspects de la même tendance). Les Temps modernes et, au paroxysme, l'Ere libérale, ont été des civilisations à tendances idéologiques et abstraites, à génie analytique et diviseur.

Ces deux idéals centraux, ces deux vues opposées sur l'homme et le monde animent chaque fois toutes les formes de pensées, mêmes les plus hautes, et tous les aspects de la vie commune. Ils se montrent aussi bien en religion, en philosophie, dans la littérature, dans l'art que dans le droit et

les institutions politiques.

Quel que soit l'intérêt que cette étude présente, il ne peut être question ici d'en étudier les manifestations dans tous ces domaines. Nous ne verrons que les formes prises par les conceptions politiques, sociales et économiques, sous ces deux éclairages différents.

Le moyen âge avait le goût et le respect de ce qui est, avec toute sa complexité, et dans toute son ampleur. Dans l'homme, il acceptait toutes les activités des plus hautes aux plus basses, des plus grossières aux plus élevées, mais tendait à les intégrer toutes en les reliant et les hiérarchisant, dans un idéal humain, unique et harmonieux, et à les réaliser toutes dans une société unique et harmonieuse.

Il ne concevait pas l'homme sans la société. Il pensait qu'il n'existe et ne vaut que parce qu'il est dans une société et qu'il vaut d'autant mieux que la société est plus complexe, plus riche en activités actuelles et plus riche en héritage du passé. L'homme n'existe que parce que chacune de ses activités trouve à s'exercer dans un cadre social approprié, que parce que, pour exercer et développer au contact d'autres hommes chacune de ses facultés, il s'appuie sur une communauté spécialisée, la famille, la commune, la paroisse, le métier et d'autres. Et pour lui, les vrais liens sociaux n'étaient pas les liens juridiques, mais d'abord les liens naturels et privés d'homme à homme, lourds de chair et de sentiment.

Et dans sa structure sociale comme dans son cadre économique il avait le même idéal d'acceptation, de toutes les valeurs des plus hautes aux plus basses, le goût et le respect de ce qui est et le besoin de tout intégrer dans un édifice unique et harmonieux, où chaque chose est vraiment ce qu'elle doit être et à sa place mais transfigurée par sa participation à un ordre supérieur, et illuminée par les valeurs spirituelles les plus hautes auxquelles elle est reliée par l'intégration à un organisme unique.

A l'opposé, les Temps modernes[27], et encore plus l'Ere libérale, ont eu un idéal d'abstraction, de pureté idéologique, d'analyse, de coupure, de mutilation : coupure entre les valeurs religieuses et les autres activités humaines, coupures entre les choses et les idées des choses, coupure entre la pensée et l'action, entre le sentiment et la raison, entre la morale et les affaires, établissement en tout de tables de valeurs limitatives et exclusives.

En politique, cette vision reprenant d'ailleurs la trace de grands penseurs de la Grèce antique, a tendu à construire des sociétés idéales, bâties avec des individus considérés sous le regard d'une seule de leurs activités (religieuse, politique ou économique) et reliés en sociétés simples et homogènes par un seul lien ou très peu de liens, les plus abstraits

possibles.

Dès le XVI^e siècle, les plans d' « Utopies » ou de « Cités du Soleil » manifestent avec éclat la nouvelle tendance. Mais c'est surtout au XVII^e siècle (en Angleterre) et au XVIII^e siècle (en France) qu'elle triomphe.

Les sectes extrêmes protestantes rêvent de sociétés charnelles formées par la juxtaposition volontaire de saints assemblés par une pure option spirituelle.

L'idéal politique du XVIII^e siècle n'est, en réalité, que la transposition sociale de l'image que Descartes se faisait du monde matériel. Ce père de la pensée moderne est animé par le même idéal de pureté et d'abstraction. Il a eu dans le monde de la matière la haine de ce qui s'appelle la couleur et le poids, de, ce qu'il appelait les éléments qualitatifs : il n'a voulu connaître que le volume et le mouvement, c'est-à-dire les éléments abstraits qui relèvent de la seule géométrie. Sa matière est faite de corpuscules d'espace qui n'ont entre eux que des relations de position et de choc. C'est exactement l'image idéale d'une société humaine parfaite et « rationnelle » vers laquelle tend plus ou moins consciemment la pensée-classique à partir de la fin du XVII^e siècle, une image atomique, simple juxtaposition de boules de cristal, sans substance, sans chaleur, sans couleur, sans personnalité. Et à ces éléments abstraits, on n'a voulu que des relations abstraites et juridiques : c'est deux à deux, le contrat, et, en général, la loi. Et on a sommé cet édifice d'abstractions liées par des abstractions, par une abstraction suprême[28], l'Etat.

L'idéal économique libéral enfin, relève du même esprit. L'homme n'y est considéré que comme producteur et consommateur ; la société que comme une rencontre, un lieu de chocs extérieurs d'individus animés d'un seul mouvement : l'appétit matériel, et l'on ne veut lui connaître comme lien qu'une loi abstraite : celle de l'offre et de la demande.

Tout cela dit très rapidement, trop rapidement pour un sujet vaste et subtil, mais qui est éclairé par les réactions des révolutions du XX^e siècle.

Celles-ci presque à tâtons, sont amenées à réagir contre les conséquences funestes et antinaturelles de ces conceptions centrales héritées de la Renaissance et de la Réforme. Non seulement elles éprouvent le besoin, contre l'individualisme libéral, de réintégrer l'homme à la société humaine, mais ce sont tous les éléments concrets de cette société qu'elles retrouvent progressivement, revenant ainsi à une vision proche de celle du moyen âge.

Retour au concret national

Le premier enseignement des révolutions contemporaines c'est qu'elles ne cherchent pas à construire l'homme d'après un idéal abstrait et universel, dans une société indifférenciée et également universelle, mais qu'elles veulent se faire dans le cadre national, c'est qu'elles prennent pour objet de refaire la nation, et par là de rétablir un type humain de valeur nationale d'abord.

Toutes les révolutions du XX^{e} siècle, qu'elles l'admettent ou non, sont des révolutions nationales.

Nous ne connaissions plus guère que l'Etat, être abstrait, inhumain, contre lequel on luttait constamment et auquel on essayait d'arracher le plus d'avantages possibles. Il nous faut retrouver la Nation. C'est quelque chose d'infiniment plus riche et plus profond que l'Etat, c'est le sol même sur lequel nous avons tout à rebâtir, c'est, pour nous, d'une façon concrète, efficace, charnelle, l'ensemble des Français qui vivent maintenant et l'ensemble des Français qui nous ont précédés sur le sol national et l'ensemble des valeurs dont cette France de toujours est chargée. Au lieu d'une mécanique abstraite et morte, c'est un organisme complexe, riche, vivant et profond, d'activités existantes, de possibilités, de souvenirs et d'acquis du passé.

Retour au concret traditionnel

Ce n'est pas seulement le cadre de la Nation que retrouve notre époque, c'est plus profondément l'âme de chaque nation et c'est là que chacune va actuellement chercher sa raison de vivre, le tuf où se rebâtir, l'idéal sur lequel modeler sa réincarnation nouvelle.

La réaction profonde de chacune, c'est d'aller chercher ses bases de renaissance, non pas dans les idéologies universelles, mais dans ce qu'elle a de plus concret, de plus chargé d'humanité dans ses traditions nationales les plus profondes, et dans ce qui la fait le plus elle-même, ce qui la fait différente des autres, au point où elle sent qu'elle est vraiment et essentiellement elle-même.

Si paradoxal que cela semble, le premier exemple est celui de la Russie. L'inquiétude du peuple russe s'est manifestée au nom de l'idéologie la plus abstraite, et les événements l'ont montré, la plus opposée aux nécessités de l'heure : l'idéologie marxiste. En théorie, la véritable société communiste doit finir par dissoudre l'Etat, la police, l'armée, la famille et toute forme de contrainte, qui touche à l'absolue autonomie de l'individu. Le jour où la machine produira tous les biens matériels, il n'y aura plus besoin entre les hommes d'autres liens que les collaborations techniques de production.

Qu'est-il sorti d'une révolution lancée d'abord sur cet idéal ? Un Etat russe, et national autant que socialiste, un Etat plus fort, plus centralisé, plus militaire et plus policier que celui que le tzarisme avait pu avoir. Notre presse bourgeoise n'y a vu que des inconséquences ou des roublardises de Staline : ce n'est pas vrai, c'était simplement la revanche de l'Histoire. Une révolution commencée à contre-courant, à sens idéologique, à partir du moment qu'elle a été lancée, a été prise par le courant et est repartie dans le sens de l'Histoire. Cette révolution qui devait détruire l'Etat, elle a renforcé l'Etat, cette révolution qui devait supprimer la police a recréé la police, cette révolution qui devait anéantir toutes les formes du passé, a retrouvé les gloires nationales russes, et le patriotisme. Sans doute, la révolution russe traîne encore trop d'institutions et de formules idéologiques, séquelle du marxisme, mais en partie à usage de politique étrangère, en partie parce que plus ou moins accordées au tempérament du peuple russe[29]. L'essence même de la doctrine marxiste a été éliminée. Pour l'histoire de l'avenir, la trame profonde de cette révolution sera vraisemblablement faite des efforts du peuple russe embarqué par de mauvais guides dans une mauvaise direction, payant de millions de vies humaines et de quelles ruines morales une erreur de départ, pour essayer sourdement de faire sa révolution à lui et non celles des doctrinaires, et trouvant sa solution dans le sens national et dans son génie propre.

La révolution italienne a commencé sur un postulat tout sentimental, la rancœur des jeunes combattants italiens rentrant d'une guerre dont ils n'avaient pas bien compris les raisons et dont ils n'avaient pas vu les effets heureux pour l'Italie. Mais dès que ce sursaut d'orgueil national essaye, ayant le pouvoir de se créer une doctrine, de trouver le point solide où il faudra reconstruire l'Italie nouvelle, où va-t-il le chercher ? Dans une conception abstraite de l'homme, dans une idéologie, dans des formules ? Non. La révolution fasciste va au cœur du passé italien, à l'endroit où l'Italie croit retrouver ses raisons d'orgueil et d'exister les plus profondes : dans les souvenirs autoritaires et juridiques de l'Empire romain.

Le moteur, l'âme profonde de la révolution allemande, ça été le sentiment que toute une période de l'Allemagne s'était écroulée dans la honte de Versailles et l'aveulissement du petit bourgeois, du social-démocrate du régime de Weimar. Sur quels fondements a-t-elle voulu rebâtir une Allemagne neuve ? Sur une idéologie ? Non, sur ce qui fait l'Allemagne, vraiment l'Allemagne et différente des autres pays. Quand la France se pense, elle se pense comme un grand champ. Quand l'Allemagne se pense, elle se pense comme une lignée et comme une

famille. Il y a des milliers d'années que les races qui se sont succédées sur notre sol et dont nous sommes issus, avaient des champs, des propriétés, des villages et des patrimoines stables : il y a des milliers et des milliers d'années que nos pères et les pères de nos pères, quand ils se pensaient, c'était les pieds posés dans leur champ héréditaire et regardant fièrement le voisin. Quand l'Allemagne se pense, c'est sous la forme d'une tribu étroitement liée par l'origine commune du sang et groupée autour du chef de guerre commun, reste d'une époque assez récente où les Allemands, vraisemblablement à demi-nomades, étaient formés en petits groupes presque indépendants qui défrichaient chacun une clairière dans la forêt et y menaient une vie dont la structure actuelle des tenures agricoles et des coutumes rurales, montre encore des traces à caractère profondément national. La structure populaire que l'Allemagne recherche, les vertus propres que cette structure appelle, le retour au jaillissement originel- du sang allemand, tout cela c'est l'appel profond d'une race qui retourne à ses formes traditionnelles.

Quand l'Espagne veut se rebâtir, quand José-Antonio Primo de Riviera repense une Espagne nouvelle, où va-t-il en chercher les bases ? Dans une idéologie ? Non, il va retrouver les moments de l'histoire où l'Espagne s'est faite et où elle a été le plus l'Espagne. Comment s'est-elle faite ? A partir d'un certain moment où le seul sol libre c'était une caverne dans les montagnes de Galice, en une lutte où, au cours des siècles, le moine, l'évêque et le chevalier, côte à côte, ont, par la conquête, refait l'Espagne sur le musulman. La fusion intime, inconsciente, des notions de patrie, d'idéal chevaleresque et de religion catholique romaine, avec la mission d'une croisade aux frontières de l'Europe et contre un ennemi de l'âme européenne : c'est l'essence de la vocation espagnole. Et quand l'Espagne se retrouve, se repense à une autre époque, c'est au moment des grands règnes de Charles Quint et surtout de Philippe II, alors que l'Espagne était la catholicité et que Philippe II, plus catholique que le Pape, défendait l'Europe contre le protestantisme.

Quand l'Espagne de nos jours essaye de se refaire, elle se pense catholique romaine, elle se pense chevaleresque, elle se pense en croisade et en lutte, au nom des principes romains et latins, pour l'Europe et contre le communisme, comme jadis contre l'Islam ou le protestantisme.

Quand Salazar repense un Portugal neuf, où en retrouve-t-il les bases ? Dans une idéologie ? Non. Dans un type de civilisation dont le Portugal aux XV^{e} et XVI^{e} siècles, au moment de son apogée, a donné une forme magnifique, un équilibre d'esprit d'aventure, d'ordre latin et de christianisme romain.

La première révolution chinoise, celle dont Sun-Yat-Sen a exprimé la doctrine dans son Triple Démisme était encore un essai d'adaptation au cadre chinois d'idées occidentales, libérales et socialistes. La seconde est elle, une vraie révolution nationale. C'est celle qui se fait maintenant par l'organe du mouvement de la « Vie nouvelle » créé en 1934 par Tchang-Kaï-Check et qui essaie de refaire une Chine neuve du dedans en utilisant explicitement le vieil esprit chinois, les traditions sociales les plus intimement chinoises, le vieil idéal humaniste national qui doit faire une Chine nouvelle, en faisant des Chinois nouveaux, des Chinois renouvelés par le retour au cœur de leurs traditions propres, à l'esprit des « rites ».

Et le Japon ? Depuis 1868, il avait semblé adopter toutes nos formes de civilisation libérale : il les rejette actuellement. Il fait une révolution où la guerre civile est simplement remplacée par la guerre étrangère, il essaye de se repenser à neuf. Où trouve-t-il l'image, l'idéal de ce Japon du XX^{e} siècle, de ce Japon de l'avenir ? Dans les moments du passé où le Japon a été le plus le Japon, dans ses traditions les plus intimes : un idéal social ascétique, sorte de socialisme agraire, dirigé par un souverain d'origine divine, et un idéal moral, qui exalte les vertus du guerrier, le vieux code des Samouraïs, le Bouchido.

Retour au concret social

Les peuples, dans leur retour au réel, on trouvé le cadre de la Nation et les traditions nationales. Mais ils retrouvent bien autre chose : que la Nation n'est pas seulement un cadre juridique et un pouvoir abstrait : l'Etat. Qu'elle est d'abord une communauté humaine, une société limitée, liée à un support et une tâche matérielle définis, porteuse de valeurs propres et dont les membres se sentent participants, qui a dans tous ses membres une conscience collective. Cette notion de *communauté* c'est une de ces notions essentielles que nous avons à redécouvrir et à scruter longuement, car elle exprime précisément ce qu'il y a de concret et de riche dans une société humaine.

Deux aspects importants en sont particulièrement sentis par presque tous les peuples à notre époque.

L'un, c'est que les liens qui resserrent les hommes, qui en font une vraie communauté, doivent être multipliés le plus possible et qu'ils doivent être cherchés non seulement dans les formes volontaires et juridiques, comme le contrat et la loi, mais dans tous les sentiments et les modes de vie qui joignent, qui lient, qui resserrent. Notre époque a retrouvé, non seulement le sens des liens familiaux et professionnels, mais aussi, plus ou moins selon les pays, la valeur profonde des relations qui ne relèvent pas de

formes institutionnelles, ni même toujours du domaine des idées claires mais qui sont naturelles, apparaissent nécessairement à des degrés divers dans toutes les communautés, et qui sont des éléments nécessaires d'intégration sociale : le sentiment d'être du même sang, les souffrances et les joies communes, les échanges de services, l'amitié, la camaraderie.

Un autre est le sens retrouvé du chef, pas seulement de la fonction de Chef, nécessaire en fait à toute communauté, mais du caractère personnel, charnel, humain du chef et aussi le dévouement personnel au chef et les relations d'échange entre lui et nous. Et ceci que d'autres ont fait pour la Nation, nous aurons à le revivre dans les groupes sociaux les plus humbles, moins par une mystique *du* chef que par le sens *des* chefs[30].

Ces éléments capitaux de la révolution du XX^{e} siècle, les autres révolutions les ont trouvés avant nous et quelquefois mieux que nous. Nous avons à le faire aussi, selon notre caractère propre, mais nous avons dans le même sens à aller plus loin et ici, comme ailleurs, à donner son vrai sens aux tendances ébauchées dans les autres révolutions. Les autres peuples ont retrouvé la communauté nationale, nous avons à retrouver toutes les communautés nationales, non pas des associations contractuelles où l'homme ne s'engage pas et qui ne doivent lui donner qu'un avantage extérieur et limité juridiquement, mais des communautés où un groupe s'intègre sur une activité définie et sur des biens matériels et moraux exercés en commun : la famille, la commune, le pays, la province, l'atelier, le métier organisé, et d'autres encore que nous devons faire renaître.

Retour au concret en économie

L'économie libérale dont l'idéal a été défini plus haut prétendait bâtir une structure économique en éliminant toutes les considérations non directement économiques, en montant une mécanique inhumaine dont le but est sa propre marche et non la satisfaction des besoins humains, dont la direction est toute automatique, où la solution des problèmes pratiques n'est pas confiée à des organismes humains mais se trouve dans une loi abstraite, la formation des prix par le mécanisme de l'offre et de la demande en marché libre. En sens inverse, les révolutions contemporaines et la nôtre, non seulement, veulent régler l'économie par la considération des besoins matériels de.la communauté prise en bloc, mais prétendent la soumettre à des valeurs non économiques, supra-économiques, valeurs politiques généralement, et la tâche de la Révolution française sera d'y ajouter en haut, valeurs morales et spirituelles.

Nous n'avons pas à partir de formules abstraites de prospérité : ni d'une

conception abstraite de la production ou de la répartition. Nous avons à partir des réalités, et à imposer au mécanisme d'obéir à ces réalités et à ces nécessités concrètes.

La première de ces réalités, c'est l'existence historique des nations. Nous n'avons pas à dire : « L'Etat a pour but de permettre le libre jeu des lois économiques ». Mais nous disons : « L'Etat est l'organe vivant et charnel qui est le support des grandes tâches éternelles de la nation. Les grandes valeurs que la France incarne, c'est à lui de les maintenir et de les mettre en action à chaque moment. Par suite, il doit, au nom de ces valeurs supérieures et au nom de cette chose la plus concrète qui soit et qui est la communauté des morts et des vivants, commander au mécanisme économique et non lui obéir. L'économie doit obéir aux nécessités politiques[31], elle n'a pas à mouler les formes politiques d'un pays.

Cela c'est le premier enseignement, le plus voyant des révolutions contemporaines. Toutes soumettent l'économie aux valeurs politiques supérieures qu'elles incarnent : la Russie fait une économie de classe. L'Allemagne déclare qu'elle doit servir le « peuple » considéré comme souche-raciale. Et l'Italie proclame qu'elle est au service de l'Etat. Le Portugal, le Japon, répètent chacun avec son vocabulaire propre le même enseignement.

Pour nous, Français, nous dirons que l'économie est au service de la Nation, organisme complexe et concret, et doit obéir aux valeurs qu'elle incarne.

Une autre chose concrète qui commande aux nécessités économiques c'est l'homme. L'homme a été oublié dans l'époque libérale. En politique, il n'était qu'un bulletin, en économie, il n'existait pas : l'économie politique est la science de la production et de la répartition des biens. Il est vrai que lorsqu'on a élaboré cette doctrine, on avait la croyance mystique que la production et la répartition des biens, si elles étaient bien organisées, serviraient l'homme. L'expérience nous a montré quel effroyable abaissement, quelle atroce dégradation humaine, certaines formes de civilisation industrielle, si elles ne sont pas dirigées par l'esprit, peuvent occasionner.

De même qu'elle doit obéir à cette chose concrète qu'est la Nation, de même l'économie est sujette à l'homme, l'homme total, avec tous ses besoins et toutes ses aspirations et non pas l'homme économique, cette abstraction monstrueuse.

L'Economie est faite pour l'homme, pour le type d'homme que nous voulons créer et est soumise aux valeurs supérieures de justice et autres que cela comporte.

Enfin, ce but sera atteint non tant par des lois, des règles valables pour tous les cas et qui résolvent d'elles-mêmes tous les problèmes, mais par des groupes d'hommes, des communautés de travail. Le régime libéral en avait horreur, parce qu'une communauté de métier cela sent l'homme, cela a la tiédeur humaine, il y a frottement d'homme à homme, il y a l'ajustement empirique au cadre local, il y a le « coup de pouce » à la règle abstraite. Les théoriciens du XVIII^{e} siècle avaient horreur de tout cela : et c'est précisément ce que nous voulons retrouver, et c'est sur ce point que nous aurons à dépasser les autres révolutions qui n'ont su confier jusqu'à présent qu'à l'Etat, de façon avouée ou non, le soin de soumettre l'économie à des valeurs supérieures.

QUATRIEME ETAPE

La civilisation occidentale. — La civilisation tout court

L'étape précédente nous a montré que la crise actuelle remettait en question une façon de penser et de sentir qui atteint à peu près toutes les formes de l'activité humaine. Elle nous amène ainsi à la dernière. Ce qui est finalement en cause à notre époque, ce n'est pas tel personnel politique, ce n'est pas telle constellation politique de la Troisième République, ce n'est pas le virus individualiste qui minait l'ère libérale, ce n'est pas l'idéal des temps modernes, c'est notre civilisation et c'est la civilisation.

Il n'est pas encore possible de nous rendre compte clairement de tout ce qui, dans nos habitudes de pensée les plus anciennes, les plus invétérées, qui nous semblent les plus naturelles, est remis en cause dans la crise actuelle.

Mais on peut, dès maintenant, dans les ingrédients, qui ont fait notre actuelle civilisation occidentale, en discerner quelques-uns sur lesquels les événements nous obligent à nous interroger et nous prononcer à nouveau. Ils ne seront guère qu'énumérés ici. Leur examen détaillé fait l'objet d'une partie des volumes de cette collection.

CIVILISATION DE LA MACHINE

Il est fréquent d'entendre incriminer comme « cause » profonde de la crise actuelle le développement étonnant de la machine depuis un siècle et spécialement dans les dernières décades. Il est exact que s'ajoutant à la décadence de notre civilisation libérale, il donne à la crise actuelle une ampleur et une violence particulières. Les conséquences en sont infinies. La civilisation de la machine permet de prévoir une ère d'abondance

relative et change ainsi les perspectives de l'économie libérale primitive. Elle développe les facilités de transport, et modifie non seulement l'équilibre interne des nations mais les rapports des nations entre elles. Elle impose des structures techniques et économiques nouvelles qui bouleversent les anciennes constructions sociales ; elle déracine des foules paysannes et entasse dans les villes des masses prolétarisées. Elle crée des types sociaux nouveaux, impose des structures politiques nouvelles et plus profondément provoque dans des masses nombreuses, l'apparition de valeurs nouvelles, d'une conception de la vie nouvelle et hélas, de qualité inférieure. Et le contraste entre cet esprit nouveau, ces formes nouvelles, ces besoins nouveaux, et des formules, des habitudes, des institutions datant du temps des diligences sont un des aspects du détraquement de notre vieille civilisation, une forme supplémentaire de sénilité, une cause supplémentaire de révolution.

De plus, l'homme n'a su encore trouver dans le progrès matériel que des commodités, qui ont modifié une partie de ses conditions de vie en le protégeant mieux contre. les rudesses de la nature, sans qu'il ait su se créer des mœurs nouvelles qui lui permettent de compenser ce caractère de plus en plus artificiel et antinaturel de son existence. La déchéancé physique et indirectement intellectuelle et morale d'une grande partie de l'humanité d'Occident trouve là une de ses sources principales[32]. Pour beaucoup la réponse est simple, il faut libérer la machine des entraves que le régime économique lui imposerait encore et trouver dans une production quasi-illimitée la solution à tous les maux du monde actuel.

Il est vrai que techniquement l'économie libérale n'a pas su dominer la machine et l'histoire des dernières années est pleine d'efforts artificiels pour réduire la production et stériliser le progrès industriel, et une des tâches de demain est de s'en rendre maître, non pas tant pour la lancer dans une course folle d'ivresse technique que pour l'utiliser au mieux de l'intérêt de l'ensemble de la communauté nationale et de tous ses membres.

Mais le vrai problème n'est pas là, spirituellement le développement technique mal utilisé peut amener une forme de civilisation de la « machine », de la « quantité », et du « confort » matériel dont la perspective est faite pour épouvanter.

Les résultats actuels de cet esprit sont déjà effroyables — et la dégradation du type humain déjà assez éloquente.

Nous avons à examiner à nouveau la valeur humaine de la machine et sinon à la rejeter, tout au moins à en prendre la vraie mesure, à la repenser par rapport à l'homme, aux services qu'elle peut rendre au développement

des facultés humaines, à la faire servir à une libération spirituelle de l'homme et non à son asservissement matériel et à sa dégradation morale.

C'est un changement complet de perspective par rapport aux tendances du dernier demi-siècle et il remet plus ou moins en question une forme d'esprit, une tendance de la civilisation occidentale qui ne lui est pas semble-t-il congénitale mais qui s'y développe progressivement depuis la fin du moyen âge et qui a finit par lui donner ses traits les plus apparents sinon les plus heureux.

Nous avons à nous redemander s'il est bon pour l'homme de disposer de beaucoup de biens matériels et si oui, de quelle façon, dans quelle mesure et dans quel but. C'est remettre en cause tout un pan de notre civilisation.

LA RAISON

Il y en a un autre et dont le seul énoncé choquera beaucoup : la raison, l'usage de la raison, le règne de la raison, l'idéal rationnel, voilà un des piliers de notre civilisation occidentale qui nous vient des Grecs et qui nous est devenu naturel.

Nous ne concevons même pas que la valeur, la dignité de la raison soient mises en question. Et, cependant, certaines révolutions actuelles se posent en champions de l'irrationnel, des aspirations sentimentales confuses et globales, et le contact avec d'autres civilisations où la raison n'a pas le même rôle qu'en Occident, nous montre qu'il peut y avoir des réalisations brillantes et profondément humaines qui ne soient pas rationnelles au sens où nous l'entendons.

Notre civilisation doute de son fondement rationnel : nous avons à examiner là encore ce que vaut pour nous, pour le développement du Français de demain, l'héritage rationnel de l'Antiquité et de l'Occident, à préciser pourquoi nous y tenons, mais à bien comprendre comment nous devons l'utiliser.

LE CHRISTIANISME

Le même problème se pose avec les mêmes questions pour le christianisme, autre pilier de la civilisation occidentale. Nous avons besoin de nous préciser ce que représentent pour nous les valeurs chrétiennes, incorporées depuis près de deux mille ans à toutes les formes de notre vie intime comme sociale.

LA CIVILISATION EN GÉNÉRAL

Enfin la question est même posée de savoir ce que vaut la civilisation en

tant que telle. Le problème se repose à toutes les périodes décadentes. Nous ne pouvons l'éluder. Est-il bon pour l'homme de vivre en société, de développer son esprit de raffiner ses sentiments, de créer des techniques matérielles pour ses besoins et ses plaisirs, d'inventer des littératures et des arts ?

Remettre en question ne veut pas dire nécessairement rejeter, mais reprendre à la base et poser à nouveau. La qualité de la civilisation de demain dépendra en grande partie de l'honnêteté avec laquelle sera fait cet examen. Nous avons à rebâtir un monde neuf, réexaminons un à un les matériaux qui nous serviront.

Conclusion

L'HOMME

Le sens supérieur de la révolution du XX^{e} siècle n'est donc pas :

— Dans des rancunes contre des hommes ;
— Dans l'élimination d'erreurs politiques ;
— Dans la destruction d'un ordre social ;
— Dans la construction d'un ordre rationnel, etc... mais dans la redécouverte de l'homme et c'est dans cet éclairage qu'il nous faut tout examiner, à nouveau.

Tous les points que nous avons vus antérieurement, valables, justifiés, certes, ne sont que des aspects partiels du problème — des moyens d'analyse, des instruments de recherche et des points d'application d'une action qui ne peut être que multiple et convergente mais qui ne prend son vrai sens que d'une vue d'ensemble.

Ce qui est en cause c'est toute notre civilisation et le type d'homme qu'elle a progressivement procréé. C'est toutes les formes de la civilisation que nous avons à reprendre, c'est tout un homme nouveau qu'il nous faut faire naître. Toutes les questions de constitutions, d'institutions, de recettes économiques, d'enseignement, d'urbanisme, et les autres sont à prendre ensemble et dans cet éclairage.

Devant un type humain dégradé, devant des esprits affolés et désarmés, nous avons à concevoir un type d'homme restitué dans sa beauté, un homme où toutes les facultés se développent harmonieusement.

Un type humain s'exprime dans un type de civilisation déterminée. Nous avons à repenser tous les ingrédients de la civilisation actuelle par

rapport à l’homme, non au plaisir ou à l’intérêt de quelques ou de beaucoup d’hommes, mais à la qualité du type humain qu’ils aident à créer.

Une crise si ample qu’elle met en cause les fondements mêmes de notre civilisation nous offre au moins en compensation une perspective magnifique : aider à naître une grande civilisation que nous devons vouloir aussi grande et aussi belle, sinon plus grande et plus belle que les plus belles de l’histoire, et développant un type humain en qui s’épanouissent le plus richement et le plus harmonieusement possible toutes les facultés et toutes les valeurs dont notre espèce est capable[33].

Beau rêve, grand rêve, mais non pas pur rêve, toutes les grandes révolutions contemporaines prétendent chacune, avec une civilisation toute nouvelle refaire un type d’homme tout nouveau. On les jugera, l’avenir les jugera, l’histoire les jugera sur une seule chose : précisément l’homme qu’elles auront su créer, et la révolution qui finalement vaincra ce sera celle-là, et celle-là seulement, en dépit de toutes les autres circonstances, qui aura fait naître les hommes les plus complets, les plus beaux, les plus grands, les plus hommes. C’est par là Français, que notre destin est entre nos seules mains.

CHAPITRE III

Révolution nationale Révolution populaire[34]

*

Tout l'homme à restaurer, toute une civilisation à construire, la tâche de notre génération n'est rien de moins. Mais cette tâche globale se décompose en une multitude de problèmes particuliers. Leur étude forme précisément l'objet de la présente collection. Mais l'un d'eux mérite cependant d'être examiné ici-même, car il est l'un des plus graves qui s'offrent à nous et parce que son étude prend place naturellement dans ce volume consacré au cadre historique, à la genèse et au sens d'une crise historique dont il forme un des ingrédients majeurs : le problème du prolétariat, le problème de l'unité, de l'unification sociale de la Nation, condition préalable de toute révolution efficace, de toute renaissance nationale, de toute reconstruction de l'homme.

I. — Un idéal unique L'opposition national-populaire

La carte politique de la France d'avant-guerre comme, avec des nuances, de la plupart des nations européennes, était caractérisée par la séparation du pays en deux clans hostiles, qui se réclamaient d'idéologies opposées et qui étaient animés d'esprits également opposés.

En France, les étiquettes dont on s'affublait jusqu'à la guerre, étaient celles de « droite », et de « gauche ». En réalité, elles n'avaient plus de sens vrai et ne servaient plus qu'à des simplifications électorales. C'étaient des « gris-gris » hérités du passé, de l'idéologie du VIII^{e} et du XIX^{e} siècles. On en a essayé beaucoup de définitions. La plus simple est encore celle-ci : étaient de gauche, les gens qui se réclamaient de l'idéal sentimental de la Révolution de 89 ; étaient de droite, les gens qui rejetaient pour quelque raison que ce soit, cet idéal sentimental. C'était par

rapport à la conception jacobine de l'homme que s'était faite cette coupure, par rapport à Rousseau, à Mably ou Condorcet, c'est-à-dire à leur vision libérale et individualiste du monde.

Mais au cours du XX^{e} siècle, le sens en avait, en partie, changé, ou plutôt elle avait été remplacée par une autre toute différente, celle qui oppose ceux qu'on peut appeler à défaut de termes meilleurs : les nationaux et les populaires. On manque en effet de termes exacts pour désigner ces nouveaux clans ennemis : la terminologie droite-gauche, mère de nos catégories parlementaires, les a masqués longtemps car on n'a cessé, à des fins électorales, d'essayer de les identifier.

En réalité, c'est sur des points de vue tout nouveaux que se faisait maintenant le partage. Un des clans se réclamait avant tout de l'idée de nation et de tout ce que ce mot porte sentimentalement. L'autre ne voyait que les réformes qui devaient introduire plus de justice dans l'ordre social. Et suivant une évolution qui s'était faite au cours du XIX^{e} siècle dans l'esprit de presque tous les Français, l'idéal « national » avait fini par s'identifier avec le conservatisme social et l'idéal « populaire » avec celui d'antination et d'internationale.

Dans l'entre-deux guerres, quelques esprits essayaient bien de faire la soudure, en vain : la masse du pays restait coupée en deux camps hostiles, se réclamant d'idéaux qu'ils croyaient opposés.

En réalité, cette coupure « politique » cachait ou mieux révélait une coupure « sociale » autrement grave, celle qui séparait et sépare encore la « nation » et le « prolétariat ». Mais le vrai problème n'était pas vu. Et le trouble et souvent l'hypocrisie de la vie parlementaire de la France d'avant-guerre tenait à l'équivoque entretenue à dessein entre l'opposition « droite-gauche », l'opposjtion « national-populaire » et le fait social qui ne s'identifiait exactement ni avec l'une ni avec l'autre, mais était utilisé à des fins partisanes.

Pour nous la mythologie : « droite-gauche » n'a plus de sens et est aussi périmée, aussi dépassée par le cours de l'histoire, que la querelle des Armagnacs et des Bourguignons ou celle des Jésuites et des Jansénistes. Mais il reste la coupure sentimentale profonde, au milieu de la Nation, entre nationaux et populaires, que la guerre a masquée sans la supprimer, et la coupure sociale entre nation et prolétariat. Ces deux questions, non identiques, mais connexes, forment un des problèmes capitaux de l'heure présente et tout particulièrement pour la France. Comme la deuxième commande la première et que ce n'est qu'en supprimant la coupure sociale que nous pouvons espérer réconcilier les clans ennemis, c'est surtout au point de vue du problème prolétarien que nous nous placerons.

LE PROBLÈME PROLÉTARIEN

Il n'y a pas, contrairement à l'idéologie marxiste, dans les nations capitalistes et spécialement dans notre France, deux classes, celles des possédants et celle des prolétaires. Cela est une simplification artificielle que Marx avait bâtie en considérant la société industrielle de Manchester il y a un siècle déjà. Elle n'a jamais été applicable en France[35]. Il n'y a jamais eu une classe bourgeoise qui se serait opposée à une classe populaire. La pensée de Marx a beaucoup flotté sur la définition de la classe, mais quelle que soit celle que l'on adopte, il n'y a pas de classe bourgeoise.

Classe = groupe d'intérêts ? Mais à quelle « classe > vont les intérêts de la petite bourgeoisie et de l'artisanat prolétarisé ?

Classe = ensemble des hommes exerçant la même fonction économique ? Mais alors, si les travailleurs salariés dépendants forment bien une classe, le prolétariat, on observe partout ailleurs des fonctions variées, multiples, et souvent opposées, comme la fonction de l'entrepreneur et la fonction de capitaliste prêteur d'argent.

Classe = ensemble social différencié ? Mais alors, si le prolétariat est en effet une classe dans ce sens, il y a bien des bourgeoisies distinctes et même distantes et souvent hostiles.

Et l'évolution historique au cours des XIX^{e} et XX^{e} siècles a été contre le schéma marxiste, en développant une classe moyenne qui n'existe dans aucune des deux catégories tranchées, exigées par la « dialectique » marxiste.

Enfin, il ne semble pas, contrairement au même schéma, que le sentiment prolétarien essentiel soit une opposition à une autre classe, mais bien plutôt une nostalgie d'ascension, de retour.

Et c'est là, en effet le vrai sens du problème du prolétariat.

Il n'y a pas deux classes ennemies, mais une nation et une classe. La situation, tout aussi tragique, est dans le fait que, sur le sol national, il y a deux éléments : il y a une « nation » française installée chez elle, qui a sa maison, son métier, ses habitudes, ou son village, ses traditions, son milieu social, une certaine sécurité du lendemain et une certaine sécurité sociale. Et il y a une « classe » qui est campée sur le sol d'une nation dont elle est rejetée et dont on a tout fait pour lui faire croire qu'elle ne faisait pas partie. Les marxistes au cours du XIX^{e} siècle, ont utilisé cette situation et ont fait croire au prolétariat industriel que son sort était lié, non pas aux membres de la nation, mais aux autres prolétariats industriels des nations voisines. On a essayé progressivement d'interpréter dans le sens d'une

idéologie internationale la rancœur du prolétariat qui n'était pas chez lui sur le sol de ses ancêtres. En fait, comme nous verrons, on n'y est jamais arrivé tout à fait mais cette propagande partait d'une réalité : l'isolement du prolétariat à l'intérieur de la nation.

Que faut-il entendre par là ? Deux points importants : le prolétaire vend son travail — et les salaires sont généralement juste suffisants pour l'entretien du travailleur et de sa famille et ne lui permettent pas le plus souvent d'épargner pour acquérir un patrimoine qui lui permette de changer de « classe ».

Contrairement à l'artisan, au paysan, l'ouvrier n'a plus la disposition, la domination des moyens de production. Il est au contraire esclave d'une machine qui ne lui appartient pas et dont il n'a pas à connaître le pourquoi économique. L'outil de l'artisan, du paysan, sert à l'artisan, au paysan ; l'ouvrier, lui, sert une machine qui le commande, l'entraîne et finit par l'absorber. L'artisan développe sa personnalité, l'enrichit par les outils dont il prolonge son action ; l'ouvrier a sa personnalité étouffée, subordonnée et anihilée par la machine et pas seulement aux heures d'atelier. Et il ne s'agit pas d'une simple domination technique, par les exigences de la chaîne ou du rythme de telle presse ou de tel tour à alimenter, mais d'une domination économique car la machine est dans le monde capitaliste une main-d'œuvre concurrente de la main-d'œuvre humaine, et plus docile, et qui sert à contenir ses exigences par la menace perpétuelle du chômage technique, de la mise à la rue d'ouvriers remplacés par une machine plus récente et plus perfectionnée. L'ouvrier est coupé des moyens de production et est dominé par la machine.

L'ouvrier n'est pas plus maître de ce qu'il fait que de ce qui lui sert à faire. La produit de ses mains lui est étranger. Le travail n'est pas pour lui le prolongement de sa personnalité, une façon de se manifester en créant ; il n'a à connaître ni le sens ni la destination de son œuvre, il ne « crée » pas, il ne « s'exprime » pas, il fait un certain nombre de gestes pendant un certain temps. Il est coupé du produit de son travail.

Enfin, il est coupé de sa propre force de travail. Elle non plus ne lui appartient pas, elle aussi est dépersonnalisée, elle aussi n'est plus une manifestation de sa personnalité, une partie de sa substance, une portion de sa vie, elle perd en droit tout caractère humain. C'est une marchandise, et une marchandise anonyme qui se mesure et se paye à l'heure comme d'autres au mètre ou au kilo.

Le prolétaire est pratiquement rivé à un statut qui enlève à son travail le caractère humain, qui fait de lui une machine ou mieux une sous-machine, qui le retranche de la société des hommes normaux.

Car cette fonction économique si particulière entraîne une ségrégation sociale très tranchée. Les hommes condamnés à ce mode de travail ont été, par la force des choses, coupés des communautés naturelles agricoles dont la plupart directement ou médiatement étaient issus, ils ont été entassés dans quelques villes, et dans ces villes, dans des quartiers et des immeubles particuliers, bien caractérisés et séparés. Les villes modernes ont leurs quartiers ouvriers comme celles du moyen âge avaient leurs ghettos, et ces ghettos rassemblent une humanité aussi coupée moralement et intellectuellement du reste du pays que pouvaient le faire ceux du moyen âge. On s'ignore entre classe prolétarienne et la nation. Le vêtement, le genre de vie sont différents. Signe caractéristique des grandes coupures sociales : on ne se marie pas par-dessus cette barrière.

Les façons courantes de penser et de sentir sont différentes, l'attitude pratique en face de l'argent, en face des hiérarchies sociales, en face des pouvoirs publics sont radicalement différentes dans le milieu ouvrier de ce qu'elles sont avec des nuances, mais constantes dans le fond, chez tous les autres milieux sociaux.

Tout un monde de valeurs intellectuelles et morales est fermé au prolétaire ; il y a des formes de civilisation, des raffinements de pensée qu'il sent ne pas être faits pour lui, il y a une littérature, un art bourgeois qui, non seulement ne sont pas faits pour lui, mais ont même pour but de servir de mot de passe et d'initiation à un milieu où il ne faut pas qu'il entre, qui sont destinée à le rejeter, à lui faire sentir que la haute pensée, çà n'est pas son affaire.

On pourrait analyser longuement les aspects de cette coupure profonde. Qu'il suffise de rappeler qu'elle se condense dans l'attitude morale réciproquement hostile de ces deux groupes humains : le mépris et la haine soupçonneuse et jalouse d'un côté, de l'autre un complexe de sentiments d'infériorité, de crainte, de défiance, de rancœur et de nostalgie envieuse.

Le tragique de notre structure sociale n'est pas dans le faux schéma de nations partagées en deux classes. Il est dans le fait d'une nation formée de milieux sociaux différents, complémentaires ou opposés, mais participant dans l'ensemble d'un esprit commun, de valeurs communes et tous également chez eux sur le sol de leurs pères, et d'une classe, minorité numérique, rejetée de chez elle, campée sur le sol qui était aussi le sol de ses pères.

C'est là le grand scandale donné par les nations industrielles. « Scandale » n'est pas trop fort, nous-mêmes le sentons, mais combien plus les gens qui appartiennent à d'autres civilisations que celle dont nous sommes si fiers. Quand, par exemple, des Arabes ou des Hindous instruits

viennent en Europe, leur première impression est d'émerveillement devant la perfection technique de notre civilisation. Mais très vite, quand ils ont vécu quelques temps chez nous, elle est de scandale devant une société qui a développé infiniment plus qu'eux le progrès matériel mais qui n'a su en profiter que pour maintenir dans la misère matérielle une partie des membres de la communauté nationale et pour lui imposer une misère morale et souvent une dégradation que l'on ne connaît pas chez eux. Ils viennent de pays où tout le monde vit à peu près de la même façon, couche sur les même nattes, a des étoffes plus ou moins riches ou brodées mais n'a tout de même qu'une étoffe sur le corps, participe aux mêmes façons de penser et de sentir. Et quand ils l'ont découvert, l'envers social et moral de notre civilisation leur fait horreur.

Ce scandale qu'il nous faut quelquefois à nous un effort de réflexion ou des cas individuels particulièrement monstrueux pour nous faire saisir, d'où vient-il ?

Il ne vient pas du hasard, Il est le fait naturel et nécessaire d'un régime économique, le régime capitaliste libéral. Il n'est pas question de faire du libéralisme économique un épouvantail chargé de tous les péchés du monde moderne ; nous n'avons aucun goût pour les simplifications partisanes. Il a eu sa raison d'être historique quand il a servi l'industrialisation de l'Europe. Mais il a eu aussi, qu'on le veuille ou non, cette conséquence de créer le prolétariat. Entre la Rome antique qui connut un prolétariat qui était presque un servage et l'ère industrielle qui est née en Angleterre au milieu du XVIII^{e} siècle, il n'y a pas eu le prolétariat ; il y a eu des pauvres, il y a eu des serfs, il y a eu des misères, il y a eu des injustices, il n'y a pas eu ce fait social très particulier qui s'appelle le prolétariat, c'est-à-dire la naissance d'une classe concentrée dans les villes et formée de travailleurs salariés dépendants, dont la subsistance dépend toujours du salaire de la fin de la semaine, qui ne sont pas maîtres pratiquement de leur travail, maîtres de leurs décisions, maîtres d'eux-mêmes.

Pourquoi le capitalisme a-t-il secrété naturellement le prolétariat industriel des villes ?

Quelques définitions sont d'abord nécessaires.

Nous[36] appelons « capitaliste » un régime caractérisé par l'existence de l'entreprise. L'entreprise est une exploitation où le travail et l'argent proviennent d'agents différents et qui travaille pour le marché et en vue du plus grand gain monétaire.

La comparaison avec d'autres systèmes éclairera ce point. Il y a *économie fermée* (par exemple villa mérovingienne ou manoir anglais du

moyen-âge) quand le chef est à la fois le maître de la main-d'œuvre (puisqu'il possède les serfs) et le maître des biens et des matières qu'il leur fait travailler. Il y a une *économie artisanale* quand le même homme fournit le travail et dispose du capital nécessaire pour faire marcher son métier, c'est-à-dire, en gros, pour avoir ses outils et les matières premières pour travailler.

La naissance du prolétariat est due à l'apparition d'un régime qui, lui, séparait le travail et le capital. A partir du moment où ces deux éléments de la production s'incarnaient dans deux hommes différents, la lutte s'ouvrait nécesairement entre des groupes d'hommes représentant des intérêts opposés. Deux solutions étaient en théorie possibles : le travail aurait pu l'emporter, et soumettre le capital, c'est-à-dire que la direction de l'économie aurait appartenu aux travailleurs, en tant que tels, à l'ensemble des producteurs. Le capital, organe nécessaire, aurait subsisté mais à une place subordonnée. Les producteurs, maîtres de la production, se seraient procuré du crédit contre intérêt sans que les prêteurs puissent intervenir dans la gestion des exploitations. Selon une formule qui n'est pas de nous : le travail aurait loué le capital. — C'est le contraire qui s'est produit. Il n'est pas question de récriminer contre l'histoire, mais il faut constater que c'est le capital qui l'a emporté au cours du XIX^{e} et du XX^{e} siècles. Les détenteurs de l'argent ont acheté le travail. Le travail est devenu une marchandise, une des marchandises (à côté des matières premières et des machines et sur le même plan) que celui qui a assez d'argent pour le faire achète et combine à son gré en ne considérant que le profit final, c'est-à-dire la différence entre le prix de vente des produits finis et le prix d'achat des éléments, des marchandises qu'il s'est procurés.

Le travailleur, ravalé au rang de la machine, en droit, de serviteur de la machine, en fait ; le travail devenu une marchandise impersonnelle : l'ouvrier mutilé de la dignité de créateur qui fait la grandeur par exemple du travail artisanal, travail humain, le prolétariat était né. Il apparaît avec ses traits essentiels en Angleterre dans la deuxième moitié du XVIII^{e} siècle, en France vers 1830.

Le prolétariat est né le jour où Jean-Pierre qui. jusque-là travaillait chez un patron artisan qui s'appelait Paul, qu'il connaissait, avec qui il discutait d'homme à homme ses intérêts, qui vivait avec lui dans une sorte de petite communauté, est devenu subitement un anonyme dans une caserne inhumaine, un anonyme qui a vendu dix ou douze heures de travail mécanique à un contremaître irresponsable, selon un taux dont il n'était pas maître, d'après l'état du marché du travail, un atome dépersonnalisé dans une foule qui non seulement n'était plus en aucune façon maîtresse de

son destin, mais dont le sort, dont la vie quotidienne, dont la subsistance de demain, dont la santé des enfants, dont « tout » dépendait de monstres mystérieux, lointains et tout-puissants : la Cité ou Wall-Street, la cote du coton Sakel ou l'accord des grands producteurs d'étain.

Une foule coupée de toutes les communautés naturelles qui forment la Nation, rejetée par les autres milieux sociaux, repliée farouchement sur elle-même par la rancœur de cet exil : la classe prolétarienne. Que, grâce à ses organisations syndicales, le prolétariat ait réussi à élever le niveau de vie d'une partie de ses membres, cela ne touche en rien au fond du problème. Ce qui est en cause, ce ne sont pas des images de misère, c'est un statut qui isole de la nation toute une partie de ses membres à qui il impose une fonction sous-humaine.

Il est faux de dire, il est naïf de croire, il est trop roublard de prétendre que la lutte des classes est un phénomène artificiel dû à une propagande idéologique néfaste et intéressée. Il y a entre le prolétariat industriel et le capital détenteur des usines une opposition de fonctions que des meneurs ont pu exaspérer et envenimer à des fins politiques, mais qu'ils n'ont pas créée et l'opposition sentimentale n'en est que la manifestation nécessaire. Elle est liée en droit, elle est liée en fait, elle est liée dans son développement, à la naissance et à la croissance d'un système économique défini, l'économie capitaliste définie plus haut, et ce problème prolétarien, ce problème de l'unité sociale de la nation ne sera résolu que par une réforme de structure qui élimine la cause même du mal.

Et ce n'est qu'en retrouvant cette unité sociale que l'on pourra retrouver l'unité morale de la nation. Ce n'est que de cette façon que l'on peut espérer supprimer la lutte qui oppose les Français en deux camps : nationaux et populaires. Et cependant, cette unité morale supérieure est un des aspects de la Révolution actuelle.

LE SENS DE LA RÉVOLUTION DU XX^{e} SIÈCLE

Depuis des années des esprits essayaient de se réclamer à la fois de ces deux idéals. Ils avaient raison car ils étaient dans le sens de l'histoire. Ils participaient déjà à l'esprit de la révolution du XX^{e} siècle. Qu'est-ce qui frappe en effet dans les événements que nous voyons depuis un quart de siècle ? C'est que toutes ces révolutions sont à la fois nationales et populaires au moins dans leurs intentions.

Ce qui caractérise la révolution du XX^{e} siècle dans tous les pays, c'est qu'elle ne sépare pas ces deux idéals qui, il y a encore un quart de siècle, semblaient irréductibles : c'est qu'elle les rassemble en un idéal unique.

La révolution russe, elle-même, qui avait cru ne se faire que sur un idéal populaire, profondément antinational, formulé dans l'idéologie marxiste, a retrouvé, par la force des choses, la nation, le cadre et les valeurs nationales. Sous le nom de « classe » elle a retrouvé en réalité le « peuple russe », la « communauté russe ». Elle a cru, encore au début, que l'on faisait à notre époque une révolution sur une idéologie abstraite, universelle et internationale, et l'expérience — une douloureuse expérience — lui a montré qu'au XX^{e} siècle une révolution est toujours nationale et populaire.

L'Italie, quelques années après, forte de cet exemple et croyant seulement qu'elle prenait le contre-pied du communisme, a continué dans le même sens. A un Etat qui se voulait ici, avant tout, national, il a fallu donner aussi des couleurs populaires, et faire la révolution italienne en tentant de réaliser la communauté italienne.

En Allemagne, la chose est nette, l'étiquette même du parti régnant le prouve, national et socialiste. Dans le nazisme, nous voyons surtout le « national ». Pour les Allemands à l'intérieur, c'est au moins autant le socialisme qui a frappé. La révolution allemande s'est faite sur le double idéal national et socialiste fondu en un idéal unique, la restauration de la communauté populaire allemande.

En Espagne, quand le jeune Primo de Rivera a voulu repenser une Espagne nouvelle, il a essayé de concevoir un ordre espagnol nouveau qui soit, selon l'étiquette de la Phalange, national et syndicaliste. Il a fallu le tragique de la guerre civile espagnole qui, comme toutes les guerres civiles, supprime les nuances et rejette les gens aux extrêmes, pour déformer les problèmes révolutionnaires espagnols en une opposition simpliste : communiste et anticommuniste.

Au Japon, avec des couleurs locales différentes, il en est de même.

Quel est le sens de tous ces efforts parallèles ?

Ils signifient que ce n'est pas une révolution d'une classe contre une autre classe, que l'on a réalisée dans ces pays, que dans toutes, nécessairement, fatalement, ressort le véritable caractère de la révolution actuelle. C'est dans la communauté nationale retrouvée que chaque peuple cherche l'essence de sa révolution. Chaque peuple fait sa révolution en réintégrant tous ses membres à la communauté nationale et en comprenant que ce n'est que parce qu'elle est nationale que cette communauté existe et se retrouve ; en fondant en un seul l'idéal populaire et l'idéal national.

Le mot de « communauté » éclaire profondément le sens de cette aspiration nouvelle.

Si les problèmes populaires sont seulement des problèmes individuels, si

la seule question est de savoir si Jean-Louis gagnera davantage et pourra s'acheter un appareil de T.S.F., la question de la Nation ne se pose plus. Il faut simplement voir les moyens qui permettront de réaliser ce but, s'il est but unique ; et l'on comprend que des penseurs aient conçu le cadre international pour réaliser les aspirations individuelles. L'opposition « révolution-forme nationale traditionnelle » est fille de l'individualisme. C'est parce qu'au départ on a oublié ce qui est son cadre normal, que le problème s'est posé par rapport à l'individu et non par rapport à son cadre naturel.

Nous, au contraire, nous avons à montrer que la vraie question n'est pas tant de savoir si Jean-Louis gagnera davantage, que de savoir si la société, si la communauté définie et concrète, historiquement limitée, où Jean-Louis s'enracine, si la France en un mot, retrouvera sa santé, sa raison de vivre et, par le fait même, assurera à tous ses membres les meilleures conditions de vie matérielle, morale et spirituelle possibles. Ce n'est pas Jean-Louis, en tant que Jean-Louis dont il faut résoudre le problème, mais c'est le corps ou la communauté où il s'intègre, à qui il faut rendre la santé pour lui permettre d'assurer à chacun de ses membres le développement le plus complet de toutes ses possibilités.

Et voilà le point fondamental qu'avec des vocabulaires différents, avec des étiquettes différentes, et souvent en se réclamant d'idéologies anciennes, car il est difficile de rejeter tout le passé, on essaye à notre époque de réaliser de tous côtés. Cette communauté politique retrouvée, la Russie l'appelle la « classe », l'Italie « l'Etat », l'Allemagne « le peuple ». Pour nous, Français, c'est la « Nation ».

II — La communauté nationale française Ce qu'est la Nation ?

Un volume de cette série, le quatrième, traitera plus longuement ce sujet capital. Il ne sera qu'esquissé ici et surtout négativement.

La Nation, ce n'est pas l'idée de nation, un gris-gris que l'on utilise dans le raisonnement, que l'on mêle à tous les sujets mais abstrait et sans âme.

La Nation, ce n'est pas une idée qu'on se fait de la Nation. On ne définit pas la France, par l'idéal qu'on se fait de la France, par le « génie » qu'on lui attribue. La France, ce n'est pas le pays de la « clarté », la terre élue du « génie latin » ou celle du « génie celte » ou le royaume de la « raison » ou la patrie de la « liberté ». On peut rechercher ce qu'on croit des traits essentiels du caractère français ou les « lois » de l'histoire de France, on peut avoir ses préférences dans les périodes de l'histoire de France ou dans

les multiples manifestations de l'âme française, mais on n'a pas le droit de dire : la France c'est cela, la France n'est que cela, la France n'est la France qu'autant qu'elle est cela.

Si nous identifions la France à notre façon personnelle de la comprendre, nous l'identifions nécessairement au petit groupe d'hommes qui partagent nos vues, et nous rejetons le reste hors de la nation. Si, au contraire, nous nous rendons compte que toutes les formes du passé n'étaient que des formes transitoires, que des façons pour la Nation de s'exprimer à un moment particulier de l'histoire, ce n'est plus sous telle forme particulière, sur telle structure politique, sur tel idéal particulier que nous mettrons le mot « France », c'est sur l'ensemble charnel des Français que nous mettrons le mot Nation, qui forment le corps France et qui portent dans leur sang et dans leur cœur l'héritage de tous les Français qui les ont précédés.

La Nation, pour nous, c'est la communauté politique française, c'est-à-dire une raison de vivre en communauté, mais aussi l'ensemble des hommes qui composent cette communauté, c'est une communauté charnelle porteuse de valeurs supérieures.

La Nation, c'est pour nous une terre et des hommes, avant d'être une idée.

Des hommes, et pas seulement quelques hommes, la France c'est tous les Français et non quelques Français. La Nation n'est pas une forme politique desséchée, liée à une certaine conception de la société, à une certaine structure sociale, au privilège d'une classe.

La Nation, ce n'est pas une aristocratie. Cette conception a été longtemps en honneur. Elle a été clairement exprimée au début du XVIII^{e} siècle par le Comte de Boulainvillers pour qui l'aristocratie descendait des conquérants Francs, le peuple des Gallo-Romains vaincus et qui ne donnait le nom de Nation qu'à l'élite franque conquérante ; c'est-à-dire à une minorité consciente, à une élite. C'était encore celle de Guizot pour qui la France était formée de deux peuples ennemis campés sur le même territoire, irréductibles l'un à l'autre et qui se battent continuellement au cours de l'histoire.

La Nation, ce n'est pas une classe, ce n'est pas non plus un parti. Elle comprend non seulement ceux de ses membres qui se réclament d'elle, mais ceux qui ignorent son vrai sens. La Nation française ne comprend pas seulement les « nationaux », mais tous les autres Français, à l'exception de ceux qui se rejettent eux-mêmes hors de la communauté nationale en se faisant les agents de l'étranger, et encore parmi ceux-là que la passion partisane aveugle, y en a-t-il qui, l'ignorant, sentent et pensent en français

et à qui il suffirait de révéler le vrai sens de la Nation. Il s'agit de donner à l'ensemble des hommes de chair qui vivent actuellement sur le territoire de France le sentiment profond qu'ils sont un seul corps, qu'ils sont tous la Nation.

Nous referons la France, moins en allant chercher dans les profondeurs du passé des définitions, des formules ou des recettes qu'en refaisant de tous les Français un corps, une vraie communauté humaine consciente d'un destin commun. Et ce jour-là, nous avons assez confiance en notre race pour penser que, reconstituée dans son intégrité, dans sa santé, et confiante dans l'avenir, elle sera capable de trouver les réponses les meilleures aux problèmes de l'heure, réponses qui choqueront certains par leur nouveauté, qui ne reprendront pas telles quelles des formes de notre histoire antérieure, mais qui n'en seront pas moins françaises, qui n'en seront pas moins un nouvel aspect de la France, une nouvelle façon d'exprimer son âme éternelle.

Car la France n'est jamais achevée.

HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Une des tâches de la révolution du XX^{e} siècle, pour nous est de faire et de continuer à faire la France. La France n'est jamais faite et ne sera jamais terminée. Il n'y aura jamais un moment de l'histoire où l'on pourra dire : « La France est parfaite, il n'y a plus rien à y changer ». Il faut qu'il n'y ait jamais aucun moment de l'histoire où l'on puisse dire : « l'âme historique, le souffle de vie, la flamme qui s'est allumée jadis entre l'Océan et le Rhin est épuisée, a fait son temps ». La Nation a toujours à devenir plus cohérente, plus ardente, plus féconde.

Les Français auront toujours à faire davantage, à faire plus profondément la France, car elle n'a cessé de se faire - progressivement au cours des siècles.

Les germes en ont plus de deux mille ans d'âge ; ils datent de la fédération religieuse des tribus gauloises, et de l'élément d'unité qu'elle apportait. L'administration romaine y a ajouté des cadres et une conscience collective nouvelle, l'ébauche d'une certaine unité politique. Mais la Nation française actuelle est née vraiment après les cassures des temps barbares et l'effondrement féodal, le jour où des Français ont senti que la dynastie capétienne représentait autre chose qu'un seigneur féodal parmi d'autres seigneurs féodaux, à partir du moment où dans le chaos des cœurs français se sont tournés avec une attention particulière que l'on n'avait pas pour le seigneur voisin,. avec un espoir nouveau, vers Paris et

vers Saint-Denis. Dans le cadre ethnique de l'ancienne Gaule, dans la nostalgie de l'unité romaine où la France était d'ailleurs masquée par le souvenir de l'Empire, c'est la dynastie capétienne qui a commencé à faire la France, qui lui a donné son premier germe d'unité.

Une autre grande étape de l'histoire de la France date du moment où l'ensemble des Français ont saisi sentimentalement qu'ils formaient un corps. Il a fallu que pendant des dizaines et des dizaines d'années l'étranger installé sur notre sol, que la guerre civile fomentée par l'Anglais, ravagent nos terres, anéantissent cette prospérité qu'avait connue la France capétienne, pour que, dans les larmes, dans le sang et les ruines, les Normands, les Berrichons, les Champenois, les Picards sentent qu'ils étaient Français. La grandeur de l'histoire de Jeanne d'Arc, c'est que, sorti du plus profond du peuple de France, non pas des grands seigneurs de la cour, non pas des habitués de l'hôtel Saint-Pol ou de la cour d'Isabeau de Bavière qui vendait la France à l'encan à l'étranger, il y a eu quelqu'un qui a incarné cette sentimentalité collective, le sens nouveau de la communauté française.

Une autre étape a été faite progressivement par la monarchie des temps modernes qui, à partir de Louis XI, a recommencé à rassembler les terres françaises et a, à peu près, achevé au cours de l'ancien régime le cadre politique de la nation française.

Une autre étape, une grande étape de notre Histoire, c'est le 14 Juillet, non pas le 14 Juillet 89, mais le 14 Juillet 1790, la fête de la Fédération. Ce jour-là, les représentants de ceux de mes ancêtres qui étaient bretons, et de ceux de mes ancêtres qui étaient dauphinois se sont rencontrés à Paris et ont déclaré solennellement qu'ils abandonnaient tout ce qui pouvait sembler s'opposer à l'unité nationale et, complétant la lente action des siècles et de la monarchie par une décision volontaire, ils ont fait à nouveau et sanctionné l'unité française.

Nous n'avons pas comme il est souvent de mode, à sourire de cette date-là. Il viendra peut-être un temps où nous serons obligés de refaire, même territorialement, l'unité française. A ce moment-là, nous comprendrons ce que nos pères de 90 ont pu ressentir quand, autour de l'autel du Champ de Mars, les représentants de toutes les provinces étaient réunis.

La Révolution de 1789 a donc été également une grande étape de notre unité, car elle l'a fait passer sur un plan plus populaire, elle lui a donné un caractère consenti, voulu par la Nation en même temps qu'elle la manifestait dans l'unification administrative et juridique.

Qu'est-ce qu'il reste à faire dans cette France qui a trouvé au XII^{e} siècle son germe politique, qui a trouvé dans les souffrances de la guerre de Cent

ans son unité morale, dont le cadre territorial a été bâti par la monarchie, qui a sanctionné par la manifestation du Champ de Mars en 1790 son unité juridique ?

Il y a à franchir une nouvelle étape de l'unité nationale, à lui faire gagner encore en profondeur et en plénitude.

Le niveau d'unité qu'il nous reste à atteindre, ce n'est pas du tout une unité sentimentale et superficielle. Il s'agit de faire un corps national qui soit un. Nous avons fait une nation politiquement une, administrativement une, territorialement une, moralement une, il nous reste à faire une France socialement une, c'est-à-dire à achever la communauté française. La tâche des pères n'est pas terminée. Tant qu'il y aura sur le sol de France une nation qui est chez elle et une classe rejetée hors de cette nation, une classe qui ne peut participer au passé et aux valeurs nationales, qu'on rejette constamment de ce passé et de ces valeurs, la France ne sera pas faite.

Là aussi, nous sommes en avance d'une étape sur la plupart des autres peuples européens. La Russie, l'Italie, l'Allemagne, en même temps qu'elles font leur révolution du XX^{e} siècle, subissent une crise d'unification politique, et c'est en partie à cette circonstance qu'elles doivent une partie des traits de leurs révolutions, en particulier le totalitarisme.

Pour nous, qui avons franchi cette crise de 1789 à 1795 et avec des symptômes analogues, la tâche d'unité n'est plus politique ou juridique, elle s'attaque au tissu même de la Nation, aux relations réciproques des membres de la Nation, qu'il s'agit d'intégrer en une véritable communauté nationale.

Voilà la nouvelle étape que nous avons à parcourir. Voilà pourquoi et comment convergent dans l'unique idée révolutionnaire du XX^{e} siècle les deux idéals dont nous nous réclamions les uns et les autres pour nous opposer : l'idéal national et l'idéal populaire.

Nous n'aurons fait la révolution du XX^{e} siècle que quand une élite sortie de tous les milieux saura s'attaquer virilement au problème capital qui est de faire, avec toutes les conséquences que cela comporte, dans les institutions et dans les faits, et non seulement les intentions, l'unité de la communauté française. A ce moment-là seulement, nous aurons le droit de parler de « révolution nationale ». Jusque-là, nous pouvons siroter des principes, nous gargariser de la satisfaction de voir la Révolution Nationale faire triompher nos anciennes « idées », nous pouvons essayer de faire germer un esprit nouveau, de jeter les bases juridiques d'un ordre futur, mais nous n'aurons fait de tâche révolutionnaire que quand les réformes profondes de structure se seront attaquées au problème central de

réintégrer le prolétariat à la communauté nationale.

III. — Comment s’achèvera la communauté française Les Réformes profondes de structure

Réintégrer le prolétariat à la communauté nationale, cela signifie certes rendre au monde ouvrier l’orgueil de son passé national, mais ce n’est pas par des exhortations touchantes et creuses qu’on y arrivera ; l’unité morale de la nation, le retour à un foyer unique, au foyer des pères, du frère « national » et du frère « populaire », ce n’est pas en courant de l’un à l’autre, en les retenant par le pan de leur veston, en leur mettant les bras autour du cou pour leur chuchoter à l’oreille des paroles d’apaisement, ce n’est pas par des simagrées émouvantes que nous y arriverons.

Faire l’unité française, cela ne signifie pas donner au patronat ou, si on veut, à certains milieux patronaux, ou à la classe bourgeoise, ou à tout ce qu’on voudra le sens social. Ce mot n’a aucun sens. Soyons francs. Quand on parle du social et que l’on à l’impudeur de le séparer de l’économie, cela veut dire qu’on veut soigner les symptômes, sans oser voir la maladie. Il n’y a pas un problème social qui serait séparé d’un problème économique. Il n’y a pas des problèmes sociaux que l’on traitera sans aller à la source du mal, c’est-à-dire au régime économique. Exhorter les « nationaux » à être sociaux, cela signifie vouloir conserver la source des maux actuels, mais préconiser l’aumône qui en masque partiellement les effets.

Faire l’unité française, cela ne signifie pas plus prêcher au prolétariat le patriotisme ou rendre le patriotisme au prolétariat. C’est une prédication qui n’aurait aucun sens. Il faut insister sur ce point. Le problème pour nous n’est pas de refaire un nationalisme : il n’est pas de dire à des Français qui en ont perdu le sentiment : « Retrouvez le patriotisme. » C’est une vue de pastorale, d’illusion. Ce n’est pas au nationalisme qu’il faut ramener le prolétariat, c’est à la Nation.

Enfin, faire l’unité morale française, cela ne veut pas dire non plus procurer une transaction acceptable entre deux parties. La meilleure façon de s’empêcher de voir clair et, par suite, d’aboutir, serait de conserver cette forme d’esprit parlementaire, de croire qu’il s’agit simplement de faire une unité avec deux camps qui se réclament d’idées différentes, en faisant une moyenne des deux et en disant : « Vous, vous passerez un peu de ceci et l’on vous passera un peu de cela. Vous, vous êtes nationaux, nous, nous sommes pour le peuple. Arrangeons-nous pour être à la fois un peu des

deux. »

Il ne s'agit pas de faire une unité nationale par une transaction entre deux principes différents, en essayant de combiner deux partis ennemis qui cèdent sur quelques points, car c'est admettre encore que les deux idéals différents dont se réclament ces camps sont opposés dans leur essence. Il nous faut aller plus loin ; il nous faut aller assez profond au cœur du problème pour comprendre que c'est le même idéal que nous voyions autrefois sous deux jours différents.

Le problème n'est pas de faire sacrifier aux nationaux certaines choses pour appâter les classes populaires : ni inversement d'accepter par la force des choses certaines nécessités nationales, certains cadres nationaux. Cela n'a aucun sens. C'est en instituant une structure politique et économique qui fasse participer tous les Français aux prospérités et aux déboires, aux bonheurs et aux malheurs de la communauté nationale. C'est à ce prix, et à ce prix seulement que se fera l'unité de la communauté française. Et les conséquences sentimentales s'ensuivront nécessairement.

LE RETOUR DU PROLÉTARIAT CHEZ LUI

Ramener le prolétariat dans la communauté française ? En réalité, formule fausse. Nous n'aurons vraisemblablement pas à l'y ramener. Nous aurons à constater un jour, je ne sais quand, qu'il rentrera lui-même et sans demander l'autorisation, dans la communauté française, c'est-à-dire dans la maison de ses pères, c'est-à-dire chez lui.

Et ce faisant, il ne fera qu'achever un mouvement que l'on voit mal d'habitude, qui cependant marque profondément le XIX^{e} siècle et qui est né vers 1830 avec le prolétariat : la nostalgie nationale du monde ouvrier.

1848. On peut sourire d'une certaine humeur sentimentale de 48 bien que, pour moi, je la regrette un peu. J'aurais plus d'espoir dans l'avenir du pays si je voyais chez beaucoup de Français l'ardeur sentimentale et généreuse, même un peu aveugle, de nos aïeux de 48. En tous cas, si cette révolution a eu un sens, c'est qu'après vingt années de troubles, les répressions de 1830 et toutes les difficultés policières de la monarchie de juillet, la classe ouvrière a eu à ce moment-là l'illusion qu'il n'y avait eu qu'un malentendu de vingt ans et que c'était fini, qu'elle allait pouvoir rentrer en France. On ne lui a pas laissé longtemps cette illusion et on l'a vite chassée à nouveau.

Elle a cru y rentrer à nouveau en 71. Nous pouvons et devons regretter les erreurs de la Commune, ses ruines, mais son ressort sentimental profond, je ne reconnais pas des nôtres celui qui n'en est pas secoué. Je

plains ceux qui ne savent là-devant que parler « ordre » et « raison ». Il faut en faire la part, mais cela ne permet pas de maudire, cela laisse la possibilité d'estimer l'aspiration populaire généreuse qui animait cette émeute confuse.

Le sentiment français, je ne dis pas la raison, la froide raison, de quel côté était-il ? à Versailles ou à l'Hôtel de Ville ? Du côté d'une classe dirigeante qui voulait vite la paix pour vite recommencer les affaires, ou du côté des faubourgs, du côté des gens dont les pères avaient été cependant rejetés de la communauté française une génération auparavant ? Il y a un auteur qui est presque officiel maintenant, c'est Péguy. Si Péguy avait vécu en 71, de quel côté aurait-il tenu le fusil ? Il ne s'agit pas de faire l'apologie de la Commune, de ses erreurs et des malheurs qu'elle a provoquée, mais nous avons le devoir de reconnaître dans ses aspirations populaires profondes un nouvel essai de retour, encore avorté et combien rudement repoussé de la classe ouvrière à la communauté nationale.

1936, enfin, aurait pu et dû être une de ses tentatives, et dans la sentimentalité populaire il le fut. Mais ce fut aussi un nouvel échec et plus grave peut-être, car il vint moins d'une résistance hostile que de la trahison des chefs que le prolétariat suivait. L'histoire des années 36 est faite des efforts et des ruses des chefs « révolutionnaires » pour ne pas faire la révolution, et des « trucs » inventés par les chefs « socialistes » pour conserver le « capitalisme ». Les politiciens partisans ont dévié et saboté un mouvement populaire dont le sens profond leur était fermé car il dépassait infiniment le plan des basses petites combines parlementaires, mais dont ils sentaient confusément l'ampleur qui les effrayait.

Le prolétariat, écarté de la Nation par son statut a tenté d'y rentrer en 1848, on l'a repoussé ; en 1871, on l'a repoussé ; en 1936, ses chefs l'ont égaré et trahi. Il y rentrera un jour car sans lui la France ne sera pas vraiment la France.

Il y rentrera. Quand ? Peut-être demain, achevant ainsi la Révolution Nationale française. Mais il est possible qu'il y rentre sans être appelé. Un des buts essentiels de la Révolution en marche est de l'appeler. Mais jusqu'à présent seule la bourgeoisie française a parlé de Révolution Nationale, et si une bonne partie de ses membres, en comprend le sens profond et appelle le retour des frères séparés, une autre partie, la plus puissante, a su, jusqu'à présent, l'empêcher.

L'ère libérale comme les temps modernes a eu ses féodaux, mais les premiers avaient eu le geste généreux d'abandonner dans la nuit du 4 août les privilèges qui n'avaient plus à ce moment-là aucune contre-partie dans des fonctions sociales remplies effectivement. Il n'y a pas eu de nuit du 4

août dans notre Révolution Nationale. La construction révolutionnaire est pratiquement arrêtée et renvoyée à un avenir obscur. Elle aurait pu être plus avancée si pendant l'été 1940 une vague d'enthousiasme et de générosité collective, avait balayé certaines positions essentielles de l'ancien régime. Ce fut partiellement fait sur le plan politique, mais non sur le plan économique. Les principes de la Révolution Nationale entraînent logiquement ces réformes profondes, et exigent la suppression du scandale prolétarien. Pourront-ils porter pacifiquement et par un développement naturel toutes ces conséquences ? Il faut le souhaiter, car il y a certaines exigences de l'histoire qui sortiront malgré tout.

Le XX^{e} siècle verra en France comme ailleurs et mieux qu'ailleurs une révolution nationale qui sera en même temps populaire, une révolution qui fera la communauté française. Cette révolution, si ce n'est pas la bourgeoisie française qui la fait, ce sera le prolétariat qui la fera. S'il n'est pas appelé, il rentrera de lui-même dans la maison commune qui est aussi celle de ses pères.

Souhaitons seulement que dans les deux camps entre lesquels se déchire la France, se trouvent également des élites conscientes des vrais problèmes de l'heure et du vrai caractère de la construction révolutionnaire de demain, et qui sachent faire ensemble les grandes réformes nécessaires de structure. Elles donneront ainsi aux problèmes de la révolution du XX^{e}siècle les réponses françaises, les plus neuves, les plus amples, celles que l'Europe cherche encore, et feront du même coup une France renouvelée, rajeunie et grande, à laquelle ne manquera pas un seul de ses fils.

CHAPITRE IV

Mission de la France[37]

*

Car malgré la déchéance actuelle physique, intellectuelle et morale de notre peuple il est toujours la France, il demeure porteur de la mission qui fut constamment la sienne dans le passé, et il renferme encore assez de richesses humaines dispersées, mais saines et fortes, pour remplir à nouveau cette mission, quand les circonstances le permettront et que quelques hommes s'y attelleront.

Depuis qu'il y a une Europe, la France y a toujours rempli un rôle bien particulier, à elle propre et éminent. Les autres nations ont toutes, tour à tour, eu des périodes de puissance ou de civilisation brillante, elles ont toutes, plus ou moins, donné à l'Europe de grands hommes et de grandes choses. La France, elle, a un rôle à part : elle a, certes, donné à l'Europe, au moins autant que les autres pays, des hommes de génie et de belles et grandes créations de l'esprit humain : mais, de plus, et elle est seule à le faire, et elle l'a fait continument pendant le millénaire de l'histoire européenne, et c'est là certainement sa vocation propre, elle représente, elle incarne, elle exprime de cent façons l'aspiration à l'unité européenne ; et elle le fait non tant d'une façon matérielle et directe que parce qu'elle semble avoir un génie fait pour assumer les apports de chaque peuple, pour prendre tout ce que chaque nation donne de bon et de beau, pour lui enlever les caractères locaux qui le limitent, pour lui donner une forme et un ton qui le mettent à la portée de toute l'Europe, et, par le même mouvement, de toutes ces richesses disparates qu'elle transfigure, pour faire un tout organique, une synthèse à valeur universelle.

Et ce génie synthétique et rayonnant tient à un autre trait de notre caractère national, le besoin incoërcible d'apostolat intellectuel et spirituel. Toutes les grandes nations ont rayonné à un moment particulièrement brillant de leur histoire ; mais elles n'avaient pas pour but, pour raison

d’être, de rayonner, de donner ; c’est au moment où elles sont le plus magnifiquement elles-mêmes, le plus différentes des autres qu’elles servent le mieux l’Europe, mais par contre-coup, par retour, par sous-produit. Pour nous, nous sommes le plus nous-mêmes quand nous sommes orientés vers le dehors, vers une mission de rayonnement, d’apostolat universel.

Les autres peuples cherchent à se retrouver dans un moment éclatant de leur histoire, nous, nous nous trouvons dans une mission éternelle, que chaque génération a assumée, tout en lui donnant ses couleurs propres.

Les autres peuples se pensent, se définissent par opposition, par retranchement : contre telle forme de civilisation jugée contraire à leur génie propre. Nous, nous pensons par acceptation, par absorption, par synthèse et pas assimilation des éléments reçus d’ailleurs.

C’est une grave erreur, mesquine et desséchante, que de se figurer la France comme animée d’un seul idéal de clarté ou de raison, et de la définir contre des formes de pensée ou de civilisation jugées contraires à son génie. L’expérience montre que tous les ingrédients sont entrés dans la France historique, qu’elle peut tout absorber, que toujours, plus ou moins, elle accepte tout, mais qu’elle ne prend pas tel quel qu’elle n’est jamais dominée par ses acquisitions, qu’elle assimile, transforme, transfigure tout apport étranger, ou toute vue nouvelle, en fait son bien propre, et lui donne un aspect original, qui se trouve être en même temps, grâce à ce travail de synthèse et d’assimilation, un aspect plus largement humain et universel.

La « mesure » de notre pays n’est pas une mesure qui dit « non », qui se définit par un idéal formel *a priori,* un patron qui rejette tout ce qui ne peut coïncider avec lui, mais une mesure supérieure, fruit d’une synthèse riche, harmonieuse et profonde ; une mesure qui s’exprime non dans un canon, une règle, mais dans l’équilibre, le caractère organique, complet et largement humain qu’elle impose à la variété des éléments absorbés.

Notre génie ne se trouve pas seulement dans une période limitée, dans un instant brillant et privilégié de notre histoire, mais dans la façon dont toujours nous repensons, nous faisons nôtre et, en faisant plus nôtres, nous faisons en même temps plus universels les apports de chaque époque, dans un certain type de civilisation humain et universel dont la France a le secret. Quand nous pensons la France, nous la pensons nécessairement comme un centre de civilisation rayonnante, comme chargée d’une mission, et cette mission est une mission de synthèse, d’élaboration et d’apostolat, liée à un idéal bien défini d’humanisme.

Un bref examen de notre histoire va nous montrer les formes diverses que cette mission a prise au cours des âges.

I. — Continuité

La France a été la trame, le fil conducteur de l'histoire européenne. Dans tous les domaines, les autres peuples ont connu un apogée où ils éclairaient et souvent dominaient l'Europe. La France a connu quelques-uns de ces moments ; mais alors que les autres pays, en dehors de leurs siècles d'or, s'effondraient ou ne jouaient qu'un rôle effacé, la France, qui n'a été que très rarement au point de vue politique, la première nation d'Europe, et dont les siècles d'or sont, comme aux autres nations, limités, est restée continument, en dehors de la guerre de Cent ans, une des premières nations d'Europe. A côté de leurs apogées successifs mais décousus, elle assure la continuité de l'histoire européenne.

La scène de l'histoire européenne est occupée successivement par des premiers rôles brillants, des vedettes, mais, avant et après, ces vedettes ont été ou redeviennent des rôles subalternes. La France, elle, a aussi ses succès de vedette mais quand elle cède le pas à d'autres, elle reste au second rang, elle reste là, presque l'égale des plus grands, et plus sûre du lendemain. Les ministres brillants passent, mais près d'eux il y a le grand commis qui assure la marche du service, et qui maintient de l'un à l'autre la continuité. La France a été le grand commis de l'histoire européenne.

L'hégémonie politique française, quand a-t-elle vraiment existé ? si rarement : quelques rares moments au XIII^{e} siècle et encore, pendant une partie du règne de Louis XIV, quelques années sous Napoléon, et c'est tout. Et cependant en dehors de la période sombre de la guerre de Cent ans, si la France a rarement été, politiquement, la première nation, elle a toujours été des toutes premières. Autour de nous sont passés des géants : le Saint Empire, la Maison d'Autriche, l'Espagne, l'Angleterre et d'autres. Mais toutes ces puissances brillantes qui, à leur apogée, nous dépassaient et nous serraient, elles se sont effondrées successivement, et la France a continué. Un pays qui n'est pas fait pour l'Empire Européen, bien qu'il soit le seul à l'avoir à peu près réalisé, mais qui voit passer les empires.

Ceci est encore plus vrai dans le champ des formes de civilisation. Les autres peuples ont chacun connu une période étonnamment brillante, mais limitée et isolée. Ils ont tous connu un ou deux siècles d'or entre des siècles creux ou sombres. L'Irlande est le phare de l'Europe aux VI^{e} et VII^{e} siècles, le Portugal connaît au XV^{e} siècle, une civilisation magnifique ; l'Italie a rayonné, et avec quel éclat, pendant 150 ans (XV^{e} et XVI^{e} siècles) ; l'Espagne a eu son « siècle d'or » aux XVI^{e} et XVII^{e} siècles ; la Flandre, au XV^{e} siècle ; la Hollande, au XVII^{e} siècle ; la

Pologne au XV^{e} siècle où elle fut un temps l'Etat le plus brillant de l'Europe, l'Angleterre a commencé à jouer un rôle civilisateur à la fin du XVII^{e} siècle et décline au XX^{e}. L'Allemagne eut au X^{e} siècle sa renaissance othonienne, mais elle a attendu 1750 pour voir l'aurore d'une nouvelle apogée. La France, elle, quand elle n'est pas la plus brillante est toujours une des plus brillantes. Elle a des apogées. Elle n'a pas d'éclipse. Toutes les périodes brillantes des autres nations ne seraient que des perles isolées, s'il n'y avait pas eu la trame sur laquelle tout a été cousu et qui a tout fait tenir. S'il n'y avait pas eu la France, la civilisation européenne aurait encore compté la plupart de ses grands génies, de ses grands artistes, serait-elle vraiment la civilisation européenne ?

II. — Essais d'unité politique

Les seuls essais d'unification politique qu'ait connus l'Europe depuis Rome, c'est la France qui les a tentés. Les deux seuls moments où l'Empire européen a été autre chose qu'une fiction archaïque, ou une rêverie de théoriciens, ce fut quand la France tenta de le réaliser : l'Empire franc de Charlemagne, l'Empire français de Napoléon.

III. — Apostolat. — Rayonnement

Mais l'essence de sa mission semble plus haute, plus spirituelle. Le peuple apostolique de l'Europe, c'est nous : au cours de toute l'histoire, apostolat catholique (les Croisades, essentiellement françaises, le mouvement missionnaire catholique des Temps modernes et du XIX^{e} siècle, en grande majorité française), apostolat protestant, enfin apostolat philosophique et libéral, depuis le XVIII^{e} siècle. La France ne peut être pénétrée d'un haut idéal sans éprouver le besoin de le rayonner, sans se croire tenue tout spécialement de le rayonner.

IV. — Valeur universelle et synthèse

Enfin, c'est ici qu'apparaît surtout une leçon actuelle, nous avons été le centre de rayonnement, de contact, de fusion, de tout ce qui se faisait de beau et de grand en Europe. Notre rôle historique n'est pas seulement la

continuité dans le temps, il est également et mieux, à chaque époque, de donner à toutes les formes de civilisation, à toutes les aspirations généreuses ou grandes, leur forme la plus riche et la plus universelle. Même quand elles ne viennent pas de chez nous, il faut qu'elles passent par des têtes et des cœurs français pour avoir leur valeur pleine-et leur résonnance la plus ample.

MOYEN AGE

Quand l'Europe a commencé à naître après le chaos barbare, après l'essai avorté de renaissance carolingienne et othonienne, où est-elle née ? Quelle était la face de l'Europe quand nos pères bâtissaient Cluny, Moissac, Saint-Sernin de Toulouse, le Puy, Vézelay, écrivaient la Chanson de Roland et le Lancelot, et créaient la pensée philosophique moderne ? Ne parlons pas de renaissance, mais de « naissance ». La naissance de l'Europe, elle s'est faite chez nous et par nous, au XII^{e} siècle, le siècle des genèses, le siècle des départs, le siècle des enthousiasmes, le siècle sur lequel nous vivons encore en grande partie. Dans ce siècle immense, dans le suivant le XIII^{e} siècle, le siècle des plénitudes, nous avons jeté les bases de la civilisation européenne dans toutes ses formes[38].

Discipline religieuse rénovée, spiritualité nouvelle, théologie, philosophie, littérature, langue, arts plastiques et musique : l'essentiel des formes de la civilisation du moyen âge montant, jusqu'au XIV^{e} siècle, sont françaises. Ceci mérite qu'on s'y arrête.

Ces trois siècles, les XII^{e}, XIII^{e}, XIV^{e}, sont la seule époque où l'Europe ait connu une véritable unité d'esprit et de civilisation, peut-être le seul moment où l'on s'est approché de l'idéal d'une Europe harmonieusement une dans sa diversité, et consciente de cette unité, une Europe qui était en même temps à peu près la chrétienté catholique, et dont le dicton cité plus haut en note, donnait la formule : unité religieuse par l'autorité du pape et le prestige doctrinal de l'Université de Paris, une certaine unité politique d'un type particulier, et que les nationalismes modernes ont fait oublier, par le prestige de la couronne impériale allemande, et surtout unité de civilisation et d'esprit par le rayonnement et l'influence souveraine de la France. Cette civilisation médiévale a été une magnifique réussite : plus qu'aucune que l'Europe ait connue, elle a été à la fois complète et une : elle a trouvé à toutes les activités humaines une formule particulière, marquée d'un caractère propre et fortement intégrée à un tout, relevant d'un même idéal, d'une même conception de l'homme et du monde, et harmonieusement ordonnées dans un ordre de valeurs qui n'en rejette

aucune, mais les garde toutes, à leur place, à leur rang, et éclairées d'en haut par les valeurs religieuses. L'Europe n'a plus jamais connu cette profonde, riche, complexe et harmonieuse unité : unité de l'Europe, unité dans le cerveau et le cœur de chaque européen.

Or le seul moment où l'Europe a approché de cet idéal, c'est au moment où la France a fait l'Europe ; cette civilisation européenne si complète et si une, c'est aussi la civilisation la plus française, l'Europe n'a été le plus purement, le plus profondément l'Europe que quand elle a été le plus purement, le plus profondément française. Ceci n'est pas l'effet du hasard. La mission historique de notre peuple n'est pas de produire comme l'ont fait les autres, des types prodigieux d'humanité, des formes de civilisation d'un éclat exceptionnel. Elle l'a fait parfois comme l'ont fait les autres, mais son rôle à elle, c'est un rôle de synthèse. Son génie propre ne se définit pas par telle valeur propre, tel idéal défini, tel type de civilisation, mais par l'aptitude et le besoin de donner à tout ce qu'elle élabore, qu'il vienne de son fond, ou qu'il soit emprunté, le caractère le plus complet, le plus riche et le plus universel. Génie de synthèse, génie par conséquent d'équilibre supérieur, et génie rayonnant.

Le moyen âge est à nos yeux une période privilégiée, car il présente le type le plus pur de civilisation totale et une qu'ait connu l'Europe, c'est-à-dire l'idéal de ce que notre génération doit réaliser, avec les formes toutes nouvelles, mais dans un esprit proche. Mais c'est en même temps le moment où la France s'est le plus librement, le plus spontanément, le plus totalement exprimée elle-même ; où elle a tiré de son propre fond tous les éléments d'une civilisation complète. *Le monde le plus français, a été en même temps la plus belle réussite européenne.*

La comparaison, avec les périodes historiques suivantes le montrera encore mieux.

Cette unité, l'Europe la perd dès le XV^{e}siècle et elle ne l'a jamais retrouvée complètement. Les historiens montrent bien dès cette époque la fin des éléments d'unité médiévale : effondrement de l'idéal de chrétienté organique, avec le prestige pontifical et l'autorité impériale, et naissance des nationalismes qui au lieu d'une nostalgie d'unité ont un idéal de division et d'autonomie, effritement de la civilisation à type français dans le développement de tous les centres de pensée, de toutes les écoles locales, de toutes les couleurs, de toutes les caractéristiques nationales. L'Italie, en particulier, prend conscience d'elle-même au XV^{e} siècle contre la civilisation médiévale et par le retour aux idéaux antiques, et au XVI^{e} siècle l'Allemagne se retrouve, se repense, dans la réforme luthérienne : deux éléments de division de l'Europe, deux éléments de scission des

consciences et des esprits européens, dont les effets se font encore sentir de nos jours.

Et là encore cependant, dans une Europe divisée, politiquement et spirituellement, dans une Europe déchirée, c'est la France qui, fidèle à sa mission et à son génie, essaye d'apporter les essais d'universalité et d'unité.

RÉFORME

La réforme est née de l'inquiétude religieuse d'une Europe en qui les vieux idéals médiévaux avaient disparus, mais sa manifestation commence par la crise de conscience d'une âme allemande, et combien profondément allemande ; elle est en fait très vite un christianisme allemand, et elle est un moyen pour l'Allemagne de tenter de retrouver son génie propre contre les formes romaines de religion. Elle sert à l'Allemagne à se retrouver en supposant au christianisme européen. Et, dans une Europe qui a perdu le sens de son unité, elle sert aux nations à manifester leurs naissances séparées et hostiles sur le cadavre de la chrétienté unifiée du moyen âge ; l'Espagne y prend conscience d'elle-même dans une opposition totale à l'esprit nouveau, l'Italie s'isole dans son classicisme païen, l'Angleterre y trouve la révélation de son génie propre dans une forme personnelle et ambiguë de christianisme.

De façon plus intime, la Réforme introduit la division dans l'individu. L'accent est mis sur l'inspiration personnelle, c'est-à-dire en fait sur ce qui distingue des autres hommes, sur « l'originalité » ; l'idéal religieux n'est plus mis dans la participation à la vie d'une communauté religieuse, l'Eglise, mais dans la recherche personnelle d'une pureté religieuse qui ne se définit que par des exclusives, des retranchements, des oppositions. L'Europe protestante qui a déjà brisé l'unité morale de la chrétienté s'effrite elle-même à son tour en une infinité de sectes insatisfaites.

Cependant, dans toutes ces oppositions, ces dissidences, ces coupures, la France met sur l'idéal nouveau la marque de son génie propre, synthétique et universel, si opposé profondément à la matière nouvelle qu'il essaye de traiter. Luther a fait un christianisme allemand, il faut une tête française qui en repense les principes, en tire les conséquences, en fasse un essai de système de pensée totale, pour en permettre la diffusion universelle. La France ne s'est pas découverte dans le protestantisme, elle ne s'est pas définie contre le protestantisme, elle l'a essayé et a tenté de lui donner une valeur universelle, une valeur « catholique ». Calvin est vraisemblablement le seul grand doctrinaire protestant qui ait conçu et

partiellement réalisé un protestantisme œcuménique et en même temps totalitaire au sens où le catholicisme médiéval était totalitaire, c'est-à-dire pénétrait et transfigurait sans les déclasser ni les déformer toutes les activités humaines. Luther isole son chrétien dans sa « conscience » et livre au « Prince » toute la vie extérieure ; Calvin a essayé d'élaborer une civilisation protestante complète, et s'il y a finalement échoué, c'est vraisemblablement qu'il est difficile de fonder une unité organique totale sur des principes qui sont dans leur fond individualistes.

RENAISSANCE ET CLASSICISME

Pendant que la France manquait de disparaître dans la guerre de Cent ans, l'Italie élaborait un type nouveau et à elle propre de civilisation dont l'idéal était un retour au paganisme, à la pensée et à l'art antique. C'est là qu'elle prenait conscience d'elle-même et de son génie au cours de son magnifique XV^{e} siècle.

Mais cette civilisation si brillante vaut-elle humainement celle du moyen âge ? Non, elle divise et mutile l'homme ; faisant l'apothéose de la « vertu » personnelle, des valeurs individuelles, elle rejette les valeurs religieuses et communautaires du moyen âge ; comme la Réforme, mais dans un tout autre esprit, elle instaure le règne de l'individu ; elle exalte un idéal de « raison > abstraite et négative qui s'oppose à toutes les autres valeurs humaines ; elle oppose dans l'homme la foi et la vie, la raison et la foi, la morale et l'art, le sentiment et la raison, elle donne à la jouissance esthétique une importance démesurée, la divinise, fausse la conception de l'art et du beau, dont elle fait un élément artificiel et « plaqué » et met l'accent non sur l'adaptation rationnelle de l'objet à son but mais sur l'originalité de l'auteur.

Cet idéal renaissant et classique, qui n'est nullement, quoi qu'on en dise, essentiel à notre soi-disant « génie latin » mais qui nous était étranger, profondément italien, conforme au génie italien, servit à l'Italie à s'exprimer elle-même. Mais il était bien incapable dans sa forme originale de donner les cadres d'une civilisation moderne totale et complète. La Renaissance italienne d'une part n'a pas été capable de concilier, n'a même pas cherché à concilier tous les éléments qui, coupés et opposés, continuaient à vivre dans la société et le cœur des hommes du XVI^{e} siècle : restes du passé et de la religion traditionnelle, science médiévale, remous de la Réforme, esprit nouveau ; d'autre part, elle n'a pas fourni les cadres d'une civilisation européenne une : elle a provoqué chez les autres nations la naissance de mouvements de renaissances locales, marqués de couleurs

locales, où sous quelques emprunts d'art décoratifs, s'exaspéraient les différences nationales.

Il a fallu la France pour tenter là encore un essai de synthèse et d'œcuménicité.

Les principes philosophiques posés par la Renaissance, où ont-ils trouvé enfin leur véritable expression : dans Campanella, dans Giordano Bruno ? Allons. Il a fallu qu'après deux cents ans une tête française, celle d'un petit gentilhomme poitevin les repense, en exprime le sens profond et la logique interne, et leur donne une expression, non locale et pittoresque, mais ample, homogène et capable de valeur universelle. La pensée classique, c'est un Français, c'est Descartes, qui l'a formulée pour des siècles.

L'art renaissant effrité au XVI^{e} siècle en écoles nationales, qui trouve au XVII^{e} siècle un essai incomplet de synthèse et de formes supranationales dans le Baroque : il a fallu que ce soit eh France sous Louis XIV, à Versailles, qu'il devienne l'art classique, qui de là a pu donner à l'Europe pour un siècle une unité de style qu'elle avait perdu depuis le XIV^{e} siècle.

Et ceci dépasse le simple plan de l'art plastique. De tous les éléments pleins de sève mais disparates qui forment les renaissances nationales, des apports italiens, des souvenirs de l'antiquité, de la religion traditionnelle, des restes de la scholastique médiévale, des vues nouvelles introduites par la Réforme, il n'y a eu qu'un essai de synthèse, la France classique de Louis XIV. Notre classicisme, est un essai conforme à notre génie et qui reprend inconsciemment et incomplètement notre réussite médiévale, de synthèse de tous les éléments, de la vie moderne, en une civilisation totale, homogène, ordonnée et éclairée par quelques principes centraux : essai de réconciliation entre la renaissance païenne et le catholicisme, la vie chrétienne et le rationalisme nouveau, le mysticisme et l'humanisme, essai contre la réforme luthérienne de réintégrer la vie religieuse à une vie communautaire et à la vie publique et politique, essai de conserver tout l'essentiel du catholicisme traditionnel, mais de lui intégrer la culture classique, et par le biais du Jansénisme, tout un côté sentimental de la Réforme, il a essayé de faire une civilisation à la fois traditionnelle et moderne, européenne et nationale, classique et chrétienne. Il n'y est pas arrivé totalement, car cela n'était pas possible ; une partie des principes classiques étant par eux-mêmes dissolvants, diviseurs, et opposés à l'union des nations et à l'union profonde dans l'homme. C'est pourquoi, en dépit de l'opinion de beaucoup, notre civilisation classique n'a pas la perfection humaine de notre civilisation médiévale. Mais la faute en est qu'au moyen âge nous avions nous-mêmes créé nos éléments de synthèse tandis que dans les temps modernes nous avons travaillé sur des éléments reçus

d’ailleurs.

Dans la civilisation des temps modernes, ce qu’il y a de particulariste, vient de la Réforme allemande, et de la Renaissance italienne, l’élément de synthèse supérieure, là encore, est français. Le seul moment où l’Europe ait retrouvé, comme au moyen âge, mais dans un éclairage différent, une civilisation commune, une langue commune, et le sentiment d’une certaine unité morale, c’est au XVIII^{e} siècle, et dans les formes françaises et avec la langue française.

LIBÉRALISME

Il en est de même pour la civilisation libérale qu’a fait rayonner dans le monde, encore cette fois, notre révolution de 1789. Les principes en sont-ils français ? Non, Dieu merci ; pour l’essentiel ils sont anglais. Cette conception de l’homme et du monde, si elle trouve sa source ultime dans les principes du libre examen protestant, du rationalisme et de l’individualisme renaissants, c’est en Angleterre qu’elle se manifeste avec l’essentiel des traits qu’elle a gardés pendant la période libérale, traits profondément anglais, traits caractéristiques du génie anglais. Ce sont des penseurs anglais, Hobbes, Locke, Mandeville, les Unitairiens, et tant d’autres qui. ont élaboré cette idéologie. Cet idéal sordide, mercantile et individualiste, cette apologie de l’égoïsme, de la lutte des intérêts matériels, de la production à tout prix, il ne pouvait être français. Mais pour que ce mouvement de pensée ait pris la puissance de rayonnement, la force irrésistible qui lui a permis de bouleverser le monde, il a fallu qu’il repasse par des têtes et des cœurs français qui lui ont donné une forme claire et universelle, en ont fait un système de pensée total où s’est intégré tout un apport rationaliste venu directement de la Renaissance et de Descartes et au moins autant lui ont donné des couleurs généreuses, une valeur sentimentale et une chaleur de cœur qui lui manquaient.

Il fallait que Voltaire aille en Angleterre, il fallait que pendant un siècle tout soit à la mode anglaise en France, pour que des éléments insuffisants et inassimilables, nés dans un autre pays, prennent l’expression d’une vue générale du monde, se chargent de valeurs, de générosité et d’enthousiasme qu’ils n’avaient pas dans leur patrie d’origine et sans lesquels ils ne seraient pas devenus l’idéal libéral qui a été capable pendant un siècle de susciter tant d’héroïsmes et de sacrifices. Il a fallu, pour qu’ils prennent valeur universelle, qu’ils repassent chez nous, que nous les repensions, les complétions, les dépassions et en fassions notre bien. Là encore, ce qui dans les principes et les institutions libérales a une valeur

universelle et pour l'esprit et pour le cœur, c'est notre apport à nous, il est français.

V. — Mission actuelle de la France

La révolution du XX^e^ siècle nous présente les mêmes tâches que les précédentes à nos pères.

La France a, de nos jours, le rôle magnifique de donner aux problèmes révolutionnaires de l'heure leur réponse la plus adéquate, la plus générale, la plus universelle.

Une première tâche, négative si on veut, est de dégager les problèmes essentiels de la crise historique actuelle, et de laisser tomber les couleurs particulières que la révolution du XX^e^ siècle a pris dans les différents pays et qui tiennent à des conditions locales et non à l'essence de la révolution du XX^e^ siècle ; en particulier les idéologies diverses et souvent hostiles dont les peuples se réclament et les formes particulières et de circonstances, comme le « totalitarisme » que certaines révolutions ont été amenées à assumer[39].

Mais ce n'est là qu'une préparation. Une des caractéristiques de la révolution du XX^e^ siècle, c'est qu'elle prend des aspects différents dans chaque pays, que chaque pays essaye de résoudre les problèmes de l'heure avec son tempérament et son génie propre. La France, tout en utilisant les expériences étrangères, doit agir de même pour deux raisons : parce qu'elle ne peut espérer trouver ailleurs de solution entièrement satisfaisante pour elle, parce qu'inversement, c'est en agissant à la française, dans la tradition française, avec des formules françaises qu'elle a des chances, grâce à son génie éternel, de trouver les formes les plus amples, les plus capables de rayonnement, les plus riches et les plus universelles. *C'est en étant la plus française qu'elle servira le mieux la cause de la révolution européenne.* Car, ici encore, c'est de son génie synthétique que l'Europe attend confusément la réponse définitive à des problèmes dont on n'a donné encore que des solutions incomplètes.

Car, plus que jamais, l'Europe, déchirée dans sa chair et dans son cœur, appelle l'unité.

Une fois de plus, une civilisation nouvelle apparaît. L'Europe est aussi désemparée et divisée qu'au XVI^e^ siècle par exemple. L'Européen est aussi troublé, tiraillé, divisé. Et, cependant, jamais l'Europe n'a eu autant le besoin et le désir de prendre conscience d'elle-même, de son âme

propre, de son unité.

L'unité politique, une certaine unité politique, dont l'avenir seul dira les recettes et les formes, devra nécessairement arriver à manifester et à supporter l'unité des esprits, mais elle ne la créera pas de force : elle pourrait plutôt, mal appliquée, étouffer une fois de plus les nostalgies d'unité qui travaillent l'Europe. L'unification politique ne pourra que suivre pas à pas l'accord grandissant des cœurs. La tâche primordiale est de faire une civilisation européenne qui, tout en respectant et même utilisant leurs nuances propres, sera commune à tous les peuples de l'Europe. Mais cette civilisation une ne se trouvera qu'en faisant dans l'homme européen l'unité et la paix, la synthèse de toutes les aspirations en apparence contradictoires de l'heure présente. L'Europe semble folle car chaque Européen est divisé entre mille tendances opposées : nous voulons tous, à des degrés et avec des couleurs différentes, conserver des éléments anciens et acquérir des éléments nouveaux qui semblent incompatibles. Tous veulent, en fait, malgré les tons criards et tranchants des manifestes, garder et même ressusciter leur nation, et cependant concourir à une Europe organiquement une ; tous veulent retrouver des communautés nationales fortes, des Etats forts, et cependant plus ou moins explicitement tous veulent que cet Etat serve à développer les possibilités humaines et non à les étouffer ; tous veulent conserver et développer les prodigieux progrès mécaniques du siècle écoulé et tous se rendent compte que la machine peut être un monstre inhumain et qu'il faut la juguler ; tous sentent le besoin d'idéaux nouveaux qui mettent l'accent sur l'ordre collectif ; et cependant qui, au fond de lui-même rejette totalement l'aspect sentimental et généreux des idéals d'hier gui exaltaient la liberté ? tous veulent une société où la propriété ne soit pas le fait d'une minorité, mais où la nation en bloc participe aux mêmes prospérités, et aux mêmes déboires ; et tous veulent éviter d'acheter cette « justice » d'une tyrannie économique de l'Etat — et l'on pourrait continuer ainsi longtemps.

Et si l'Europe est divisée, c'est que dans ces aspirations globales et confuses, les uns mettent l'accent sur une face, les autres sur l'autre. Il faut montrer qu'il faut prendre et garder les deux, mais dans un ordre supérieur, qui sera la civilisation de l'Europe de demain.

Refaire une Europe unie en faisant la synthèse, en montrant que l'opposition n'est pas essentielle, que les contradictions tiennent surtout à des formes historiques accidentelles, non à l'essence des choses, qu'elles sont exaspérées et exagérées par les passions partisanes et les nécessités de l'agitation politique, que tout ce qu'il y a de bon dans les diverses tendances peut et doit concourir à former un type de civilisation

parfaitement homogène, et élaborer progressivement les idéals sentimentaux, pratiques, qui incarneront cette âme nouvelle de l'Europe. Cela, c'est la tâche traditionnelle de la France, elle l'a fait dans les crises analogues du passé, c'est ce qu'il faut que nous fassions demain.

Cela ne se fera pas en inventant une formule magique, mais par élaboration progressive, tâtonnante, de formes nouvelles pour toutes les activités hunaines, en se guidant non sur une recette mécanique, mais sur un idéal central qui inspirera, qui « informera » toutes les solutions de détail. On ne peut naturellement concevoir encore ce détail des solutions futures, mais on peut indiquer l'esprit qui doit les animer.

Le premier problème, le problème capital, est de refaire l'unité dans l'homme, de refaire l'homme. Contre l'idéal abstrait et mutilant des temps modernes, il faut tendre à l'intégration de toutes les facultés, de toutes les tendances, de toutes les valeurs humaines ; se refaire un idéal humain qui ne mutile pas l'homme, qui, au nom d'une fausse pureté, au nom d'idées claires, ou d'une soi-disant logique, ou d'une idéologie, ne veuille en considérer que certains aspects, qu'une seule activité maîtresse ; qui ne lui reconnaisse qu'une échelle de valeur limitée et ne lui demande qu'une vertu. Mais vouloir restaurer en lui cette unité, cette harmonie profonde que les Temps modernes ont détruites, et, pour cela, reconnaître et accepter toutes ses activités, toutes ses possibilités tous ses besoins, toutes ses aspirations, mais en les ordonnant, les classant, les guidant et en illuminant les plus basses par les plus hautes.

Le second problème qui n'est qu'une autre face du premier, est de refaire une société saine. En refaisant un homme nouveau, il faut faire une société nouvelle, à la fois résultat et cause, manifestation et cadre, d'un homme nouveau. L'homme nouveau comprendra que c'est par les autres hommes, dans la vie commune qu'il trouve le cadre normal de son développement et non dans un isolement stérile. « Communauté » est le mot guide de la tâche constructive. Il est complété par un autre : « pluralisme hiérarchique ». C'est en réintégrant l'homme à de nombreuses communautés humaines organiquement reliées à l'intérieur de la Nation que nous lui redonnerons la possibilité de résoudre les grands problèmes politiques, techniques et humains de l'heure, de les résoudre lui-même, appuyé fraternellement sur ses compagnons de destin[40].

CHAPITRE V

Tâche révolutionnaire[41]

*

Nous n’avons voulu, dans ce premier volume, qu’essayer de prendre la mesure de la crise mondiale actuelle, d’en dégager le sens et d’y situer la tâche de la France, c’est-à-dire la nôtre.

Les volumes qui suivront essayeront d’analyser les problèmes particuliers et d’y suggérer de façon plus ou moins précise selon les cas, des solutions possibles. Pour terminer celui-ci, c’est sur une vue d’ensemble qu’il faut revenir ; un mot le résume : révolution. Il est bien éculé, bien galvaudé, bien incompris, il est cependant essentiel et il faut s’y cramponner comme notre unique espérance dans les traverses actuelles, comme la lumière de toute notre action.

Il ne s’agit pas d’opposer dans l’absolu « révolution » à « stabilité » et de dire qu’il faille être révolutionnaire en tous temps et en tous lieux ; pseudo-problème bâti dans la nuée en opposant des abstractions simplistes ; ce qu’il faut dire et répéter sans cesse, c’est que nous vivons à une grande période révolutionnaire et que *pour cette période,* la notion de révolution commande toutes les autres. Il faut penser que nos fils atteindront des eaux plus calmes et pourront vivre pendant plusieurs générations sur ce que nous aurons bâti ; nous, nous n’avons pas choisi de naître à ce moment plutôt qu’a tel autre, *mais nous y sommes* et pour nous, Français du milieu du XX^{e} siècle, la tâche primordiale est « révolution ».

Que comporte-t-elle ?

Comprendre

Le premier devoir, le devoir sacré, c’est la lucidité. Il n’y a pas d’action même bouillonnante d’enthousiasme qui puisse être féconde si elle n’est

pas guidée par la pensée : non pas la pensée idéologique, bâtisseuse de système, qui ne se meut que pour son propre plaisir et qui se contente de jouer avec des abstractions qu'elle s'est faites elle-même : bien claires, bien maniables, bien jolies, bien loin de la réalité, — mais la pensée, organe donné à l'homme pour connaître autre chose que lui, autre chose qu'elle-même et que son propre jeu, la pensée preneuse d'êtres, la pensée qui est tournée vers la possession de l'univers existant : *possession qui comporte à la fois docilité au réel et effort de domination.*

Avant toute action, il faut comprendre, et ceci, vrai en tous temps, l'est encore plus pour nous en ce moment où les circonstances imposant momentanément loisir à l'action, nous laissent le temps de réfléchir et de rattraper les événements qui en 1940 semblaient nous dépasser.

Une action révolutionnaire s'insère à un moment donné de l'évolution historique pour agir sur elle et la guider. Si on veut que cette « action » soit autre chose que la satisfaction donnée à des tempéraments bouillonnants, pour qu'elle soit créatrice, il faut qu'elle soit guidée constamment par une connaissance suffisante de son cadre historique, de la matière sur laquelle elle a à agir, et en même temps par une vue assez élaborée de la direction vers laquelle on tend, de l'esprit et des formes vers lesquelles on cherche à orienter la société.

Cela ne signifie pas que dans l'action il ne faille rien faire sans avoir retourné mille questions de philosophie ou d'économie politique. Non certes, mais il faut, avant les avoir assez étudiées pour en être imprégné, de façon à trouver tout naturellement et sans effort quand cela est nécessaire, le geste qu'il faut.

Un officier d'artillerie, au cours d'un tir, est obligé de prendre à chaque moment et instantanément des décisions. Ces décisions sont dictées par des règles de tir elles-mêmes fruits de lois mathématiques, et cependant, si cet officier a besoin de revoir dans sa tête, à chaque coup tiré, toutes ses règles il est perdu. Il faut qu'il trouve *machinalement* le commandement à donner, mais pour cela il faut qu'il ait auparavant assez étudié et assimilé ces règles pour qu'elles lui soient toujours présentes et *comme naturelles.*

Un jour viendra peut-être où nous aurons aussi à prendre des décisions urgentes et graves. Si elles ne sont pas commandées profondément par toute une conception cohérente, par tout un système de pensée, par une doctrine, elles ne donneront que des résultats décousus et fragiles. A ce moment, nous n'aurons plus le temps de subtiliser sur les rapports de l'homme et de la société ou sur la théorie des valeurs et cependant, nos actions ne seront fécondes que si elles expriment des vues précises sur ces problèmes essentiels et d'autres. Conclusion : maintenant que nous

n’avons guère autre chose à faire étudions à fond ces questions, possédons-les assez pour n’avoir plus besoin d’y penser quand il faudra parler d’action, et pour ne pas cependant être alors désemparés et flottants.

Le cadre révolutionnaire

Les problèmes qui se posent à notre pays ne lui sont pas particuliers, ne sont pas le fait de la défaite militaire et ne sont pas au niveau des querelles partisanes d’avant-guerre. Ils sont des aspects locaux de problèmes qui se posent à la plupart des nations de l’univers et tout spécialement, dans des formes toutes proches des nôtres, à toutes les nations d’occident.

Un monde est mort, un monde achève de s’écrouler, une ère historique est terminée, un type de civilisation se métamorphose sous nos yeux. Tous les problèmes particuliers proclamés par les uns et par les autres ne sont que des aspects souvent très secondaires de cet unique problème central.

Aucune action constructive ne sera possible si nous ne situons pas exactement notre tâche dans la révolution européenne et mondiale.

Dans toutes les crises historiques créatrices, sous la complexité incohérente des événements apparents, un dessin continu se fait jour qui en est finalement la véritable armature. C’est lui qui donne leur vrai sens aux épisodes où les contemporains ne voient le plus souvent que les caractères accidentels. Il en est de même pour l’apparent chaos de guerres, de révolutions, de luttes doctrinales de notre époque. Nous n’y voyons généralement que les oppositions, alors qu’on peut déjà deviner et que l’historien de l’avenir verra clairement que ces événements répondent aux mêmes questions et qu’avec des formules apparemment différentes ils tendent vers la construction d’un monde ayant sensiblement les mêmes traits généraux. Nous devons considérer dans tous les grands mouvements historiques contemporains beaucoup moins des partis qui se lient ou s’opposent au hasard des circonstances, que des *efforts parallèles* faits à intervalles par des groupes d’hommes différents, dans des conditions géographiques, ethniques et historiques différentes. Chaque pays ne voit que ce qui le distingue des autres, mais en réalité, sous le masque de systèmes doctrinaux plus ou moins plaqués et qui expriment plus ou moins les vraies réalités révolutionnaires de chaque peuple, tous marchant à tâtons et se heurtant dans le noir, vont dans le même sens, vers la même issue lumineuse aux mêmes inquiétudes et aux mêmes besoins. Notre tâche est d’essayer de dégager ces aspirations communes, car elles ont des chances de nous faire pénétrer plus profondément que les querelles

partisanes à l'intérieur des problèmes vitaux actuels. Ce qui nous intéresse, *ce qui est vraiment révolutionnaire dans tous les mouvements de notre époque, ce n'est pas ce qui les distingue, c'est ce qui les rapproche.*

Notre raison de vivre et de lutter est dans *la connaissance, le développement et le triomphe* de cette aspiration centrale de notre temps, dégagée de ses formes parasites et orientée vers l'idéal humain le plus haut.

Nouveauté

Un autre point capital est que révolution signifie essentiellement *rupture et création*[42] ; qu'une révolution c'est toujours de quelque façon une *coupure* avec le passé, que le trait essentiel en est la *nouveauté* de la civilisation qu'elle fait naître. Au cours d'une ère historique régulière, les formes de la vie sociale se développent mais lentement et de façon continue ; ce qui les caractérise c'est que du début à la fin tous les aspects de civilisation malgré leur degré de développement naissant, épanoui, ou décadent relèvent d'un même style, d'une même conception centrale, d'un même thème dont ils ne sont que des variations. Au contraire, les grandes crises se signalent essentiellement par le changement de style et de thème central. A chaque grande révolution, la civilisation qui naît est toujours neuve, d'abord parce qu'elle marque une coupure avec le passé immédiat mais aussi et plus encore parce que, même si elle rappelle certains traits de civilisations antérieures, elle n'en est pas moins un tout original et neuf qui ne reprend jamais exactement la trace d'aucune création du passé.

a) *Originalité du monde qui naît.* — On ne se baigne jamais deux fois dans la même eau d'un fleuve. L'histoire est un fleuve, ses rives, son cadre, son dessin peuvent sembler éternels et immuables ; en fait sa substance même ne cesse de changer, de se renouveler constamment. Le vieux philosophe grec Aristote disait que la source de la philosophie doit être l'émerveillement, l'étonnement admiratif devant les richesses sans nom de l'univers. La source de la volonté révolutionnaire doit être l'émerveillement devant toutes les possibilités historiques ouvertes à l'homme, devant les richesses des civilisations humaines. C'est là une notion extrêmement importante, capitale au point de vue pratique car elle comporte une attitude bien définie. Elle précise un point sur lequel s'opposent deux familles d'esprits, deux tempéraments humains, ce qui est plus grave qu'une

simple divergence d' « idées ». Nombre de penseurs ou de doctrinaires de notre époque analysent avec lucidité certains aspects de la crise actuelle et à peu près dans les mêmes termes que nous employons et cependant nous nous sentons terriblement loin d'eux. Il leur manque un certain climat plus essentiel peut-être que telle ou telle vue politique ou économique sur la tâche future, car il commande le sens profond de cette tâche. Ils se représentent, plus ou moins consciemment, les sociétés humaines, la Société, comme une machine en son fond identique à elle-même en tous temps et dans tous les pays et mue par certains rouages psychologiques simples et constants. Les aspects si variés des diverses sociétés humaines à toutes les époques et dans fous les peuples sont pour eux secondaires et négligeables. La société humaine type n'a pas à proprement parler d'histoire car elle ne change pas. Tout ce qui peut lui arriver, c'est un accident, un détraquement momentané ; il suffit de réparer cet accident et la machine reprend son jeu éternel, sa placidité sans âge.

Or se représenter ainsi la crise actuelle simplement comme la fermeture d'un épisode fâcheux et le retour à un « Etat normal » c'est en fausser radicalement le sens. Ne considérer les problèmes de l'heure que comme la guérison d'un mal, comme une aseptie locale, comme le contre-pied de doctrines qui ont dominé chez nous depuis un siècle et demi et qu'on considère comme un accident de notre histoire, comme un épisode artificiel qu'il suffirait de clôre, cela est aussi peu « révolutionnaire » que possible et les protagonistes de cette attitude le sentant bien évitent soigneusement ce mot de révolution et le remplacent par celui de « rénovation nationale » qui rend en effet beaucoup mieux le sens de leur conception et l'étendue de leur erreur.

C'est manquer du sens de l'histoire que de la considérer comme un herbier d'expériences mortes, comme un catalogue complet et arrêté de formes et de formules. En un sens, oui, tout a été dit, car, par abstraction, on peut ramener toute l'histoire à des catégories simples et schématiques (types de sociétés ou régimes) et ne raisonner que sur ces abstractions, mais on ne tient là qu'un aspect de l'histoire et terriblement pauvre, les éléments d'une petite mécanique conceptuelle qui laisse toute la richesse du réel. Dans un sens plus complet, *rien n'a encore été dit, tout reste à dire.* Les possibilités de renouvellement de l'histoire restent illimitées. Cela ne signifie nullement dans notre esprit la croyance en un « progrès » automatique et indéfini, qui aujourd'hui est nécessairement plus beau qu'hier et demain nécessairement plus beau qu'aujourd'hui ; nous n'avons pas cette illusion enfantine et endormeuse, mais il faut seulement dire que

demain sera autre qu'aujourd'hui et qu'hier. *Savoir s'il sera meilleur, cela dépend de nous.*

Et cela est immense car c'est la possibilité de lutter et l'espoir de ne pas lutter vainement.

Chaque fois qu'un fils me naît, je n'ai pas l'illusion de croire qu'il est d'une autre pâte que son père ni que venant après des générations il sera nécessairement meilleur qu'elles et cependant quel est le père qui ne s'est pas penché sur chaque enfant, étonné chaque fois de voir la vieille nature humaine refleurir en une nouveauté totale ? Quel est le père qui n'a pas vu dans chaque nouveau-né le monde recommencer ?

S'il-faut des fils ce n'est pas parce qu'ils sont nécessairement meilleurs que les pères, mais d'abord parce que les pères ne sont pas éternels ni immortels, qu'ils déclinent et qu'il faut les remplacer. C'est aussi parce que tout homme qui naît est un homme nouveau, une nouvelle façon d'exprimer l'humanité, une richesse nouvelle.

Nous sommes révolutionnaires parce que le monde que nous avons connu est laid, est vieux, est usé, est sénile. Et la volonté révolutionnaire, c'est avant tout le besoin de changer. Si nous voulons lutter pour un monde nouveau c'est certes pour essayer de le faire meilleur que l'autre, que tous les autres et nous voulons pour cela tirer parti des expériences heureuses ou malheureuses de l'ère précédente et de toute l'histoire, nous voulons profiter de l'occasion pour rebâtir un monde qui sera plus beau, mais avant tout, si nous voulons un monde nouveau, c'est parce qu'il sera nouveau. S'il est vrai que devant les conséquences désastreuses de certaines erreurs de l'ère écoulée nous avons à retrouver les règles éternelles de la vie en société, ces règles sont très générales et on ne peut préjuger nullement des formes concrètes qu'elles assumeront. S'il faut insister, s'il est bon et nécessaire d'insister sur le caractère naturel et constant de quelques principes sociaux et politiques il est au moins aussi nécessaire de marquer constamment que notre crise comme toutes les grandes crises est par bien des aspects une coupure avec tout le passé *éloigné comme récent* et de souligner le caractère de nouveauté, de fraîcheur, d'invention de la tâche qui s'offre à nous.

Si l'homme tient bien de sa nature quelques traits psychologiques permanents et encore plus si les types humains des grandes ères de civilisation présentent des caractères tenaces, il n'en est pas moins que les manifestations sociales de ces caractères se renouvellent constamment. Sur une chaîne qui change peu, la trame se transforme sans cesse. Il y a dans l'histoire humaine des constantes psychologiques mais elles ne sont que l'armature très rudimentaire d'un *jaillissement continu d "aspects toujours*

neufs. Ce n’est pas telle époque même magnifique de la France qu’il nous faut retrouver, c’est une nouvelle époque que nous commençons, une époque toute nouvelle, toute fraîche, toute brillante. Il ne faut pas se représenter notre tâche comme la descente dans un bric-à-brac pour y rechercher le gibus qui allait si bien à grand-papa. C’est comme un immense chantier au grand air sur une terre déblayée, à l’aube d’un beau jour. Nous penserons quelque fois à nos pères, à leurs expériences, à ce qui fut un temps une réussite. Quand nous bâtirons notre édifice, nous nous souviendrons de temps en temps des enseignements de leur expérience pour éviter des plans visiblement saugrenus ou des équilibres impossibles mais ce n’est pas leur maison que nous rebâtirons, c’est la nôtre que nous créerons à neuf, la plus neuve possible, la plus grande, la plus belle possible pour y abriter les générations qui montent.

Des deux tempéraments que nous avons décrits, un seul peut être révolutionnaire *car seul il peut être créateur.* Impossible d’être des nôtres si on ne sent pas palpiter farouchement, au fond de soi l’appel d’un monde nouveau et l’attente émerveillée et attendrie de toutes les formes nouvelles, fraîches, jamais vues, qu’il nous révèlera.

b) *Rupture avec le passé récent.* — Cette coupure avec le passé, ce besoin de neuf, ce besoin de nettoyer, de balayer, de faire table rase, de changer tous les cadres institutionnels et matériels de notre vie, prend quant à l’action immédiate un sens très précis. Nous rejetons, nous vomissons toutes les catégories et les formules périmées de l’ancienne vie du pays. Toutes les anciennes étiquettes, les anciennes oppositions sont à oublier, à dépasser, à rejeter. Ce n’est pas par illusion d’une unité purement sentimentale, par nostalgie presque animale d’un milieu moral tiède et indifférent où le français dégénéré de nos jours se sentirait bien parce qu’on ne s’y heurterait pas et qu’on serait tous d’accord (d’accord dans le néant, d’accord pour la mort commune par consomption) ; car nous savons fort bien que nous ne ferons pas de sitôt l’unité morale du pays et que nous aurons à heurter rudement une partie, une très grande partie de la nation ; non, mais parce que toutes ces vieilles étiquettes, toutes ces vieilles formules, comme ce personnel éculé, sont d’un autre monde, ils sont déjà du monde des fantômes, ils sont du passé, ils sont des revenants qui nous encombrent encore et distraient de la tâche essentielle de construction de l’avenir trop d’hommes qui seraient cependant capables de s’y donner. Aucune construction révolutionnaire n’est possible en se référant à des catégories anciennes, en se tournant vers le passé. Nous devons dépasser les oppositions entre lesquelles se

divisait et se déchirait la France d'avant-guerre. Nous avons à prendre dans toutes les doctrines ce qui est bon et encore utilisable partout où nous le trouvons, mais nous n'avons à nous identifier à aucune catégorie ancienne.

Ceci emporte également une conséquence de tactique révolutionnaire. L'ancienne coupure du pays en deux clans hostiles n'a pas disparu, bien au contraire, elle est toujours vivante dans les esprits de l'immense majorité des Français, incapables encore de rien comprendre aux problèmes nouveaux et à la situation nouvelle ; elle a pris seulement parfois des étiquettes un peu neuves qui se réfèrent aux actuels événements extérieurs. Illusion de croire pouvoir bâtir sur ce terrain pourri.

Tant que les Français ne penseront et ne sentiront que par référence à la fois à leurs anciens partis et aux successives péripéties militaires, aucune action révolutionnaire efficace n'est possible ; tant qu'ils ne seront capables que d'espérer le retour du passé, tant que l'illusion leur demeure d'un salut venu d'ailleurs, ils demeurent imperméables à toute perspective de renaissance de la France par son propre effort et par un renouvellement interne profond. Aucune propagande ne peut détruire cet état d'hypnose collective. Il faudra que les événements le fassent d'eux-mêmes. Il faut crue les diverses éventualités militaires, que les remous de l'après-guerre, que toutes les secousses sociales et économiques, sanglantes ou non, qui nous attendent achèvent d'ameublir la masse française, changent constamment les perspectives habituelles, désorientent à plusieurs reprises les esprits partisans, brisent enfin les vieilles habitudes et les vieilles étiquettes pour que dans une masse indifférenciée, abrutie. *disponible,* une action révolutionnaire féconde puisse se développer favorablement.

Primat de la Révolution

Si l'on comprend bien le sens historique de la crise actuelle ; s'il s'agit bien d'un monde qui meurt et que notre tâche est tout un monde neuf à faire naître, neuf par ses formes de civilisation, neuf par son type humain ; il devient évident que cette tâche, notre révolution, est le problème central de l'époque, qui domine de beaucoup tous les autres. La révolution communautaire est à la fois l'explication centrale et le premier devoir de notre temps.

Il faut bien insister là-dessus, pour nos enfants une cité rajeunie et meilleure dépasse en intérêt tous les autres événements de notre époque.

Plus importante que les péripéties militaires est la question de savoir s'il y a chez nous des hommes capables de concevoir une France renouvelée dans ses profondeurs et de réaliser cet idéal. Primauté de la révolution sur les problèmes extérieurs ; voilà qui est capital et qui est difficile à comprendre pour les Français actuels qui s'hypnotisent sur les événements mondiaux car ils ne les voient que sous le biais de leurs commodités individuelles retardées ou retrouvées. En réalité le sort de la France dépend infiniment plus de l'absence ou de la présence, de l'intensité et de la qualité, d'une volonté et d'une élite révolutionnaire française que de tous les événements étrangers. Aucun peuple n'a à désirer la renaissance intérieure, le renouvellement profond de la France. C'est à nous seuls à les vouloir, c'est à nous seuls à les créer. La France d'après-demain sera grande et forte quelles que soient les vicissitudes militaires, si elle sait et veut se refaire elle-même. Se refaire à notre époque, dans le climat historique où nous nous trouvons, cela ne peut signifier que révolution et révolution profonde.

Primauté de la révolution sur les événements intérieurs ; là encore il est bien difficile de faire entrer le vrai sens de la révolution et de notre tâche dans les pauvres cervelles des pauvres Français de nos jours, habitués par débilité mentale et par manque de caractère à penser les grands problèmes par des étiquettes toutes faites et à croire que l'on a agi quand on a choisi un clan, une petite case où l'on peut s'endormir en s'en remettant aux dirigeants du parti. L'idéal révolutionnaire est une volonté de renaissance totale et une certaine conception générale du monde à rebâtir. Les formes politiques, les institutions successives, les personnels renouvelés ne sont que des moyens transitoires et toujours imparfaits de tendre vers la construction révolutionnaire. Tant que le monde nouveau est encore chez nous en gestation, tant qu'il n'a pas encore pris l'essentiel de ses formes nouvelles, tant que son élaboration dépend encore trop d'actions et d'événements étrangers, le devoir révolutionnaire essentiel est de ne considérer les formes politiques transitoires que comme des moyens de réalisation, de ne pas s'hypnotiser sur tel ou tel aspect pris par l'effort révolutionnaire, mais quels que soient les événements, la matière nouvelle, les facilités ou les obstacles que le hasard peut présenter de ne pas se laisser troubler, de ne voir que le but essentiel et de se tenir prêt à s'adapter à toutes les circonstances, sans que nous puissions savoir encore les formes précises où cet idéal nouveau s'incarnera finalement. Quand la guerre sera terminée, à travers ses suites diplomatiques, ses remous sanglants ou non, la succession de pouvoirs à étiquettes disparates, nous devrons nous dire que notre devoir et notre idéal restent les mêmes, que nous n'avons pas à

nous laisser troubler par des péripéties qui semblent aller momentanément contre nos espoirs. Nous devrons toujours essayer d'abord de comprendre, c'est-à-dire de voir si sous des étiquettes factices le mouvement révolutionnaire ne continue pas à progresser ; nous devrons nous appliquer uniquement à l'essentiel des aspirations révolutionnaires sans nous attacher aux formes et aux instruments passagers qu'elles ont pu assumer dans leur marche. Se tenir toujours prêt à reprendre et à diriger les événements, et être soutenu dans cette longue application par la certitude que sous des aspects divers, dont nous ne comprenons pas le sens actuellement, nous qui voulons faire pour la France, la révolution du XX^{e} siècle, nous savons que l'histoire l'exige et que bonne ou mauvaise elle se fera. Faisons tout pour qu'elle soit bonne.

Primauté de la révolution totale sur les problèmes partiels. Voilà qui semblera encore plus difficile à certains. Même dépassée l'hypnose des événements militaires et le besoin d'action immédiate dans les futures péripéties politiques, reste l'illusion que la tâche se compose de problèmes qui peuvent être traités isolément, de réformes juxtaposées, et le danger d'oublier dans ces préoccupations partielles le dessin d'ensemble. La révolution se manifestera par une infinité de problèmes particuliers ; les forces humaines étant limitées, il faudra que les hommes ne s'appliquent, selon leurs possibilités, qu'à tel ou tel, mais il ne faut pas oublier qu'ils ne prendront de sens que dans l'ensemble et que pris pour fin et isolés ils peuvent être nuisibles à la construction collective. Ce n'est pas de réformes même bonnes qu'il s'agit, mais d'une révolution unique et totale.

Aristocratie

En France comme ailleurs, le monde libéral est mort. En France comme ailleurs, il faudra bien qu'un autre naisse et ses grands traits peuvent déjà se deviner en gros dans le filigrane des révolutions contemporaines, mais si cette coupure et cette naissance sont fatales, si la direction profonde de la révolution en cours commande et utilise toutes les formes que les circonstances provoquent, cela ne signifie pas que nous devions passivement laisser ce monde neuf naître d'un hasard, des circonstances, c'est-à-dire en grande partie de la volonté et de l'action d'autres que nous.

Nous ne pouvons pas demain bâtir n'importe quel monde neuf, mais dans les grandes lignes que nous impose déjà sourdement l'histoire, nous avons la possibilité de pétrir largement les événements. Il y aura nécessairement révolution en France et nécessairement recherche d'un

monde qui cherchera la réintégration sociale et politique de l'individu et une économie ordonnée tendant d'utiliser la machine aux fins d'un humanisme nouveau, mais ce cadre peut contenir mille mondes différents. Il nous appartient d'essayer de réaliser le meilleur. Nous n'avons pas à supporter passivement les événements, nous avons à essayer de les comprendre mais pour pouvoir les guider. *C'est pourquoi une action révolutionnaire est nécessaire.* Cette action révolutionnaire ne peut pas être uniquement, ne peut être que partiellement une action administrative. On ne décrète pas une révolution et ce n'est pas un journal officiel qui fait naître une civilisation, une façon nouvelle de penser, de sentir, de vivre.

Il faut en France, comme il en a été de même dans tous les pays, qu'un groupe d'hommes se donne comme tâche essentielle, comme mission sacrée cette construction de l'avenir, c'est pour eux que nous écrivons, c'est pour eux que nous essayons d'agir.

Mais ici encore il faut bien s'entendre, un pareil idéal n'est fait que pour peu d'hommes. Il l'est à toutes les époques. Il l'est tout spécialement à la nôtre et pour nous.

A un peuple avachi qui n'est plus dans son immense majorité capable de dépasser le niveau des petites commodités matérielles, des petits intérêts, des petits appétits, à un peuple qu'une longue corruption individualiste a privé du sens de la nation et de l'intérêt général, à un peuple qu'un idéal d'égoïsme et de petit confort a mutilé de toute aspiration de grandeur, à un peuple qui de plus,, dans une minorité importante, aura souffert physiquement de la guerre et de ses suites, proposer un idéal de grandeur, d'enthousiasme, mais aussi de dévouement, de sacrifices et d'ascétisme, et tel est bien notre mission, naïveté. Pour la construction héroïque du grand « demain » que nous rêvons, il n'y a rien à espérer des masses. Aucun peuple ne souhaite la renaissance profonde de la France à commencer par le peuple français. Les malades ne cherchent pas la guérison, ils cherchent à ne pas souffrir. Il en est de même des peuples, il en est de même de notre peuple. Il demande seulement la fin des gênes qu'il endure. Il ne voit pas plus loin. C'est à nous de voir pour lui, à vouloir non seulement son soulagement, mais sa guérison ; sans lui et au besoin contre lui. Nous aurons à refaire une France renouvelée malgré les pressions et les prestiges extérieurs, mais aussi ne nous faisons aucune illusion, contre la *masse des Français.* Le peuple français sentait avant-guerre, a senti un peu mieux après la défaite, ne sent plus du tout maintenant mais ressentira à nouveau après-demain, passée la première euphorie de la paix, le besoin de changement profond. Mais ces changements profonds exigeront des disciplines, des contraintes, des sacrifices collectifs, sans lesquels il n'est

pas de grandes constructions historiques. Cela, il ne semble pas capable de quelque temps de les supporter. De longtemps toute illusion d'action de masse n'a aucun sens. En a-t-elle d'ailleurs jamais eu ? Les révolutions sont toujours le fait d'une minorité consciente et audacieuse qui mène les foules. Les propagandes sont là ensuite pour les persuader qu'elles ont agi d'elles-mêmes.

Pour faire le Français de demain, il faut tout en le plaignant mépriser le Français d'aujourd'hui. La pire attitude serait maintenant celle de l'ère écoulée, celle du parlementarisme, qui flattait et endormait, celle de la bienveillance niaise et délétère qui a amené ce peuple où il en est. Illusion que de chercher à plaire.

La révolution ce sera une petite minorité, une élite qui la fera. Il y a là une notion pratique fondamentale de tactique. Tout doit être actuellement tendu vers la qualité ; qualité des idées par un effort doctrinal de « repensée » exigeante, qualité des hommes par la recherche d'une véritable élite révolutionnaire.

Ses éléments existent, dispersés dans tous les milieux Sociaux, dans toutes les générations. Beaucoup restent encore engluées dans leurs anciennes catégories politiques, dans leurs anciennes formations, dans les cadres périmés d'une époque périmée. Les événements qui approchent achèveront de pulvériser les vieilles cloisons factices. Tout semble actuellement trouble, instable, tout est faussé par les répercussions des problèmes extérieurs, le terrain semble fuir constamment pour une construction révolutionnaire, et cependant un moment viendra où tout sera clair et simple, où il s'agira simplement d'un choix entre la pourriture d'un monde mort et la rude tâche allègre d'en refaire un neuf et beau.

Un certain sentiment aristocratique, la conscience de faire partie du tout petit nombre d'hommes capables de se dévouer, le mépris d'un monde vil et veule, sont des ressorts essentiels de l'action révolutionnaire de demain.

Conclusion

*

En 1816, au moment du congrès qui liquidait les guerres de la Révolution et de l'Empire, on dansait à Vienne, persuadé que la révolution libérale était morte, était enterrée dans quelque fossé de la plaine de Waterloo. La révolution libérale, pour Metternich ou Alexandre II, c'était la République et Napoléon son successeur. En rétablissant sur le trône de France un descendant de Saint-Louis, un membre de la dynastie « légitime » des Capétiens en croyait détruire l'œuvre de la révolution, on fermait, on annulait toute une partie de l'histoire. Et cependant pour qui ne juge pas sur des étiquettes mais qui essaye de voir la réalité historique dans sa complexité et son vrai sens, Louis XVIII n'était pas le successeur de Saint Louis, il était le premier prédécesseur de M. Armand Fallières, il n'était pas le continuateur de l'ancien régime, il était le premier chef d'Etat parlementaire que la France ait vraiment connu. Les gens de Vienne croyaient retrouver le passé parce qu'ils ne jugeaient de l'esprit révolutionnaire que sur une note partielle, le mode de désignation du chef de l'Etat par vote ou par hérédité. Et cependant la Restauration, qui semblait un retour en arrière, était en réalité une étape en avant de la révolution libérale, elle sanctionnait toute une partie, la plus *importante,* de l'esprit et des institutions nouvelles, elle les installait dans les mœurs, elle leur donnait un visage rassurant. La Monarchie de 1790, la République de 1793, le Consulat, l'Empire, la Restauration légitimiste, la Monarchie orléaniste, la République de 1848, le second Empire, la 3e République qui semblent souvent s'opposer, qui semblent se contredire, ne le font que sur des détails accessoires. Pour l'essentiel de la conception libérale et individualiste de l'homme et de la société et les formes sociales qui la manifestent successivement, tous ces régimes « ennemis » se suivent, s'enchaînent, s'entr'aident, se passent le flambeau et font parcourir chaque fois à la nation une étape supplémentaire plus ou moins longue et visible, mais *dans le même sens,* car ils ne sont que les manifestations superficielles d'une même réalité en mouvement, le corps national en

travail de forces nouvelles et d'un idéal nouveau, qui cherche à tâtons, pour réaliser ses aspirations confuses, les moyens les meilleurs, qui les use, les épuise, les rejette, essaye successivement plusieurs aspects de la poussée unique qui le mène et qui cependant à travers cet apparent chaos avance dans le sens que lui fixe l'histoire.

Il en est de même pour nous. Nous sommes à une période de gestation historique bien plus grave et plus ample que celle du XIX^{e} siècle, les peuples sont travaillés à nouveau d'un nouvel idéal, d'un besoin de renouvellement. Ils prennent souvent pour cet idéal même les formes accidentelles qu'il a prises un temps chez eux. Pour nous notre devoir est de comprendre au-delà de ces formes accidentelles le sens du mouvement unique qui les porte, et de l'utiliser pour réaliser un grand dessein. Nous avons toute une civilisation à élaborer à neuf — *à neuf et toute*, dans ces deux mots est le phare de notre génération, un monde totalement renouvelé, la découverte de formes neuves de vie, personnelles et collectives, d'une pensée, d'un art, d'un style de vie nouveaux, et cela dans tous les domaines, sur tous les plans — l'homme à restaurer — un type d'homme libéré, agrandi et complet à élaborer, toute une grande époque de civilisation à faire naître, à pétrir de ses mains, à voir grandir radieuse à travers les luttes et les échecs temporaires — une magnifique aventure offerte à l'humanité d'occident et tout spécialement à notre pays, voilà ce que le destin « bienveillant » nous avait préparé.

Lourds et gros d'un monde qui veut naître et qui naîtra, inégaux à la tâche où le sort les a désignés, mais conscients de n'avoir ni à choisir ni à refuser

Prêts à tout donner à cette lutte.

Malgré toutes les traverses, sachant n'y voir que des incidents secondaires, il faut qu'il y ait en France des hommes conscients de la grande tâche de l'heure. Avec eux nous sommes sûrs de l'avenir, du triomphe final de notre cause, car nous aussi, à notre tour, *l'histoire nous porte.*

Notes

1
Tous les chapitres de tous les volumes expriment rigoureusement notre pensée et notre sensibilité communes. Chacun de nous deux signe tout l'ouvrage et tous les ouvrages. La rédaction, cependant, quelquefois commune, ne l'est pas toujours. Pour expliquer aux lecteurs les différences de style qu'ils pourraient remarquer, nous indiquons, par des initiales en note au début de chaque chapitre son ou ses auteurs. Selon les volumes et les sujets l'une ou l'autre signature reparaîtra plus souvent.

2
Y.U.

3
Pour cette notion, voir plus loin, pp. 14 s.q.q.

4
Pour cette notion, voir plus loin, pp. 14 s.q.q.

5
Y.U.

6
Le père Hugo a magnifiquement exprimé cette notion et là comme en tout, malgré ses oppositions verbales, le marxisme n'est que la fleur ultime de la pensée libérale. En lui convergent et s'intègrent les tendances du jacobinisme, de l'économie libérale et du socialisme, et dans cette fusion dialectique, ils révèlent chacun leur vrai sens, car à leur centre se trouve une vision identique de l'homme dont chaque école ne donnait qu'un aspect partiel, mais que leur rapprochement encadre, précise et éclaire.

7
Le Kizil Irmak à l'est d'Ankara.

8

En majeure partie du V^{e} siècle.

9
Elles renaîtront seulement aux XI^{e} et XII^{e} siècles.

10
Avec en particulier un trait nouveau, la disparition de l'esclavage.

11
En 75 ans, l'Europe a reçu d'Amérique sept fois plus d'or quelle n'en possédait, et les prix en un demi-siècle, ont augmenté de 200 %.

12
Par exemple, pour l'Italie, il semble que l'on puisse esquisser le rythme suivant après l'effondrement de l'empire carolingien.

De 1050 à 1122 (*a*) : *révolution :* naissance des communes.

De 1122 à 1208 (*b*) : ère des communes (vrai moyen âge).

De 1208 au début du quatorzième siècle : *révolution :* passage des communes aux seigneuries.

Du milieu du quatorzième siècle au tiers du seizième : ère de la Renaissance italienne.

Fin du seizième siècle : *révolution,* Contre-Réforme, établissement de la domination étrangère.

Dix-septième-dix-huitième, moitié du dix-neuvième siècle : temps modernes.

a) Concordat de Worms ; *b*) Année de l'institution de la première seigneurie (Azzo d'Este à Ferrare).

(1) Car il y en a vraisemblablement d'autres, à d'autres échelles et qui s'y surajoutent, mais le plus apparent, rythme irrégulier et au surplus, empirique, pourrait-on dire, et nullement « dialectique ».

13
En particulier, l'action volontaire, musculaire, de l'homme semble bien donner un exemple net de cause. La tendance simpliste et aveugle des foules et aussi le procédé roublard que prend l'esprit partisan est toujours de croire découvrir ou dévoiler la « cause » d'un événement historique en l'attribuant à l'activité réfléchie et consciente d'un ou de quelques hommes, si possible d'une conspiration, rendus responsables des grands événements et de préférence des calamités. En fait, si les hommes peuvent bien, en effet, être responsables devant l'histoire, il est rare que ce soit du

fait des conséquences clairement prévues et voulues d'actes posés consciemment, mais bien plus par insuffisance devant des responsabilités acceptées à la légère et jamais bien comprises. L'action volontaire et lucide des hommes est une des « causes » des faits historiques parmi d'autres et mêlée à l'infini des autres.

14
Et aussi les vrais rapports de force entre nations voisines.

15
Rien de commun ici avec le matérialisme historique. Celui-ci ne connaît de « réel » que les techniques de production et les relations sociales qu'elles entraînent. Il fait de la « superstructure » une expression *nécessaire* de l'état des techniques du moment. Il impose à l'histoire ainsi comprise un rythme ternaire, déterminé, et à caractère rigoureusement *dialectique.* Pour nous, le « réel » est beaucoup plus riche et plus complexe et se condense en une échelle des valeurs. Pour nous cette échelle des valeurs résume le réel, pour Marx elle est au contraire la superstructure. Pour nous, le « réel » ne commande pas les formes « construites », elles ont seulement pour idéal d'essayer de lui être accordées le mieux possible et c'est même l'immense intervalle qu'il peut y avoir entre les deux qui est la cause des révolutions ; enfin, le rythme décrit n'a rien de dialectique, ni de déterminé. Il n'a aucune expression mathématique ou logique simple et il dépend certainement largement des actions humaines qui peuvent avancer, retarder ou dévier les crises révolutionnaires mais qui cependant semblent incapables de les supprimer tout à fait. Ce point est revu plus bas dans le texte et dans notre volume III à propos du marxisme.

16
Qui font au onzième siècle éclater les minuscules enceintes (de à 3 hectares) où elles s'étaient ratatinées et endormies au troisième siècle.

17
Et les « communautés de travail » que nous recréerons demain ne seront pas une restauration des corporations anciennes, mais une création neuve adaptée aux besoins et aux conditions de notre époque, sur une conception de la société apparentée à celle du Moyen-Age, mais avec des formes entièrement nouvelles.

18
Voir volume n° II ; « Valeurs ».

19
Voir plus haut, « Avant-Propos » : Doctrine, p. 7.

20
Y.U.

21
Voir plus haut, page 30.

22
Structure réalisée approximativement en France dans la première moitié du XIX^{e} siècle.

23
Voir Vol. 5, Chap. I.

24
On prend le contre-pied d'une idée — le contraire du noir, cest le blanc, du bon, c'est le mauvais — mais on ne prend pas le contraire d'une chose, on ne prend pas le contraire d'une civilisation. On prend le contraire de certains aspects, de certaines formules d'une civilisation ; mais non de cet ensemble complexe et concret qu'est une civilisation. Dans les crises révolutionnaires, il y a changement pour certains éléments, pour d'autres, il y a continuité. On a cru, à l'époque, que la révolution de 89 faisait le contraire de l'époque précédente. Et maintenant c'est un jeu d'historien de montrer qu'elle la continuait en grande partie.

25
Y compris, d'après Lénine, ceux que créent la division du travail et la spécialisation.

26
D'abord c'est croire qu'un événement historique peut être le contraire d'un autre événement, ce qui n'a pas de sens. C'est de plus une vue partisane qui reste sur le terrain des oppositions de l'ère morte, en en prenant seulement le négatif ; c'est enfin une vue insuffisante donc fausse et qui méconnaît radicalement le vrai sens des crises révolutionnaires. Même tous bons les principes libéraux seraient morts un jour, ouvrant une crise révolutionnaire.

Inversement quand elle s'est produite, la révolution libérale était comme réajustement historique nécessaire, donc, dans un sens, bonne. Même

contenant en germe des conséquences funestes, ses principes et son idéal ont été dans leur fraîcheur, pour notre pays en particulier, une source de rajeunissement et d'exubérance de vie. *A priori,* il n'est pas concevable que tout fut mauvais dans un idéal qui a provoqué pendant longtemps tant de dévouements et fait naître de grandes choses. Nous sommes amenés maintenant à souligner certains défauts trop voyants et trop dangereux de la vision libérale de l'homme et du monde, mais il est certain que, alors que nous croyons, le plus souvent, contredire la révolution libérale, les historiens futurs montreront comment sur de nombreux points que nous ne remarquons pas, puisqu'ils nous semblent tout naturels, la révolution du XX^{e} siècle la continue et la prolonge.

27

Il faut bien dire les Temps Modernes, car cet esprit nouveau vient de la Renaissance et de la Réforme et dans le domaine de l'art et de la pensée, il se manifeste clairement dès le XVI^{e} et le XVII^{e} siècle. Si notre période classique a su, surtout en politique et dans le droit, conserver un sens encore vivant du réel et de sa complexité, il faut y voir l'effet non des principes de l'âge classique, mais de la vitalité et de la santé de la vieille société française qui luttait contre les conséquences de principes qu'elle acceptait déjà dans leur fond et qui devaient porter au XVIII^{e} siècle leurs conséquences logiques.

28

Le fond de la haine que les révolutionnaires de 1793, héritiers logiques de cette façon de sentir, avaient pour la monarchie, n'était pas l'amour de la liberté. Il est dans le fait qu'elle s'incarnait dans une personne humaine, que cette personne humaine, on l'avait vu naître, sa naissance avait été annoncée par des cloches, on avait tiré le canon pour annoncer au peuple que c'était un garçon, les dames de la Halle étaient allées le saluer, on s'était réjoui de son mariage, on souffrait de sa maladie... C'est ce caractère concret, physique qui a la chaleur de la chair, que les Jacobins haïssaient également dans les privilèges ; ce n'était pas tant l'inégalité que leur caractère humain et personnel. Et quand on était obligé d'incarner dans des hommes le pouvoir, il fallait que ce soient des hommes élus, non pas à l'origine pour leur enlever de l'autorité — car Dieu sait si les Conventionnels en avaient — mais pour leur enlever tout caractère personnel. Il ne fallait pas que les détenteurs du pouvoir le détiennent d'eux-mêmes, mais qu'ils soient simplement et toujours le point de rassemblement, le foyer presque virtuel, d'un certain nombre de volontés

abstraites de citoyens, les représentants d'un certain nombre de voix.

29
Voir par exemple : Berdiaeff. « Le sens et les origines du communisme russe » (Grasset).

30
Voir vol. IV. *Politique.*

31
Ce point est étudié dans le Volume V, il ne signifie pas « économie dirigée » par l'Etat, mais organisation économique tendant au bien commun national et contrôle par l'Etat des pratiques préjudiciables à l'intérêt national. Nous montrons dans ce volume que cette action intelligente sur l'économie est également exigée pour des *raisons techniques* par l'évolution interne du Capitalisme.

32
Voir surtout sur ce sujet : Carrel. *L'homme, est inconnu* et dans notre volume II. *Valeurs,* le chapitre sur la Vitalité.

33
Sans oublier que pour des chrétiens toutes les valeurs de civilisation dont un plan « naturel » et totalement dépassées et dominées par les valeurs « surnaturelles », mais qui sont d'un autre ordre.

34
F.P.Y.U.

35
Cette question, revue en détail, forme un chapitre du volume IV : « Politique ».

36
Voir F. Perroux : *Cours d'économie politique* (Domat-Monchestien), tome II, ou bien *Capitalisme et communauté de travail*, nouvelle édition (Presses universitaires de France).

37
Y.U.

Bien que ce soit un peu un hors-d'œuvre, il n'est pas mauvais de rappeler ce rôle de notre pays dans la véritable naissance de la civilisation européenne. Ces souvenirs de grandeurs passées sont à la fois une consolation dans les abaissements actuels et un gage de ce que nous pouvons et nous devons faire.

Françaises les formes religieuses médiévales. Quand dans l'effroyable décadence religieuse du X^e^ siècle, l'Europe reprend le sens de l'Eglise, se refait une discipline religieuse, d'où vient ce germe ? De Rome ? De Rome où les bœufs venaient paître au forum romain ? où les factions se battaient dans les rues et qui n'était plus qu'un village sinistre ? Non ; la chrétienté médiévale a été refaite par des Français. Le germe en fut déposé en terre française, en terre bourguignonne par les hommes qui fondèrent Cluny, à l'aube du X^e^ siècle. C'est l'abbaye de Cluny et ses mille filiales qui ont refait la chrétienté à la fin du X^e^ siècle et au XI^e^. Et quand Cluny s'assoupit, le flambeau est repris, sur la même terre bourguignonne, aux confins de la Champagne, au fond de la vallée de Clairvaux, par les moines de Saint-Bernard et l'ordre de Citeau qui, plus loin encore que. ne l'avaient fait leurs aînés de Cluny, du fond du Portugal à la Prusse orientale, du sud de l'Ecosse à la Hongrie, confirmèrent les disciplines et restaurèrent la vie religieuse, répandirent des formes de spiritualités hautes et neuves et propagèrent le nouvel art ogival français.

Et cette vie religieuse restaurée, cette vie mystique rénovée et rayonnante, s'étoffent d'un intense travail de réflexion théologique. Où ? en France, au Bec, à Laon, puis et surtout à Paris, dans cette Université qui fut pendant trois cents ans le foyer essentiel de la pensée médiévale, l'autorité fondamentale en théologie et qui même au XIV^e^ siècle devait oser prétendre à faire déposer des Papes.

Française la pensée philosophique médiévale. C'est dans nos écoles, à Chartres, et surtout à partir du XII^e^ siècle à Paris, qu'elle s'élabore. Tous les étrangers qui veulent penser accourent chez nous et souvent y restent. Tous proclament à l'envi le rayonnement unique de Paris : « Paris est la source de tout savoir », dit Césaire d'Heisterbach, et un dicton de l'époque répète : « A l'Italie la Papauté, à l'Allemagne l'empire, à la France le savoir. »

Le centre de gravité de la pensée médiévale est dans un triangle jalonné en gros par Poitiers, Oxford et Cologne, et dont Paris est le centre. Mais à l'époque, Oxford c'est encore une terre française, et les pays rhénans et surtout thiois vivent dans le rayonnement complet de la pensée et de la

civilisation françaises, sont des colonies spirituelles françaises.

Si les quelques grands noms de la pensée médiévale sont pour une bonne part étrangers, ils ne représentent pour leurs pays que de magnifiques personnalités isolées. Pour se développer, pour pouvoir penser, pour pouvoir enseigner souvent, il faut qu'ils viennent germer et fructifier sur la terre de toute science : ce n'était que chez nous qu'ils trouvaient l'atmosphère intellectuelle ardente, la foule de penseurs, les moyens de travail collectif, qui ont fait en réalité, plus que quelques hommes de génie, l'édifice philosophique du moyen âge. Et ce prestige, même atteint au XIV^{e} siècle, subsiste jusqu'au XV^{e} siècle.

Françaises, les premières littératures du moyen âge — sources de toutes les littératures de l'Occident — et françaises les premières langues littéraires de l'Europe. Plus de trois siècles avant les premières œuvres de la littérature anglaise, près de trois siècles avant l'aurore de la littérature italienne, donnant presque toute leur substance et leur forme aux premières littératures allemande et néerlandaise, marquant puissamment les origines des littératures espagnole et portugaise, il y a eu en Europe occidentale non pas une littérature française, mais deux : celle de langue d'oil et celle de langue d'oc ; et ces deux langues françaises non seulement fournirent à tous pendant des siècles des modèles, des sujets et des textes à traduire, mais elles furent considérées comme les seules langues littéraires dignes de ce nom en dehors du latin, comprises et parlées par toutes les élites d'Occident et utilisées souvent hors de France par des auteurs étrangers.

Dans quelques années, si notre pays s'est montré capable de se rénover en faisant sa révolution, il faudra que nous fassions un jour, pour reprendre conscience de nos raisons de vivre en nation, une exposition de la « Gallicité » où l'on rappellerait aux Français ce que leurs pères et leur Patrie ont été dans le passé, dans tous les domaines et dans tous les temps. C'est un sujet vertigineux dont on ne peut ici que piquer quelques points de repère. Dans les salles consacrées au rayonnement de la langue française. Il y aura au centre, en bonne place deux immenses panneaux sur lesquels seront écrites ces phrases françaises. écrites par des Italiens : vers 1264, Brunetto Latini, le maître de Dante, écrivant en français une encyclopédie à la mode du temps, *Le Livre du trésor*, disait dans sa préface : « Certains nous demanderont pourquoi nous écrivons ce livre en roman selon la langue des Français alors que nous sommes Italiens, nous leur répondrons : parce que cette parlure est plus délectable et plus commune à toutes gens. » Et dix ans après, Martino da Canale écrivait : « A cette époque, la langue française courait par le monde :...elle est plus délectable à lire et à ouir que nulle autre. » Les titres de noblesse de notre

langue et de notre pays, ce sont des étrangers qui nous les donnent, et en effet, jusqu'à cette date, toute la littérature italienne était latine ou française, et même doublement française, de langue d'oil et de langue d'oc. Il ne serait pas venu, jusqu'au dernier quart du XII^{e} siècle, à l'idée d'un Italien lettré, qui n'écrivait pas en latin, de composer une œuvre un peu savante dans un patois italien. En langue d'oil, nos chansons de gestes étaient récitées dans toute l'Italie du Nord, et nos romans de la Table ronde, ce que les Italiens appelaient la matière de France et celle de Bretagne. Qui plus est, ils en composaient : il y a toute une littérature en français écrite aux XII^{e} et XIII^{e} siècles par des Italiens : comme la *Conquête d'Espagne* et la *Prise de Pampelune.* La meilleure compilation romanesque, le Roman d'Arthur, est faite en français vers 1270, par un Toscan : Rusticien de Pise. Le même, emprisonné à Gênes avec Marco Polo, le grand voyageur vénitien qui avait parcouru toute l'Asie, jusqu'à la Chine, écrivait sous sa dictée, ses mémoires, et en français pour être compris de l'Europe pensante ; et cela en 1298, au moment où Dante avait commencé à écrire. Et un demi-siècle plus tard, Boccace commençait encore son œuvre par deux romans, le Filostrado et la Téséide, où il imitait deux œuvres françaises, *le Roman de Troie,* de Benoit de Sainte-More, et *le Roman de Thèbes.*

Et la langue d'oc ? Les Italiens qui voulaient faire des poésies lyriques autrement qu'en latin, les composaient en langue d'oc ; car il n'y avait alors vraiment qu'une littérature lyrique, celle de nos troubadours, qui avaient inventé les raffinements de sentiment amoureux et de forme qu'utilisera au XIV^{e} siècle Pétrarque. Quand Dante rencontre des poètes en enfer, au purgatoire ou au paradis, il eut été bien gêné de rencontrer-des poètes italiens, à part deux ou trois dont Sordello : les grands poètes de l'époque, ils sont nôtres : Bertrand, de Born, Arnaud Daniel, Bernard de Ventadour, Giraud de Bonneil, Fouque de Marseille, Jauffre Rudel. Et il y a aussi une littérature en langue d'oc écrite par des Italiens. Le Mantouàn Sordello, l'ami et le maître de Dante a lui-même composé : Lou Planh de Blacatz, qui est peut-être la seule œuvre politique et non amoureuse de cette poésie d'oc. C'est dans le rayonnement de notre littérature et de notre pensée, c'est d'abord avec nos deux langues, qu'est née la littérature italienne. Et le français resta jusqu'au XVIII^{e} siècle la langue de la société cultivée d'une partie de l'Italie du Nord.

En Allemagne, en dehors de la grande épopée nationale des Niebelugen et de quelques œuvres subalternes, presque toute la littérature de la première partie du moyen âge est traduite du français ou démarquée du

français, de nos romans épiques et de nos romans bretons : Le Parsifal de Wolfram d'Eschenbach, le Lancelot d'Ulrich von Zatzikhoven et tant d'œuvres dont Wagner, bien plus tard a tiré le fond d'une épopée dite germanique, sont françaises et traduites du français et à cette époque, comme au XVII^{e} siècle, toutes les petites cours allemandes parlaient et apprenaient le français.

Les Pays-Bas étaient dans le rayonnement immédiat et direct du français ; toute la littérature médiévale n'en est faite que de traductions de nos œuvres épiques et romanesques et même du roman de Renard. Leur langue était tellement pénétrée de mots français qu'il leur a fallu, à partir du XVII siècle, tout un travail d'épuration linguistique nationaliste pour retrouver une langue qui soit vraiment néerlandaise.

Quant à l'Angleterre, c'était simplement jusqu'à la fin du XIV^{e} siècle un pays de langue et de civilisation françaises. Les Plantagenets étaient aussi Français que les Capétiens et certainement meilleurs lettrés en notre langue. Eléonore d'Aquitaine avait toute une suite de troubadours. Richard Cœur de Lion était un poète de langue d'oil : le vainqueur de Crécy, Edouard III, baragouinait l'anglais de ses sujets comme un administrateur français en Afrique peut écorcher l'arabe ou le bambara. C'est cependant sous son règne (1362) que le chancelier ouvrit pour la première fois en anglais la séance du Parlement et que l'anglais fut admis aux plaidoiries en justice, trois siècles après la conquête normande. Le premier Roi d'Angleterre dont la langue maternelle ait été l'anglais fut l'usurpateur Lancastre, Henri IV dans les toutes dernières années du XIV^{e} siècle (1388-1413). Pendant ces trois cents ans, la seule langue littéraire qu'ait connue l'Angleterre était le français, et quand Chaucer, au milieu du XIV^{e} siècle, inaugura la littérature. de langue anglaise, c'est en traduisant notre Roman de la Rose et en imitant nos fabliaux. Jusqu'en 1489, les lois ne sont écrites qu'en latin et en français et ce n'est qu'au XVIII^{e} siècle, le 4 mai 1781, que l'emploi exclusif de l'anglais fut imposé devant les tribunaux ; jusqu'à cette date le français y était admis à égalité.

Nos romans de geste et encore plus nos troubadours furent imités sans fin par la littérature espagnole naissante, et le premier lyrique d'Espagne, l'auteur anonyme de la *Razon de Amor*, avait longtemps pratiqué les pastourelles de la langue d'oil et les sirventes de langue d'oc. Quant au Portugal, dont la dynastie était française, non seulement nos deux littératures y rayonnaient, mais on y composait en langue d'oc autant qu'en galicien.

L'art européen est né en France ; la mère des arts, c'est la France. Dans

cette naissance de l'Europe au XII^{e} siècle, qu'est l'art italien ? L'Allemagne a une grande architecture, une branche de l'art roman, la rhénane, mais qui disparaît devant la conquête de l'art ogival français, et de plus art purement architectural, sans sculpture.

Notre architcture romane a rayonné sur tout l'occident, de l'Angleterre à l'Espagne. Et surtout, la sculpture est née chez nous à Cluny, au Vézelay, à Toulouse, à Moissac. Si le porche de Moissac était dans d'autres pays on y mènerait les enfants en pèlerinage et on leur apprendrait qu'ils sont devant un haut lieu de la civilisation européenne où, au sortir des temps barbares, dont l'art n'était fait que de miroiterie, des moines de chez nous ont retrouvé la sculpture perdue avec l'empire romain, et recréé un art total. Si un tel art, le premier d'Europe en date, et d'où les autres sont sortis, était né hors de nos frontières nous le saurions et nous organiserions des voyages pour y mener des Français, mais c'est chez nous et ce sont des grandeurs françaises.

Mais plus que dans cet art roman, art d'incubation, art de préparation, c'est dans notre art ogival que l'Occident a trouvé pleinement conscience de son génie, de ses aspirations propres et de son unité. Et cet art est français, et tout français, et aussi français qu'il est possible de l'être et bien plus français que toutes les formes d'art que nous avons connues depuis. Un texte célèbre fait ici le pendant à ceux de Brunetto Latini et de Martino da Canale pour la langue : il est allemand. Une chronique contemporaine rapporte que le chœur gothique de l'Eglise de Wimpfen-im-Thal fut construit entre 1259 et 1278 par un maître d'œuvre mandé de Paris et « opere francigeno », c'est-à-dire selon le style et la technique française.

Art français cet art qui est né de la pierre de notre sol et des plantes de nos vallées dans l'Ile-de-France, la Picardie et la Champagne : cet art qui est une réussite complète comme l'art grec, cet art total qui a rayonné sur l'Europe, transporté dans toute l'Europe par des moines ou des laïques français et dont toute l'Europe a vécu pendant des siècles. Qu'importe que le hasard ait donné à quelques arcs une forme brisée à Milan et à Durham ; le génie de l'architecture gothique, l'âme particulière qui s'exprimait dans cette technique, cet équilibre miraculeux qui faisait de la beauté, avec des formes simplement parce qu'elles étaient adaptées à leur objet et à leur nécessité technique, cet art décoratif fait de plantes de chez nous, de cressons et de feuilles de choux, c'est un art purement et profondément français.

Si Cluny avait répandu partout notre art roman, Citeaux a répandu partout jusqu'au fond du Portugal, de la Prusse, orientale et de la Hongrie, notre art ogival. Tout l'art du moyen âge est sorti de chez nous ;

l’architecte de la cathédrale de Prague s’appelle Mathieu d’Arras : le chœur de Saint-Martin de Kaschau en Hongrie, est bâti par Villard de Honnecourt ; le sculpteur du portail de la Gloire à Saint-Jacques de Compostelle en Espagne est maître Mathieu. Français encore, naturellement à l’origine, l’art médiéval anglais : française dans ses parties authentiques, la cathédrale de Cologne, inspirée de celle d’Amiens et vraisemblablement commencée par un architecte picard, français, probablement maître Huguet, qui travailla au monastère de Batalha au Portugal, et l’on pourrait continuer longtemps ce recueil.

Enfin, la musique polyphonique médiévale est essentiellement française et flamande. Français le plus grand musicien du moyen âge. notre grand Guillaume de Machault. On aurait bien étonné les gens en leur racontant alors que la France n’a pas le génie musical, et que les deux seules nations vraiment musiciennes sont l’Allemagne et l’Italie.

39
Et qui correspond dans chaque pays à la phase de dépassement des particularisme locaux, phase que nous avons connue en 1793.

40
Voir surtout les volumes IV (POLITIQUE) et VI (ECONOMIE D’HIER ET DE DEMAIN), 2e partie.

41
Y.U.

42
Même quand cette rupture et cette création sont, ce qui est le cas général, l’aboutissement d’un long travail d’évolution visible ou caché.